UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

DE

PIERRE LE GRAND

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

(sciences économiques)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon, le 12 Juillet 1913, à 9 h. 1/2 du matin

PAR

E. PERNET

Président : M. DOLLÉANS, *professeur adjoint*

Suffragants : MM. VIGNES, *professeur*
GERMAIN-MARTIN, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5e ARRt)

1913

Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41535717_0027

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

DE

PIERRE LE GRAND

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

(sciences économiques)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon, le 12 Juillet 1913, à 9 h. 1/2 du matin

ACAD. LUGD.BAT. BIBL.

PAR

E. PERNET

Président : M. DOLLÉANS, *professeur adjoint*

Suffragants : MM. VIGNES, *professeur*
GERMAIN-MARTIN, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5e ARRt)

1913

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

ANONYME. — *Histoire de la Grande Russie* (en franç.) ; *Histoire de Pierre Ier*, 1742.

Antiquité russe.

Archive russe.

BIÉLAIEV. — *Les paysans en Russie*, 1860.

Bulletin du bibliophile.

CUSTINE. — *La Russie*, 1843 (en franç.).

DIAKHONOV. — *Cours d'histoire du droit russe*.

DOLGOROUKOV. — *Mémoires*, Genève, 1867 (en franç.).

GALITSINE — *Mémoires*, Paris, 1862 (*ibid.*).

GOLIKOV. — *Histoire de Pierre le Grand*, Moscou, 1842.

IAZYKOV. — *Pierre le Grand à Zaandam et à Amsterdam*, Berlin, 1872.

— *Journal de l'Agriculture*, 1872.

KARAMZINE. — *Œuvres*.

KARNOVITCH. — *Les grandes fortunes en Russie*, Pétersbourg, 1885.

KOVALEVSKY. — *Institutions politiques de la Russie*, Paris, 1903 ; *Le régime économique de la Russie*, Paris, 1898 (en franç.).

KOSTOMAROV. — *Histoire de Russie*.

LEROY-BEAULIEU. — *L'Empire des Tsars*, Paris, 1890.

LÉVÊQUE. — *Histoire de la Russie*, Paris, 1799.

MILIOUKOV. — *La réforme de Pierre le Grand*, Paris, 1892 (en franç.).

— *La crise russe*, Paris, 1907 (*ibid*).

— *Essais sur l'histoire de la civilisation russe*, Paris, 1901, (*ibid.*).

Moscovitcher Kaufman, 1723.

Niestroiev. — *Séjour de Pierre le Grand en Hollande et en Angleterre* (*Messager russe*, 1871).

Oustrialov. — *Histoire de Pierre le Grand*, Pétersbourg, 1858.

Perry. — *Etat présent de la Russie*, Amsterdan, 1718 (en franç.).

Piékarsky. — *La science et la littérature en Russie*, Pétersbourg, 1862.

Polevoï. — *Histoire de Pierre le Grand*, Pétersbourg, 1843.

Popov. — *L'ancienne et la nouvelle Russie*, 1875.

Relation curieuse et nouvelle de la Moscovie, La Haye, 1698 (en franç.).

Reden. — *L'Empire russe*.

Renard. — *Histoire du travail*, 1910-12.

Scherer. — *Œuvres*.

Soloviev. — *Histoire de la Russie*, 1864-1878.

Schnitsler. — *L'Empire des Tsars*, Paris, 1856 (en franç.).

Sviatlovsky. — *Cours d'économie politique*.

Tchoulkov. — *Description historique du commerce russe*.

Tougan-Baranovsky. — *Cours d'économie politique*.

Zabiéline. — *La société russe avant Pierre le Grand*, Moscou, 1872.

LA

POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE PIERRE LE GRAND

INTRODUCTION

L'événement important et significatif du règne de Pierre le Grand (1682-1725), celui qui le différencie nettement de ceux qui l'ont précédé, c'est l'apparition d'une activité manufacturière disciplinée et organisée, ou, en d'autres termes, la réunion des deux facteurs de la production : travail et capital. D'une part, le travail isolé et indépendant se transformant en forces nationales, les ouvriers se rassemblant dans les établissements industriels, d'autre part, le capital intervenant dans la production et se mobilisant. Voilà les phénomènes caractéristiques et dominants du nouveau régime économique qu'institua le réformateur de la Russie.

Une fois réunis, ces deux facteurs de la production devaient prendre la place des anciens maîtres, des seigneurs, et précipiter la ruine de la vieille économie. Alors — mais alors seulement — le pays eut conscience qu'il existait et qu'il était capable

d'approprier son développement économique à son patrimoine social. Or, « une nation pour être prospère doit compter non seulement sur la richesse que lui offre la nature ; mais encore sur la culture de l'esprit » (1).

L'âme du peuple russe étant essentiellement puérile, le Tsar se chargea de la diriger, présida, à cet effet, à la production des richesses, administra les affaires économiques et gouverna tous ses sujets. Et, comme de l'évolution de l'individu résulte, comme conséquence, l'évolution sociale, il comptait par là soustraire son Empire à une infériorité qu'il croyait plutôt accidentelle que naturelle.

L'organisation manufacturière nouvelle fut engendrée par des besoins nouveaux. Car civiliser, pour Pierre le Grand, c'était faire naître des besoins. Il substitua donc à la conception purement statique, pour employer les dénominations d'Auguste Comte, une conception dynamique de la prospérité de sa nation. Sans doute, naguère, les nécessités du temps avaient déjà inspiré à quelques esprits élevés de communes idées ; mais elles n'avaient pas trouvé beaucoup d'écho dans le pays. Les circonstances laissèrent pratiquement sans

1. Germain Martin : *L'évolution économique des grandes nations*, 1910, p. 39.

effet les efforts tentés par le gouvernement pour écarter, par exemple, les marchandises étrangères et nationaliser le commerce et l'industrie. Sans doute, l'industrie était créée, mais les usines se bornaient aux forges, aux verreries, et aux moulins et les manufactures les plus simples étaient à peine encouragées.

Et si on avait plus ou moins appliqué antérieurement l'idée interventionniste, la Moscovie avait un sol mal mis en valeur ; le domaine rural, seule unité économique, ne faisait vivre qu'un petit nombre d'individus ; ses habitants vendaient leurs produits à vil prix, tandis qu'ils devaient acheter très cher les objets manufacturés. Au surplus, les forces sociales spontanées y agissaient avec lenteur et maladroitement.

Le jeune Empereur fut frappé de cette organisation économique défectueuse.

Dès l'abord, il se préoccupa de substituer à une activité économique spontanée et cahotique une action prévue et concertée de la Société. Il fit lui-même et fit faire des enquêtes, et chercha les moyens de réaliser ses desseins. Il marque donc le point de départ de la vie économique nouvelle et se présente à nous comme placé entre deux mondes dont l'un finit et l'autre commence. Il est le trait d'union entre un régime économique, qui se désagrège et s'effrite dans ses fondements, et l'avène-

ment du système de production plus sûr, plus rationnel qu'il inaugurait. Tel est le premier et le grand acte d'originalité qui donne à Pierre-Alexéiévitch Romanov une place à part et hors de pair dans l'histoire de l'Empire des Tsars.

Les derniers Tsars de Moscou avaient bien tenté d'infiltrer l'influence occidentale dans l'esprit de la nation pour l'orienter dans un autre sens et la rendre accessible à une nouvelle culture. Mais ils s'étaient placés à un point de vue purement personnel, en sorte que l'évolution intellectuelle, sociale et économique ne s'accomplit que dans une sphère très restreinte, celle de la Cour, tandis que le pays restait isolé en face de l'Europe. La Société, fataliste, machinale et routinière, continuait à vivre dans l'enfance et l'esclavage sans éprouver jamais le désir d'en sortir pour jouir d'un monde nouveau, à même de la rendre heureuse et forte. Au reste, elle ne possédait encore aucune école élémentaire ou supérieure, digne de ce nom, et tous les livres de notions abstraites étaient rigoureusement prohibés. A Moscou même, un homme sur dix pouvait ânonner le *Pater*, le *Credo* et les dix Commandements et il n'y avait qu'un abécédaire sur deux mille quatre cents habitants. De la sorte, des millions de sujets avaient à peine dépassé l'état mental des premiers âges, en un temps où le contact de la Russie avec l'Europe civilisée avait déjà

eu pour conséquence d'éveiller le sentiment national.

Aussi ne devons-nous pas nous étonner que beaucoup de gens fussent mécontents de l'ordre établi qui constituait un danger inquiétant pour l'avenir et qu'ils cherchassent passionnément à réagir et à dégager des formules des âges antérieurs, des principes plus rationnels, pour se frayer une nouvelle voie.

Or voici que subitement les choses changent de face sous un monarque qui prétendait au gouvernement des actions et des opinions des hommes, en faisant descendre la tradition du premier rang au second et en faisant monter la raison du second au premier rang. En effet, dès que Pierre le Grand parut, il donna aussitôt à son peuple de nouveaux besoins. Il opéra un bouleversement à coup d'édits, d'amendes et de punitions corporelles. Il institua un régime nouveau, le seul qui pût saper les coutumes orientales et les rigueurs des lois byzantines, et le seul aussi qui fût à même de régir la Société présente et à venir, en la mettant à l'abri des fluctuations et des conflits. Le souverain se présenta comme le délégué et le premier serviteur de son pays, détenant le pouvoir du consentement de la nation, et lui offrit, avec une abnégation absolue, le sacrifice de ses biens, de ses talents, de sa vie. Mais il prétendit, en revanche, que dans l'intérêt

commun la vie nationale tout entière s'identifiât à la sienne. Chacun, dans l'Etat régénéré, devait donc remplir sa fonction sociale, quelles que fussent ses aptitudes et ses capacités, sous peine d'être condamné à la mort civile, tout le monde était ainsi enrégimenté dans les divers ordres de travaux que comportait l'état de la Société en formation.

Cette conception de l'universalité des services, et du devoir envers l'Etat, n'émancipait pas l'individu, de la force qui avait été le principe, la raison et le but de l'organisation politique du passé, elle ne faisait que le contraindre à participer à l'œuvre commune. Car, pour constituer la Société sur un tout autre plan, Pierre le Grand aurait eu à trouver le moyen de rattacher l'ancien régime au nouveau et de coordonner ainsi les souvenirs avec les espérances de la nation. Il devait en d'autres termes « rattacher la tradition aux prévisions, et satisfaire également les regrets et les désirs de tous ». Et alors il se serait heurté à l'attachement que son peuple avait au passé et se serait trouvé lui-même en opposition avec les besoins nouveaux qu'il suscitait. Il a usé, au contraire, d'une méthode coercitive, violente, révolutionnaire, la seule qui pût, croyait-il, dégoûter le peuple de sa naïveté foncière et lui faire sentir les souffrances physiques et morales qui en résultaient.

Qu'un fossé infranchissable ait séparé la théorie

libérale de Pierre le Grand de sa pratique despotique ; que son mouvement rénovateur ait été poussé avec l'impétuosité de l'ouragan et qu'en quelques années, il ait prétendu faire l'œuvre de plusieurs siècles, c'est ce que l'histoire nous révèle à chaque pas. Mais, quoiqu'il soit encore de mode de ne pas comprendre cette politique, démolisseuse et rénovatrice, qui effaçait quelquefois tous les sentiments naturels par esprit de dévouement à l'intérêt commun, ce n'était là qu'une conséquence nécessaire, qu'un résultat fatal du passé. Comment, en effet, faire décroître et disparaître insensiblement l'autorité toute-puissante de la tradition et des mœurs, alors que le peuple et même la Cour n'étaient pas en état de comprendre les réformes et le bouleversement de la vie privée et publique que le grand homme voulait opérer ? Comment soutenir le gigantesque édifice qu'il élevait sur les ruines d'un monde qui se mourait, sans sacrifier les vieux souvenirs et les vieux préjugés ? Les Slavophiles dénigrent leur grand Tsar, décrient ses idées ou calomnient ses actes. Ils prétendent que tout en voulant précipiter son peuple dans la voie du progrès, Pierre n'ébranla que la couche supérieure de la Société, et encore la poussa-t-il dans une fausse voie, et « arrêta la perfectibilité de la masse en la vouant à une stagnation séculaire ». Un écrivain français a même découvert, dans l'œuvre du réfor-

mateur russe, une quadruple déchéance, un mal moral, intellectuel, social et politique *. Les socialistes affirment que l'Empereur n'a pas résolu les questions que posait la vie, qu'il ne fit qu'en saisir, parfois, l'idée générale ; que ces problèmes ont été formulés « par des personnes plus ou moins capables et savantes » et abordés pratiquement par le bon sens du souverain et la routine de ses conseillers.

Les critiques ne tiennent pas compte du mobile, du principe qui a fait penser et agir le monarque selon les besoins du temps et d'une cause qu'il connaissait mieux que les Slavophiles, mieux que M. Anatole Leroy-Beaulieu, mieux que les socialistes, et pour laquelle il fit de si grands sacrifices. Il s'est formé une idée très juste de ses sujets, nobles et paysans, et avait une notion très exacte de l'état économique de son époque. Il savait l'étroitesse de la vie du peuple, routinière et sans but, et son incapacité d'en sortir de lui-même. Du reste, il ne faut pas conclure de là qu'il a pu donner aux idées, directrices de la vie morale, intellectuelle et économique, cette force qui fait la vraie éducation du cœur et du caractère, je veux dire le sentiment du devoir joyeusement accompli. Son principe consistait seu-

* A. Leroy-Beaulieu, *L'Empire des Tsars*, 1890, t. 1er, p. 270 et suiv.

lement à mettre en valeur les forces vives de la nation, afin que celle-ci occupât une haute position en Europe. En l'état des choses, ce qui est plus sujet à caution ce sont les voies et moyens auxquels le gouvernement eut recours pour préparer le peuple à l'action et pour remplir son programme : les emprunts confus de choses et de gens qu'il fit à l'étranger et qui laissaient dans l'ombre le véritable principe de régénération. En dépit donc de méprises inévitables, nul ne peut attaquer la droiture des intentions du Tsar ; déplorons seulement, qu'il ait été comme Colbert trop pressé d'atteindre son but et qu'il ait voulu faire le bonheur de son peuple malgré lui.

Quoi qu'il en soit, le grand homme porta un coup terrible aux traditions du passé. Il fit accepter d'autres coutumes sociales et une nouvelle manière de vivre, depuis le costume, la toilette, la construction des maisons, les cérémonies, les fêtes, jusqu'aux noces et aux enterrements. Ce genre de vie à l'européenne força la production nationale à suivre le mouvement ascensionnel des besoins qu'il faisait naître et à s'adapter au nouvel ordre de choses.

C'était là un fait nouveau et inorganique. Si inattendu, si hardi qu'il fût, il ne restait pourtant pas qu'à édifier une institution, dont les conditions fondamentales n'étaient pas encore fixées par la nature des choses, pour que l'état économique et

social de la Russie fût changé. Pierre le Grand attaqua les dogmes d'une vie dissolvante ; il combattit les préjugés du clergé pour détruire un ordre social vicié. Cela était conforme aux lois de la civilisation. Mais ces vues nouvelles furent déclarées monstrueuses et criminelles ; elles soulevèrent une tempête de haines et de rancunes. Quelque forte et énergique que fût l'action consciente de la volonté du monarque, elle ne put pas remuer le fond d'une Société qui ne s'était jamais débattue contre l'antique organisation sociale et qui était habituée, depuis des siècles, à mépriser l'action et à honorer le culte de l'immobilité. De même, pour ce qui concerne la condition du peuple, l'intérêt public n'apparut pas à la population comme suffisant à sanctionner et à garantir le progrès. Il en résulta, alors comme naguère, que l'Etat fut seul à ressentir un vrai besoin de culture positive et à éprouver la nécessité d'un *art de vivre*, propres à modifier son existence. Il en résulta aussi que les conceptions économiques et sociales de l'Occident n'envahirent l'élément national qu'à la surface et que ce ne fut qu'inconsciemment que les classes supérieures se débarrassèrent de leurs vieilles coutumes pour embrasser la nouvelle civilisation. Pour le bien de l'empire, l'Etat s'était emparé des notions scientifiques les plus récentes, il avait contrefait l'Europe, imité la mode française ou anglaise, combiné ces produits étran-

gers avec la foi, la loi et la patrie, et créé ce mélange incohérent des défauts et des qualités de l'Occident et de l'Orient, qui est resté, jusqu'à nos jours, le trait distinctif du caractère russe. De cette perturbation profonde, les uns se réjouirent, les autres se lamentèrent. Mais tout le monde dut suivre la mode officielle, les fidèles traditionalistes en regrettant le passé, les vrais fashionables en le raillant. De là, deux types sociaux que nous pouvons appeler les nationalistes et les progressistes, et, comme conséquence pernicieuse, la nation scindée en deux camps opposés. A ce premier effet perturbateur, en succédèrent d'autres plus graves encore.

La mode et la culture françaises — l'habit, les vins, la cuisine et la langue — devinrent une marque de distinction sociale entre les nobles, d'une part, les vilains, les marchands et le clergé, de l'autre. Alors on vit pour la première fois dans l'histoire du pays la caste nobiliaire entièrement séparée, matériellement et moralement, des classes inférieures. Tout ce qui n'était pas noble, dit M. Paul Milioukov, était vilain ; ainsi les anciens costumes, les habitudes et la loi russes devenaient autant d'attributs des paysans, des marchands et du clergé *. Il y eut donc deux cultures, deux langues, deux traditions, c'est-à-dire deux Russies, la

* *La crise russe*, 1907.

Russie instruite et la Russie ignorante, la Russie libérale et la Russie réactionnaire, et aussi la Russie opulente et la Russie indigente. Celle-là continuait à disposer de tous les droits et, quoique ne travaillant pas, elle jouissait de tous les bienfaits de la vie : elle était richement vêtue, luxueusement logée et bien nourrie ; celle-ci n'avait, comme toujours, que des devoirs et fournissait tout une existence de labeur et de souffrances : elle était mal habillée, misérablement abritée et trop souvent affamée.

Pierre le Grand avait cherché non pas à démolir l'édifice social, mais à l'assainir, à le nettoyer. Il avait réhabilité le travail en lui donnant même des lettres de noblesse, parce que l'oisiveté est contre nature, nuisible à tous et à chacun et ennemie du bien général. Et pourtant il lui imprimait un tel caractère coercitif qu'il en faisait une condamnation, une malédiction. Ce qu'il fallut bientôt à la classe aisée, ce fut la vie mondaine et dissipée, « une hospitalité libérale, un raffinement littéraire », léger, rapide, incessamment renouvelé et varié, parce que l'homme n'est né que pour la joie. On ne vécut que pour les attraits de cette vie et on n'eut de goût ni de loisir pour autre chose, même pour ce qui touche la sécurité de plus près, les affaires privées comme les affaires publiques. A ce compte, la condition sociale du peuple devait peu

importer, pourvu que les seigneurs pussent « jouir d'une existence de rêve ». Pierre le Grand avait substitué le gouvernement de la raison au règne de l'ignorance, afin que chacun pût remplir dignement sa tâche. Et pourtant ce qu'il fallait toujours pour la classe déshéritée, c'était le labeur de la bête de somme, la soumission, une obéissance naïve et l'ignorance de tout ce qui est favorable à son perfectionnement matériel, intellectuel et moral, sans quoi les maîtres ne pourraient plus vivre dans l'insouciance et la félicité. Combiner ainsi le progrès sous toutes ses formes avec l'institution du servage était assurément une idée malheureuse.

Le souverain voulut du moins que les richesses ne fussent plus une vaine ostentation, mais un auxiliaire de l'action. L'aristocratie dédaignant le négoce et tout ce qui touche aux affaires, l'Etat créa — sur l'initiative des intéressés et par nécessité d'un équilibre des forces productives — la puissance économique de la basse classe et concéda à tous les mêmes droits à s'élever à une condition moins précaire. Une bourgeoisie, commerçante et industrielle, allait assurer la prospérité de la nation et son propre bien-être, grandir en face de l'ancienne noblesse et devenir une rivale dangereuse pour la classe supérieure, entravée seulement par le rigorisme de l'administration et par l'absolu-

tisme qui s'implanta sur les ruines des vieilles institutions.

Dès qu'il fut convaincu de cette vérité que sa nation, unie par les liens de plus en plus nombreux et serrés de l'échange, avait intérêt à se substituer aux pays, économiquement hostiles, qui se disputent son marché, Pierre le Grand s'assimila toutes les doctrines et tous les procédés employés ailleurs pour assurer à ses Etats des conditions matérielles puissantes et même supérieures à celles de ses concurrents. D'autant plus que cette extension des relations commerciales et cette indépendance économique auraient, en même temps, pour résultat de nationaliser en Russie le progrès lui-même.

Son pays était riche, la population pauvre. Contradiction flagrante qui blessait l'amour-propre du souverain. Il souffrait de voir sa nation en retard sur l'Europe. Cela suffit pour qu'il s'ingéniât à trouver les moyens de réaliser, à la fois, l'unification, l'autonomie et même la suprématie économique de l'Empire et d'adoucir la vie de ses sujets par plus de bien-être. Il fut ainsi porté à agir dans le sens national, c'est-à-dire à obliger l'Etat à satisfaire à tous ses besoins avec ses propres ressources.

Son pays offrait, en outre, des avantages considérables au point de vue économique, d'abord par son étendue et la variété des climats, ensuite par

la diversité de ses productions. Il était agricole, nomade, chasseur, pêcheur, commerçant. Les produits locaux, diversifiés par l'échange et rendus accessibles, pouvaient disposer d'un marché intérieur incomparable et satisfaire à tous les besoins de la nation. Mais — seconde anomalie — il était enfermé chez lui sans pouvoir atteindre ses débouchés naturels. Il n'avait, à cette époque, aucun rivage maritime si ce n'est aux confins de la Sibérie et à part celui — d'ailleurs très précaire — de la mer Blanche, où se trouvait son seul grand port. Au sud, il était séparé de la mer Noire par la petite Tartarie et, à l'ouest, les provinces suédoises le tenaient à l'écart de la Baltique. De plus, il n'était maître que de l'embouchure de deux fleuves, la Dvina et la Volga, dont le dernier se jette dans une mer fermée. Cela était insuffisant et n'offrait guère que des inconvénients. Il lui fallait une issue par la Néva, la Duna, le Dnièpre et le Don. Pour obtenir cette situation maritime, pour faire participer le territoire tout entier à la production générale, pour faire d'une richesse locale, spéciale, une richesse nationale, Pierre le Grand devait bouleverser la carte géographique de la Russie.

*
* *

La nouvelle organisation économique s'appuya

sur les entreprises belliqueuses. L'empire se lança à la conquête de territoires limitrophes, non pas pour agrandir son patrimoine, mais pour trouver des marchés et une clientèle plus étendue. Désormais, il s'agissait bien moins de doter le pays de terres nouvelles, de prélever des tributs ou de confisquer des richesses produites, comme jadis, que de vendre des marchandises au dehors et de créer d'autres sources de production et en plus grand nombre. En d'autres termes, à ce moment de l'évolution économique de la Russie, ces considérations nationales se ramenaient à l'occupation de domaines frontières, parfois pour sauvegarder, le plus souvent pour s'assurer des relations d'échange favorables avec les voisins.

Tous les conflits qui eurent lieu, sous ce règne, sont imputables aux besoins économiques de la nation. Seulement, les événements réagirent à leur tour sur ses forces productives. Le territoire accru occupa une surface immense; mais les ports, une fois conquis, furent néanmoins trop éloignés de l'Europe occidentale. La navigation fermée une partie de l'année; les distances énormes, la difficulté des communications, la nature du commerce et le manque de capital restèrent autant de désavantages qui enrayèrent les échanges. Qu'importe ? Par là, l'Empire était en relation suivie avec l'Occident. C'était tout ce qu'il fallait. Car le trafic extérieur

qui n'avait été jusqu'ici qu'un accessoire occupa, dorénavant, la place qui lui revenait. Il en résulta des rapports économiques qui firent affluer avant tout le numéraire dont le pays avait besoin.

Le souverain escomptait, en effet, qu'en ouvrant des débouchés à ses produits, le nombre des clients augmentant, l'intensité de la production nationale suivrait une marche ascendante. En contact avec le monde civilisé, ses sujets acquerraient, en outre, l'esprit du commerce, des entreprises et les connaissances qui leur manquaient. Le pays pourrait ainsi se passer des intermédiaires qui s'enrichissaient à ses dépens. Ne voyait-il pas quelles fortunes extraordinaires s'accumulaient, sous ses yeux, aux mains de grands négociants anglais, de compagnies de commerce et d'armateurs hollandais ? Ces étrangers devenaient de jour en jour un objet d'envie. La Hollande surtout, ce petit pays disgrâcié par la nature, suscitait l'admiration du souverain russe. A quelles causes pouvait bien tenir la supériorité des Pays-Bas ? Les Anglais trafiquaient à Arkhangel avec quatre ou cinq vaisseaux, tandis que les Néerlandais y expédiaient tous les ans, en deux escadres, de trente-cinq à quarante navires. Ils y « apportent quantité de bagatelles qu'ils débitent encore mieux que des draps, qui commencent à n'être plus à la mode en Russie... car les Russiens se sont raffinés et corrompus avec les Hollandais

qui ont fort bien fait leurs affaires avec eux » *. C'était le nord qui approvisionnait les Etats occidentaux et les consommateurs disséminés sur le vieux continent jusque sur les côtes septentrionales de certains produits de l'Afrique. Les ports de la Baltique, Riga, Réval, Narva et Pernau, faisaient ce commerce international. Les Hollandais, « peuple sans agriculture, à qui les vaisseaux tenaient lieu de charrues, et qui mettait parcimonieusement en réserve l'or et l'argent tirés des autres pays » **, y employaient à eux seuls de mille à douze cents navires par an. La suprématie politique et économique appartenait donc à l'Etat qui accumulait chez lui la plus grande quantité de numéraire. Ce facteur prépondérant de la puissance des nations — la Russie en était témoin — s'obtenait principalement par le trafic. Or, l'intervention très lucrative des étrangers dans la vie économique de la Moscovie devait produire, tôt ou tard, une réaction nationale.

Pierre le Grand crut que si son peuple ne s'attardait plus dans les vieilles coutumes, dans les vieux procédés, il pourrait faire comme les Hollan-

* *Les intérêts du commerce de toutes les quatre parties du monde*, manuscrit de la Bibliothèque de M. le duc de Saint-Aignan, 1688; à la Bibliothèque Impériale publique de Saint-Pétersbourg.

** A. Dubois, *Histoire des doctrines économiques*, 1903, t. Ier, p. 193.

dais et que cela suffirait pour assurer sa supériorité dans le combat économique. D'autant que, ainsi que nous l'avons dit, la nature avait accumulé dans le pays toutes les ressources nécessaires pour réussir. Pourquoi alors acheter au dehors à grands frais ce qui se trouvait sous la main ? Il suffisait d'élargir le marché intérieur, de produire davantage, de fabriquer et de mettre à la disposition du consommateur tous les objets indispensables et la nation ne serait plus tributaire de l'étranger. C'est en cela que consisterait le progrès de la richesse nationale.

Mais pour atteindre ce but, pour ne pas être exclu du marché local, qui ne suffit pas à la production, et même pour entrer dans le marché mondial, il fallait produire autrement. Que manquait-il ? Le pays avait des matières premières en abondance, un sous-sol de trésors inutilisés, du combustible, de l'air, de l'eau, des hommes en grand nombre pour faire gratuitement office de machines. Il n'y aurait qu'à féconder, multiplier, utiliser, domestiquer ces forces et la grande industrie serait créée pour satisfaire aux besoins matériels de l'Empire. Le peuple était d'une intelligence facile, qui saisissait vite les notions concrètes, et il était adroit. Il avait peu de connaissances acquises, mais on appellerait du dehors un personnel expérimenté ; on emprunterait aux nations enviées,

admirées ou haïes, des hommes capables d'initier les indigènes à toutes les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles, et on se passerait de leurs leçons le plus tôt possible. Ce courant d'initiation, secondé par le commerce, l'agent de transmission, importerait des goûts et des besoins que l'on ne connaissait pas et qui faciliteraient le système civilisateur du Tsar. On commencerait par satisfaire les besoins de l'Etat ; puis, on fixerait les goûts que le gouvernement croyait les plus favorables au développement de la société ; enfin, on passerait à la variété des désirs particuliers qui existaient à peine.

Ici encore, c'est donc sous l'influence de besoins économiques nouveaux que tout évolua dans l'Empire. On ne comprendrait rien des conflits que Pierre le Grand engagea avec ses voisins, de ses entreprises de conquête et des événements qui se déroulèrent, si on ne les ramenait pas, en fin de compte, à des considérations économiques, s'ils ne répondaient point à des nécessités urgentes. En réalité le hasard, l'imprévu, l'arbitraire, pas plus que le caprice du souverain, ne tiennent aucune place dans cette phase de transformation de la Russie. Au contraire, la filiation des phénomènes politiques, militaires et économiques, la constitution du marché national et mondial, les rapports commerciaux et les changements survenus dans

les formes du travail, imposés à la vie publique et privée, s'expliquent et s'enchaînent. Ils sont la résultante d'événements précis qui coïncident avec des besoins nouveaux. Ceux-ci créent l'organe.

Le monarque en a été l'instrument. Car la direction de l'activité économique de la Nation est encore, dans la pensée de ce temps, une fonction naturelle de l'Etat personnifié par l'Empereur. L'appel de Montchrétien de Vatteville au roi Louis XIII et à la reine régente Marie de Médicis semble avoir été entendu par Pierre le Grand. « Le prince, écrivait-il, doit avoir toujours l'œil ouvert et l'oreille alerte, pour voir et pour entendre tout ce qui peut apporter du bien et du soulagement au peuple... Aussi les princes plus grands, plus libéraux et plus magnifiques ont toujours tâché d'imaginer et de dresser des règlements par lesquels ils peuvent accommoder et enrichir leurs sujets » *. Jamais monarque, en effet, n'a été plus attentif que ce Tsar aux réformes indispensables à l'avenir de sa patrie ; et la part la plus considérable de son œuvre est précisément leur réglementation. Il sait mieux que personne que ce sont les conditions matérielles de l'existence qui forment les peuples, les stimulent ou les dépriment, les gran-

* Antoine de Montchrétien : *Traicté d'Economie politique dédié en 1615 au Roy et à la Reyne mère du Roy*, liv. Ier, p. 98.

dissent et les fortifient, les affaiblissent et les épuisent. L'évolution économique de son pays lui importe donc bien plus que tout autre, parce que c'est elle qui augmente ou diminue le bien-être général. Comme c'est d'elle que dépend l'abondance de la monnaie dans ses Etats, il est porté à accroître la quantité des produits et des échanges, constituant la richesse nationale. En conséquence, le gouvernement doit assurer le développement de toutes les forces productives de la nation, de celles de l'industrie minière et manufacturière en premier lieu ; car elles sont à la fois effet et cause d'une grande activité économique ; de celles de l'agriculture, ensuite, dont les intérêts — sans être sacrifiés — seront cependant subordonnés à ceux de la fabrique ou de l'usine. Mais si, pour attirer ou conserver de l'argent, l'action de l'Etat peut s'exercer plus facilement et plus efficacement sur l'une que sur l'autre, comment développer cette forme essentielle de productivité ?

La transformation de la production industrielle et agricole était exigée avant tout par le besoin d'outillage de l'armée de terre et de mer qui absorbait un matériel énorme. Le gouvernement, devant recourir à ses propres moyens pour fournir des approvisionnements normaux ou exceptionnels, pour habiller et équiper ses troupes, fonde d'abord des manufactures nationales à leur intention. Puis

il installe des fabriques qui ne pourvoiront pas exclusivement à des besoins militaires, mais qui toutes serviront de modèles à celles que les particuliers voudront créer. Ces établissements industriels auront le monopole de production des choses que le pays consomme et jouiront de privilèges de diverses sortes. Ce n'est là qu'un commencement. On prohibe ou on taxe de droits protecteurs les produits similaires fabriqués à l'étranger, dont l'importation et la concurrence enlèvent le numéraire de l'Empire et entravent l'essor de l'industrie nationale. On défend aussi ou on frappe d'un impôt extraordinaire très lourd l'exportation des matières premières indigènes qui sont nécessaires à l'alimentation des fabriques du pays. En sens inverse, l'entrée des substances brutes, spécialement de celles que le sol ne produit pas encore, est tolérée et même favorisée. Mais, en revanche, l'Etat domine de très haut et surveille l'activité industrielle. L'évolution naturelle de la Société est ainsi modifiée par l'action consciente du gouvernement qui prend la tutelle et la direction de la vie économique. Il stimule telle production, la limite ou la monopolise et protège tous les métiers. Cette intervention se manifeste d'une telle façon dans tous les domaines qu'elle réduit à néant l'effort, l'initiative, les droits de l'individu.

Celui-ci, nous l'avons vu, ne comptant que pour

peu de chose dans le monde d'alors, l'Etat le fit passer de la famille, du petit groupe d'hommes économiquement autonomes, au service des intérêts de la chose publique et de la production nationale, auxquels il doit sa vie et son travail. Aussi, dans ce mercantilisme purement matérialiste, les préoccupations sociales, la condition des hommes importent peu. Tous sont confondus dans un même servage qu'une bureaucratie dirige et surveille. L'aspect d'universalité que revêt la condition juridique des sujets du Tsar est la caractéristique du nouveau régime. Il va sans dire que Pierre le Grand trouva le servage établi et organisé ; mais il le généralisa, le propagea et l'aggrava en fondant sur cette institution tout son système politique et écomique. Désormais, cet asservissement réduit les paysans à la condition du prolétariat des fabriques, et la notion d'indépendance, de liberté, n'a même pas de valeur dans le cercle des grands de l'Empire ou pour les maîtres.

Ce troupeau domestiqué sert dans l'administration, à l'armée ou à l'atelier. Il construit des villes et des vaisseaux, élève des forteresses, transporte des matériaux et des marchandises, fait la guerre et la police, tire du sein de la terre des minerais, fond des métaux, souffle du verre, fabrique des armes, des chapeaux, des bas, du drap, du linge. Et l'Etat administre, dans cet extraordinaire régime

économique, toutes ces activités, afin que rien ne chôme et que tout garantisse l'essor d'une nouvelle vie économique. Cette politique, inaccessible aux sens de la masse, impose des charges qui écrasent la nation, broyent le peuple et le plongent dans une incurable misère. Elle rebute la Société tout entière parce qu'elle contrarie les habitudes prises et les conceptions antérieures. On voit dans ces obligations très rudes, un abus de pouvoir. Les travaux publics, les guerres dispendieuses et meurtrières exigent des ressources économiques, militaires et financières qui dépassent de beaucoup celles qui sont disponibles. Il n'est pas possible de montrer ce que cachent de souffrances et de misères le passage d'un régime à l'autre et les conséquences sociales de cette transformation économique.

A dire vrai, la situation où se trouvait alors la Russie ne laissait pas, dans ce domaine comme dans tout autre, le choix de la forme qui convenait à son évolution économique. Sa constitution présente ne la mettait pas à même de fournir d'autres moyens que ceux utilisés pour accomplir la concentration industrielle et commerciale, au moment où l'Etat prit conscience de sa grandeur et de son rôle à venir dans les affaires internationales. L'intérêt public prévalait sur l'intérêt privé ; les besoins de la Nation faisaient loi. Mais au lieu de procéder aux transformations que commandent les condi-

tions naturelles, économiques, politiques et sociales du pays par une série de modifications insensibles, Pierre le Grand opère toujours par de brusques secousses. Il ne ménage aucune transition et bien qu'il sache que le temps est nécessaire pour concilier les forces contradictoires qui se heurtent dans la Société, il croit que ses édits suffisent à changer à la fois le milieu et l'homme, que l'action réfléchie modifie les idées et les mœurs. Il imagine un projet et à l'instant il aperçoit le résultat auquel il va aboutir : il ne s'inquiète ni de la Société dans laquelle il vit et qui n'est pas propice à sa politique économique, ni des difficultés qui surgissent à chaque pas. Il conçoit un milieu artificiel à créer dans le milieu social : il ne prend pas garde aux impossibilités matérielles et morales auxquelles il se heurte.

Ces entraves étaient d'ordre technique, politique, économique et social.

D'ordre technique, parce que les conditions nécessaires à la réalisation de l'œuvre nationale ne se trouvaient ni en harmonie ni en contact. Il s'agissait d'y faire coopérer des éléments ou qui manquaient ou qui ne se combinaient pas, qui ne se rencontraient pas, ne se réunissaient pas. Le défaut d'éducation professionnelle et de connaissances scientifiques, d'abord. Nous savons qu'il fallait tout tirer de l'étranger, en utiliser les initiatives, s'enrichir de ses découvertes et de ses pro-

grès. Le manque d'effort méthodique, ensuite. Le Russe ne créait rien, n'inventait rien, n'innovait rien. Il empruntait ; il imitait et malgré tous les avantages qu'il pouvait retirer de ces contrefaçons, qui ne lui coûtaient que peu de chose, il restait très inférieur à ses concurrents du dehors et n'arrivait jamais à lutter avec eux.

D'ordre politique, car l'Empire guerroyait sans cesse et le manque de sécurité qui en résultait décourageait toute initiative d'entreprise. L'expansion militaire ne produisit même pas, dans la vie matérielle, les changements que l'on aurait pu en attendre et les annexions ne bouleversèrent point la structure du monde russe. Le pouvoir, d'autre part, était entre les mains d'une administration violente, perfide et spoliatrice, devant laquelle le peuple s'inclinait tout en continuant à vivre suivant ses coutumes traditionnelles. Ici éclatent le contraste et la lutte de trois éléments, le souverain qui veut tout absorber, l'administration qui fait obstacle à la nouvelle organisation par ses vexations et ses exactions, et l'attachement aux vieilles mœurs qui empêchent les institutions de produire leurs effets.

D'ordre économique, parce que tout était à faire. Il faut du temps et de l'argent pour acclimater l'industrie et lui procurer l'aliment qui la vivifie. Un objet si simple soit-il et même si nécessaire qu'il

paraisse n'entre pas dans la consommation et ne devient pas utilisable du jour au lendemain. Les frais de sa production ne sont remboursés qu'à long terme. Il faut créer des voies de communication, fonder une flotte marchande, transporter les produits à travers le pays, les mers et les océans, suivre le commerce des concurrents et les supplanter sur le marché. Pour cela, il est nécessaire d'être ingénieur, marin et négociant. Et voici que les Russes ne sont nullement constructeurs de canaux et de navires. Ils ignorent les notions les plus élémentaires sur la géographie commerciale, le crédit, le change, la tenue des livres. Ils n'aiment même pas l'eau et ne sont point matelots. Qu'à cela ne tienne : le Tsar leur en donna le goût. Le capital, disséminé, individuel, rare ou thésaurisé ne facilitait pas les entreprises commerciales et les grandes manufactures. D'autre part, pour que le Trésor pût subvenir à toutes les dépenses, il eût fallu un état permanent de paix et une situation ininterrompue d'aisance, ce qui n'était pas le cas. La prospérité du pays, contrariée par la guerre, fut troublée par le manque d'équilibre entre les exigences du fisc et les moyens d'y satisfaire. L'Etat dut recourir à la corvée nationale pour accomplir ses grands travaux : le peuple, arraché à l'agriculture et surchargé de labeurs, négligea tout le reste. L'enrichissement s'accrut ainsi moins vite que les

impôts et apparut plutôt comme un moyen que comme un but : le gouvernement court d'argent fut hanté par le souci des impositions à faire rentrer.

D'ordre social, enfin, car les exigences de la vie nouvelle, la fabrication et l'introduction dans la consommation d'objets, dont on ne comprenait pas l'utilité, dérangeaient des habitudes invétérées d'apathie, des traditions plusieurs fois séculaires, risquaient de bouleverser la hiérarchie des classes, offensaient les seigneurs, ne respectaient pas les usages, ou lésaient aussi des intérêts. Toute une catégorie de gens était asservie au labeur industriel, considéré à la fois comme onéreux et improductif. La question sociale d'alors se ramenait à la question des contributions, et on les regardait comme la principale cause de la misère du peuple et comme la manifestation de l'injustice.

Sur tous les points, la politique économique de Pierre le Grand mettait aux prises l'ancien et le nouveau régime, l'un restant stationnaire et languissant, l'autre imprimant un mouvement de progrès et un élan énergique pour faire fléchir le premier. Si donc les besoins du temps ont nécessité les réformes, c'est que la lutte pour l'existence, l'intérêt individuel, les conditions historiques aussi bien que le milieu économique, social et intellectuel d'alors étaient en contradiction avec le salut

public et la prospérité générale. Emportée dans ce mouvement d'expansion économique, la Russie de la fin du XVII^e^ et du commencement du XVIII^e^ siècle subissait le besoin impérieux du développement de la richesse nationale.

Voilà pourquoi le grand réformateur, le surhomme que fut Pierre le Grand, obsédé d'idées de plus en plus impératives, exécuta avec une sorte d'impassibilité les plans que lui traçaient son esprit perspicace et les circonstances où il vivait. Et, malgré les intérêts attachés à l'ancien état de choses que ses ordres rencontraient, il poursuivit son œuvre avec une force irrésistible. Il est allé naturellement au plus pressé, aux solutions immédiates que réclamait l'évolution économique. Retraçons-en le champ d'activité en une synthèse : il attaqua l'exclusivisme à sa source, afin que son pays ne fût plus en opposition avec les autres nations. Il substitua des idées rationnelles aux préjugés qui gouvernaient l'état politique et social de son Empire. Il puisa la garantie du progrès dans les sciences techniques, positives, sans lesquelles l'avenir de la Russie aurait été compromis et se serait trouvé dans une situation d'inégalité excessive de connaissances et d'éducation vis-à-vis de l'Europe. Il accrut la quantité des produits et éleva la qualité du travail réservé à l'homme dans la production. Il étendit avec les échanges la sphère de la solidarité sur

tout le territoire et entre la nation et ses concurrents. Il créa la coopération et rapprocha des gens qui, sans lui, n'auraient eu aucun contact. Il plaça le renoncement à soi-même au-dessus des avantages personnels, en se basant sur l'esprit de dévouement à la patrie, pour assurer la victoire des mobiles sociaux sur les mobiles individuels. En un mot, son régime économique impliquait l'enrichissement et l'émancipation de la nation et lui-même formait et menait des hommes actifs pour l'accomplir.

Tout cela est orienté dans l'intérêt des générations à venir bien plus que dans celui de la génération présente. Les richesses matérielles, intellectuelles et morales qui forment le fonds indivis de toute Société deviennent par cela même l'héritage commun de la nation, et, si l'on améliore personnellement sa condition, ce n'est que pour occuper, par ses facultés et son intelligence, la meilleure place possible dans l'intérêt général et permanent de l'Empire.

Cette transformation radicale ne fut pas sans entraîner après elle de graves conséquences sociales et économiques. Les vieilles mœurs et les vieilles tendances vont céder et l'on va assister, à mesure que s'intensifie le courant de production et d'échanges, à la déchéance administrative et judiciaire de l'aristocratie foncière, de la noblesse, réduite au rang de classe privilégiée, et à l'ascension des rotu-

riers, des parvenus. Celle-là, ayant manqué à sa vocation, cherche à se soustraire à ses nouvelles obligations en s'isolant. Ceux-ci montent dans l'échelle sociale : ils travaillent, fabriquent, commercent, gagnent, épargnent. Mais, en même temps, ils créent des antagonismes entre les diverses classes productrices de la nation et des conflits avec les pays concurrents. Les propriétaires fonciers jalousent les entrepreneurs d'industrie. Les manufacturiers et les négociants sont en opposition d'intérêt. Les monopoleurs et les non-privilégiés se disputent les faveurs. Les marchands exploitent les clients. Les uns s'enrichissent en engendrant la cherté de toutes choses, en rançonnant tout le pays, en contrariant les goûts et la mode des consommateurs. Les autres étouffent sous le faix des capitalistes dont les appétits ne cessent de grandir. Les Etats étrangers usent de représailles contre le nouveau concurrent qui surgit. Pendant ce temps, les intérêts de l'Empire, comme ceux des masses, subissent une déchéance et sont menacés de périls.

Les perturbations, apportées aussi par la guerre, qui n'ont pas cessé de se multiplier et même de s'aggraver dans le cours du grand règne, produisent un passif qui se répercute sur la production et qui absorbe la plus grosse part de l'actif national. L'ignorance et les vices des grands parvenus,

aussi bien que ceux du peuple, la force toute-puissante du passé, les privations et les misères, les charges et les entraves de tous genres, s'opposent au développement naturel et normal de l'Empire.

En somme, le changement effectif que le gouvernement introduisit dans la vie économique du peuple est resté médiocre, faute d'éducation préalable, faute d'agglomérations urbaines importantes, faute de demandes pour la consommation. De même, les principes et la pratique du nouveau système n'ont pas bouleversé chez lui l'économie rurale. Cependant à ne considérer seulement que l'accentuation du rôle de la monnaie, dans les transactions de cette époque, il est incontestable que la production pour l'échange a eu une place importante. C'est là un grand symptôme de progrès et la meilleure part à l'actif du Tsar.

*
* *

Ce livre n'embrasse que la période qui court de l'avènement de Pierre le Grand à sa mort et à laquelle remonte la naissance de l'activité industrielle d'un peuple dont la guerre et l'agriculture étaient auparavant les uniques objets. Ce n'est donc qu'un fragment de l'œuvre du réformateur que nous nous bornons à envisager. Mais c'est celui qui importe le plus parce qu'il est le point de départ de conditions

économiques nouvelles qui ont augmenté le bien-être général et qui ont eu aussi des conséquences se déployant et se répercutant jusqu'à nos jours. Si cet état transitoire est attrayant par plus d'un côté, la confusion, l'incohérence, la contradiction des informations collationnées, les données incertaines et souvent infirmées, controuvées et fantastiques, ne laissent pas de jeter l'obscurité sur cette phase de l'évolution économique de la Russie.

Nous n'avons adopté et suivi l'ordre chronologique que pour autant que le permettaient les faits, datés par les événements politiques, militaires et sociaux. Au point de vue politique et militaire, le jeune empereur, ayant hérité de ses prédécesseurs, un programme de réformes à l'intérieur et d'expansion à l'extérieur, chercha, de 1693 à 1698, à devenir pilote, charpentier, artilleur et homme de mer. Dès qu'il fut seul au pouvoir, il employa ses forces armées à accomplir, sous les murs d'Azov, la seconde partie du plan, qui lui paraissait alors la condition absolument indispensable pour réaliser la première. Il sentit, aussitôt, le néant de sa toute-puissance : ses troupes se disloquèrent en quelques heures, son trésor se vida en peu de temps, son administration parut paralysée. C'en aurait été assez pour lui inspirer des réformes à l'intérieur, même si la pensée de ses pères ne les lui avait pas commandées. Après qu'il se fût rendu maître de la

mer Noire et qu'il se fut assuré la paix avec la Chine, il sortit de ses Etats, en 1697. A son retour, la grande, la seule préoccupation de Pierre Ier fut de poser toutes les assises de son Empire. A l'exemple d'Ivan le Terrible, il méditait de se procurer un port sur la Baltique et par conséquent d'attaquer la Suède. Cette guerre devait décider de son sort et de celui de son pays. S'il échouait dans son entreprise, il établirait sa résidence non pas à l'ouest, mais au centre de l'Empire, à Kazan, ou au sud-est, à Astrakhan. Il nouerait alors des amitiés avec la Perse et la Chine qui lui permettraient de faire passer des vaisseaux jusqu'aux Indes. Selon l'issue des événements, la Russie devait être ainsi asiatique ou européenne et son Tsar serait devenu comme elle, oriental ou occidental. De 1700 à 1710, il lutta donc contre la grande puissance du nord, l'ennemie qui pendant plus de quatre siècles s'était acharnée à faire le malheur de son pays. Quand il eut consacré l'infériorité de la Suède vaincue, il s'attacha surtout, de 1710 à 1721, à conserver ses conquêtes par une paix qui fit de Pierre le Grand l'arbitre du nord. Pendant tout ce temps, il ne perdit pas de vue son projet d'installation sur les côtes de la mer Caspienne, où la force seule pouvait rendre la sécurité au trafic des caravanes russes et attirer chez lui tout le commerce des Indes. Ayant donc changé la face du monde du côté du septen-

trion et toujours plus confiant dans la puissance de son Empire il courut à Astrakhan pour ouvrir, sur les contrées de l'Asie, un passage plus libre et plus facile à son commerce et convertir en provinces russes le territoire persan qui lui était nécessaire à cet effet. Ailleurs, il subit des échecs, mais il se releva toujours avec une énergie surhumaine et ses défaites se terminèrent tout de même par d'éclatants triomphes. C'est la guerre qui, au point de vue économique, suscita et encouragea, de prime abord, la plupart des entreprises créées par l'Etat, spécialement celles qui touchaient à l'art des constructions militaires, à la métallurgie, à la fabrication des armes, à l'équipement ou à l'approvisionnement. Mais c'est elle aussi qui gêna ou paralysa le développement de l'activité économique du peuple en absorbant nécessairement les ressources du Trésor public, ressources qui eussent pu être employées à des dépenses plus productives. Quelque détresse qui pesât sur la masse des sujets, c'est encore elle qui restait, avec la dépradation, la principale industrie permettant aux grands de l'Empire et aux parvenus de s'enrichir et de bénéficier de la concentration des fortunes. La guerre ne laissait guère de répit ; mais le monarque trouva le temps de s'adonner aux réformes qui lui permettraient d'atteindre le maximum de puissance économique nécessaire pour évincer les étrangers

dans l'exportation des marchandises de son pays. Il lui fallait une nouvelle capitale qui fût la régulatrice suprême de l'activité politique, militaire et économique de l'Empire. Il fonda Pétersbourg, en 1703, et en fit la métropole qui rayonna sur tout le territoire, commanda et dirigea les intérêts de la nation tout entière, concentra et absorba les ressources nationales et fit avec les autres Etats un incessant échange d'idées et de choses. Les voies et moyens de communication accélérèrent ce mouvement. La Russie était favorisée plus qu'aucun autre pays par les cours d'eau. Il n'y avait qu'à les relier entre eux. Or, le Tsar connut de bonne heure ce que l'on a appelé en Angleterre la *fièvre des canaux*. Par là commença l'œuvre de l'unification des marchés du travail et du capital. Pour répondre au besoin d'extension et de ralliement des débouchés, il construisit des vaisseaux qui sillonnèrent les fleuves et les mers et il traça des routes nouvelles où pussent cheminer les marchandises dans tous les sens et jusque vers les extrémités de l'Empire. Tout un réseau de voies de communication fut projeté pour transporter les produits, au minimum de frais et au maximum de vitesse. Ce ne sont pas seulement des marchandises qui suivront ces voies, mais aussi des hommes, des idées, des nouvelles, des informations et surtout la richesse par excellence, l'argent. Celui-ci affluera pour donner l'ai-

sance au peuple russe, une puissance d'achat et un énergique stimulant.

Pendant tout le temps qui s'écoule de la construction de sa nouvelle résidence jusqu'en 1710, Pierre le Grand accroît ses ressources et son expérience : tous ses efforts sont concentrés sur l'organisation économique et militaire à l'intérieur, sur la campagne diplomatique au dehors. Ses réformes provoquent à leur tour la reconstruction du régime fiscal. Dans les trois années suivantes, on aperçoit un nouveau et continuel échange d'idées entre le gouvernement et les particuliers, au sujet des réformes en général et sur l'état des finances en particulier : politique commerciale, système fiscal, administration. Puis on discute les projets d'une refonte complète du régime financier et du pouvoir.

Jusqu'alors la politique économique du souverain avait été purement empirique et influencée presque exclusivement par les circonstances. Il fut, à cette époque, mercantiliste sans le savoir. Mais à partir de 1714, il se forma une nouvelle conception de la vie économique de sa nation et de ses rapports commerciaux avec les autres pays. Il passa au mercantilisme systématique et ses plans furent orientés dès lors dans une tout autre direction. L'attention du Tsar et l'opinion publique se portèrent ensuite, de 1715 à 1717, sur les intérêts

de l'entreprise privée, sur les questions d'organisation collégiale et sur la création d'agences commerciales à l'étranger. Pierre le Grand fit en ce temps un second voyage en Occident, non plus seulement pour s'y perfectionner dans les arts et étudier les institutions économiques, mais pour voir de plus près l'esprit des Cours et sonder leurs secrets. La France joua dès lors un rôle considérable dans l'élaboration de ses idées. Il comprit mieux les obstacles et les inconvénients, inhérents à l'état de la Russie, qui causaient constamment des troubles dans son activité économique. Les économistes, de leur côté, faisaient valoir leurs motifs et leurs arguments contre les barrières mises à l'expansion du commerce. La classe marchande protesta également et elle fut écoutée. Un vigoureux mouvement se dessina contre la réglementation et les privilèges. Il en résulta un nouveau courant d'idées dans le sens de la liberté. La solidarité qui existe entre l'intérêt individuel et l'intérêt social étant apparue, le gouvernement dut s'interdire de troubler cette harmonie, cet équilibre naturel, de favoriser l'un au détriment de l'autre. De là, la liberté du commerce, la libre concurrence. Il semble même que le monarque russe rejeta, à cette époque et contrairement à l'opinion si profondément enracinée, les idées économiques de son temps et qu'il ne considéra plus le numéraire que

comme un instrument d'échange que la monnaie de papier pouvait facilement remplacer. C'est là du moins ce qui appert de l'appel qu'il fit au célèbre financier Law, dans le but d'enrichir ses Etats.

La structure et la physionomie économique de l'Empire et, en quelque sorte, sa forme définitive sont contemporaines des dernières années du grand règne.

CHAPITRE PREMIER

PROGRAMME ET PROJETS ÉCONOMIQUES

L'élan énergique que le souverain imprima à toutes les forces productrices de son Empire fit que s'acclimatèrent en Russie une foule de fabrications pour lesquelles il était tributaire d'autres nations florissantes. Or le dessein de Pierre le Grand, en matière économique, visait précisément à atténuer une dépendance qui lui paraissait, à juste titre, pleine de périls. Ce plan n'était pas facile à réaliser. Pour le mettre en œuvre, le Tsar y appliqua, à la fois, les théories en cours sur l'enrichissement des nations et les procédés étrangers qui avaient le mieux réussi à créer la renommée des produits et à en favoriser l'écoulement. Ainsi, en vue d'augmenter les richesses de ses Etats pour les rendre plus forts, il demanda — tout comme Henri IV — au sol national et à l'activité ou à l'initiative de ses sujets, des matières premières et des produits dont la nature, l'importance et la qualité suffisent aux

besoins de la consommation intérieure. Puis, il voulut remplacer les marchandises importées par des produits de l'industrie nationale et conserver, à l'aide des échanges effectués entre les habitants de la Russie, des spécialités qui, avant lui, s'écoulaient au dehors. Ensuite, il essaya de combattre l'indifférence ou l'hostilité des administrateurs vis-à-vis des producteurs, de corriger les défectuosités de la justice, de développer le crédit, de garantir des conditions de constante sécurité publique et de former un tiers état qui deviendrait la classe laborieuse. Il donna du travail aux oisifs — religieux et mendiants — qui étaient dangereux, quand ils restaient sans occupation féconde et régulière. Enfin, il étendit son champ d'activité économique à toutes les formes de la concentration.

Tel est le programme très précis d'action, sans lequel la solution du problème qui importait si fort au monarque ne pouvait être résolu : faire entrer la Russie dans le mouvement économique des grands Etats modernes, en augmentant le bien-être de ses habitants et en décuplant les ressources du fisc.

*
* *

Nous allons voir à quels moyens Pierre le Grand eut recours pour obtenir le résultat cherché. Mais auparavant il convient de mentionner les indica-

tions qui lui avaient été données sur les meilleurs emplois que les systèmes mercantilistes peuvent comporter. Il avait déjà appliqué toute la pénétration de son esprit à cette recherche et combiné les divers éléments de la doctrine européenne bien avant qu'il eût connaissance des principes du mercantilisme. Il ne trouva donc, dans les Rapports qui lui furent soumis, que la confirmation théorique de la politique qu'il avait suivie jusqu'alors.

Il est vrai qu'un auteur croate, le savant Georges Krijanitch *, qui, dans son livre sur la *Politique*, avait conseillé aux Moscovites de choisir leur voie entre les deux tendances extrêmes, celle des Grecs et celle des Allemands, et préconisa, à la cour du Tsar Alexis-Mikhaélovitch, les idées économiques de l'Occident. Les Allemands, disait-il, veulent nous empoisonner avec leurs nouveautés ; mais par

* Krijanitch était arrivé en Petite-Russie en 1659. Deux ans après, il se trouvait à Moscou où il formulait avec clarté et précision les principaux points du conflit entre deux civilisations. Il paya la supériorité de ses opinions par l'exil à Tobolsk. Comme il possédait « une bonne bibliothèque », il écrivit, en Sibérie, divers ouvrages : sa *Politique*, qu'il envoya au Tsar, *De Providentia Dei*, traité de la prospérité de l'Etat au point de vue religieux, et les *Litterae pro liberatione*, dans lesquelles il met en garde le pouvoir contre les abus et la trop grande confiance, accordée aux étrangers. Il ne put rentrer à Moscou qu'après la mort d'Alexis Mikhaélovitch, en 1676, et mourut près de Vienne, sous les drapeaux de Sobiesky.

contre, les Grecs condamnent sans merci tout ce qui est nouveau, et, sous le faux nom d'antiquités, ils nous imposent leurs inventions absurdes... Les Allemands veulent nous enseigner la vraie science, mais ils y mêlent les artifices du diable ; d'un autre côté, les Grecs nous conseillent de rester dans une ignorance complète. Les premiers permettent tout relâchement de mœurs et nous conduisent ainsi vers la grande voie de la perdition. Les derniers nous invitent à la superstition et à la bigoterie. Les uns dénoncent comme barbare, tyrannique et inhumain tout ce qui est turc en matière politique ; les autres proclament ces mêmes choses admirables et dignes d'éloges. Tandis que ceux-là ne reconnaissent pas le vrai rang de l'Etat russe, ceux-ci l'exaltent d'une manière insensée...

Ses vues sur les questions économiques touchaient à l'enrichissement de l'Etat et des particuliers, au commerce, aux métiers, à l'agriculture, à l'exploitation des métaux, aux forces nationales tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il traçait, enfin, le tableau de la situation de la Russie au milieu du XVII^e^ siècle. Quelques-unes de ses idées s'étaient infiltrées à la Cour. Mais Pierre le Grand ne s'en soucia guère ou n'avait même pas lu ses œuvres, pas plus que celles des mercantilistes, admirateurs de la politique économique de tous les grands Etats de l'Occident. Le gouvernement connaissait inévitablement cer-

taines règles, relatives au commerce des marchandises du fisc, aux traités, conventions et privilèges, pour lesquels il avait été en rapport, soit directement avec les Cours étrangères, soit avec leurs intermédiaires. Seulement, ces notions restaient confinées dans le cercle étroit de quelques initiés et n'avaient d'ailleurs qu'un but fiscal.

Sous son règne, il n'y eut qu'un seul écrivain en matière d'économie politique, Jean Possochkov *, paysan, commerçant, industriel et le premier en date des économistes russes. C'était un autodidacte fort avisé et expérimenté et connaissant bien son pays, quoique d'une culture scientifique peu étendue. Exerçant des métiers divers, il avait établi, en Russie, la première salpêtrière, dont il céda le procédé à Boris Galitzine pour la modeste somme de quatorze roubles, et s'était associé avec Kourbatov

* J. T. Possochkov, né vers 1670 à Pokrovskoïé, village des environs de Moscou, mort en 1726 à la forteresse Pierre et Paul à Saint-Pétersbourg, où ses ennemis l'avaient fait écrouer à l'avènement de Catherine I. Il avait déjà subi une semaine de réclusion, en 1719, sans aucun motif, si ce n'est celui d'avoir demandé à l'Etat la concession du monopole de l'alcool ou l'autorisation d'établir une distillerie d'eau-de-vie. « Que faire, dit-il, quand on met un malheureux au cachot et qu'on l'y oublie ? » Ce vrai type du paysan russe a écrit encore une étude sur l'*Art militaire, le Miroir du sophisme schismatique,* rapport au métropolitain Etienne Javorsky, qui suspectait avec lui, comme l'avait fait avant eux Georges Krijanitch, tout contact avec les luthériens.

dans le but d'exploiter certaines industries. Penseur original, il publia, au début du siècle, un ouvrage, intitulé *Testament*, dans lequel il vantait le mépris de la fortune. Vingt ans après, en 1724, alors que l'Empereur avait mis en activité toute son influence sur ses sujets, il rédigea, sur du papier blanc de Russie, un curieux traité, sous le titre *Pauvreté et Richesse*, où il développait explicitement les idées qui ont inspiré la politique économique de son souverain et s'évertuait à trouver les moyens propres à enrichir les particuliers et l'Etat. L'auteur avait communiqué cet ouvrage à Pierre le Grand, en le priant de taire son nom parce que si ses ennemis personnels, les envieux, les oppresseurs et les partisans de l'iniquité, dont il dénonçait l'infâmie, en avaient connaissance, ils ne lui « permettraient pas de vivre et le tueraient ». Son programme de réformes touchait à toutes les questions administratives, ecclésiastiques, civiles et militaires, à l'instruction publique et gratuite, à la législation, aux finances, à l'économie domestique, aux arts et métiers. Quoique agrarien, Possochkov préconisait l'expansion industrielle par des tarifs protecteurs, l'organisation d'entrepôts de marchandises, le développement des corps de métiers, le recours aux maîtres étrangers et la diffusion des connaissances élémentaires parmi le peuple. Quant aux moyens à employer pour sortir du

vieux régime, où se complaisaient ses compatriotes, ce penseur original et profond signalait à l'attention de son maître les mêmes mesures violentes et arbitraires qui avaient été appliquées jusqu'alors. Car, disait-il, le Tsar est presque seul avec une dizaine de collaborateurs à marcher en avant, cependant que des millions d'individus neutralisent tout progrès, « en tirant en arrière ».

Le régime du *bon despote*, qui devait rendre les hommes heureux malgré eux, fonctionnant depuis plus d'un quart de siècle par la supériorité du génie de l'Empereur, les réalisations pratiques proposées par le « Montesquieu russe », comme on l'a surnommé, restèrent sans effet.

Entre temps, Pierre le Grand avait envoyé en France, en Hollande et en Angleterre le fils d'un boïard, Théodore Saltykov *, pour y étudier l'art naval et acheter des vaisseaux de guerre. En 1714, celui-ci adressa au monarque un mémoire, rédigé l'année précédente, qui touche à toutes les questions pratiques concernant les doctrines économiques qui dominaient, en Occident et plus particulièrement chez les Anglais, à cette époque. Le principe fondamental de ce mercantiliste est que le gouvernement russe doit vouer tous ses soins à

* Théodore Stépanovitch Saltykov, mort en 1715. Son projet, publié par Tikhanov, contient quinze chapitres.

la création d'objets manufacturés et au développement du trafic extérieur, afin d'obtenir une balance du commerce favorable. Et il indique les règles rationnelles suivant lesquelles le régime industriel devait être remanié. Car si la Russie se trouve, au point de vue économique, en retard sur l'Europe, c'est que son industrie manufacturière nationale ne la dispensait pas d'acheter des produits du dehors. Il fallait donc créer cette branche de l'activité économique, qui est considérée comme une fonction essentielle de l'Etat, pour ne pas être tributaire de l'étranger. L'auteur du Rapport loue ensuite l'établissement des fabriques de draps à Moscou, comme étant à la fois effet et cause d'une grande productivité pour l'Empire, et recommande qu'il en soit fondé également à Astrakhan et dans l'Ukraine qui fournissaient des laines de qualité supérieure à celles de Moscou. Il était nécessaire d'y fabriquer des articles qui se vendraient au dehors, des moufles, des gants et des chapeaux et d'établir aussi des manufactures de bonne soie, de satin, de velours, de papier à écrire, de verres, de fer-blanc, d'aiguilles et d'épingles. Qui réaliserait ces desiderata ? Des compagnies industrielles privées ou sociétés en participation, constituées par des marchands. Ici, Saltykov ne fait appel à l'intervention du gouvernement que comme organe de surveillance, de façon à ce que l'examen des opé-

rations industrielles entretienne constamment l'exportation des objets ouvrés et amène des rentrées du numéraire ; ce qui est le grand moyen de procurer à la Russie profit et richesse.

L'industrie manufacturière doit être secondée par l'économie rurale dont la prospérité est de la plus grande utilité pour affranchir l'Empire de sa dépendance économique. De là le conseil, donné par Saltykov, de se livrer à la culture du ver à soie et de planter les arbres qui l'entretiennent, de cultiver la vigne, le lin, le chanvre et le tabac, d'augmenter l'industrie des produits de la chasse et de la pêche, afin que ces marchandises, vendues à l'Occident, fournissent un gros revenu à l'Etat. Enfin, il y avait encore un moyen d'acquérir la richesse, c'est d'exploiter les mines ; mais à la condition que les recherches fussent faites par des spécialistes salariés et que les échantillons du minerai fussent envoyés à Pétersbourg, où l'on vérifierait la qualité des matières. Il faut chercher, dit-il, des minerais, des couleurs et des drogues en Sibérie et aux environs d'Astrakhan. Le but de cette politique est commercial et fiscal parce qu'il y a, dans ces contrées, du cuivre, de la vigne, des citrons, des oranges, de la soie, du coton et des cotonnades teintes. On pourrait construire des vaisseaux à l'embouchure du Iénissei et de là longer les côtes de ces parages pour trouver des îles à

rattacher à la Russie. Il forme même un plan d'expédition pour découvrir une route vers les Indes par l'Océan glacial du Nord.

Cette ébauche sur l'organisation et le développement de la production des marchandises brutes et des objets manufacturés comportait naturellement, comme corollaire, des considérations sur le commerce extérieur. La multiplication des échanges au dehors étant, en effet, depuis longtemps et par tous pays, au premier rang des préoccupations sociales, le mercantiliste Saltykov n'a pas manqué de faire part à l'Empereur de ses réflexions sur ce sujet. A son avis, le commerce devait être entrepris par des compagnies. Il demandait donc qu'il fût fondé, dans tous les gouvernements, des colonies de marchands, auxquelles on ordonnerait de faire les exportations, et on les y contraindrait par la force, si elles s'y refusaient. De plus, il leur serait enjoint d'expédier les produits en Hollande, en Angleterre, en Perse, en Chine, en Boukharie, etc. En récompense, l'Etat leur prêterait son appui financier et s'engagerait, en qualité de commanditaire, à verser le quart du capital social. Une dernière mesure pour accroître le chiffre du commerce extérieur consisterait dans l'installation de consuls à l'étranger. L'auteur proposait encore de décerner aux marchands les titres de baron, de patricien et de burgrave et d'obliger

les artisans et les industriels à se faire inscrire dans les Hôtels de Ville et à payer des droits annuels. De même l'apprenti commerçant ou industriel devrait être inscrit dans les livres des Mairies.

Saltykov n'avait envisagé la question que sous son aspect pratique. Mais ses vues étaient bien plus larges que celles de tous les rapporteurs russes de cette époque. C'est que l'auteur disposait évidemment de sources variées. Cependant, comme il ne s'était placé qu'au point de vue monarchique, son projet ne comportait pas, à proprement parler, d'idées directrices en relation avec les besoins du temps. Ses conseils étaient plutôt d'une réalisation à longue échéance.

La doctrine mercantiliste fut également exposée à Pierre le Grand dans les *Réflexions sur l'économie de l'Empire russe*, du baron de Luberas *. Celui-ci

* Ananie Christian Pott de Luberas, d'origine écossaise, habitait en Silésie. Voici dans quelles circonstances Pierre le Grand fut mis au courant des travaux de cet économiste. Lorsque le souverain voyageait en Europe, en 1716-1717. Betticher, son résident à Hambourg, lui présenta Albrecht Furen, qui désirait faire part à Sa Majesté d'un mémoire ayant pour titre : *Réflexions sur l'économie de l'Empire russe*. Mais l'intrus ne put pas répondre aux questions qui lui furent posées sur ce sujet et finit par avouer qu'il n'était pas l'auteur de ce mémoire. C'était Luberas qui l'avait écrit. Or son fils, Jean-Louis, servait alors en qualité d'ingénieur dans l'armée russe à Réval. L'Empereur le fit mander et lui proposa d'enrôler son père dans l'administration moscovite.

s'exprime à peu près comme l'avait fait le chargé d'affaires du Tsar que nous venons de voir et soutient un système analogue. Mais il aboutit à des conclusions qui tendent à une certaine critique des principes adoptés, dans l'espèce, par le gouvernement russe.

Luberas insiste principalement sur les points suivants : *a*) l'Etat qui exporte les matières premières et qui reçoit en échange des produits manufacturés, fait une opération de peu de profit; *b*) la prépondérance de l'importation sur l'exportation constitue une balance du commerce défavorable et cause par conséquent l'écoulement du numéraire et la pauvreté du pays; *c*) les monopoles, quels qu'ils soient, sont nuisibles à la nation, et entravent le développement du commerce ; *d*) ces inconvénients ne se rencontrent que dans les Etats économiquement arriérés, qui ne

Christian Luberas rédigea aussitôt un contrat qu'il expédia au Tsar à Amsterdam, d'où celui-ci l'invita à venir le voir en Hollande. Ce nouveau collaborateur ne s'y rendit pas, car Pierre le Grand lui renouvela sa prière dès qu'il fut arrivé en France. Finalement, le baron de Luberas alla attendre le retour du monarque à Aix-la-Chapelle et se trouva avec lui à Spa. Mais, dans l'intervalle, le Tsar s'était entretenu avec un autre auteur de projets, Henri Fick, et l'entrevue avec Luberas ne l'intéressait plus guère. Il chargea Chafirov de demander à ce dernier de dresser un plan d'organisation collégiale.

s'intéressent ni à susciter la production libre, ni à rechercher les débouchés et les moyens qui permettent aux négociants étrangers de vendre leurs marchandises et d'en tirer avantage.

De ces formules, déterminant le rôle que la nation doit jouer pour activer son progrès économique, découlent des applications pratiques analogues à celles que Saltykov avait proposées. D'après la nature du pays, dit Luberas, il y a deux choses, la navigation et l'industrie,qui selon qu'on les néglige et qu'on en prend soin, en causent la ruine ou la prospérité. Nous en avons des exemples : l'Espagne, par son apathie, est dans la dépendance de la Hollande ; mais l'Angleterre, parvenue à un brillant état sous le régime rigoureux — quoique déjà relâché — de Cromwell, grâce auquel toutes les marchandises indigènes et étrangères, dont elle avait besoin, s'exportaient et s'importaient exclusivement sur des vaisseaux nationaux ; la Suède, la Norvège et le Danemark ont commencé des constructions navales ; la Hollande cherche en tout lieu à tirer profit de sa navigation, à atteindre une balance de commerce favorable et même à fixer, si possible, les prix. Enfin, les pays de Votre Majesté, dont les produits dépendent jusqu'à l'heure actuelle de l'exportation étrangère, balancent leur compte par l'échange de marchandises exotiques absolument inutiles.

Car Votre Majesté a la possibilité de créer des manufactures qui lui soient propres... Mais pour introduire dans l'économie générale un ordre durable, il faut donner à ce grand corps une vie et une âme véritables. On trouve ces éléments dans un fort crédit au dehors et en des directeurs dévoués et capables, qui soient à même de soutenir cette confiance aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Empire. A cette fin, Luberas propose au souverain de nommer un directeur général avec, sous ses ordres, des administrateurs en province, qui serait le régisseur en chef de la culture, des fabriques et des manufactures. Il s'occuperait aussi de la qualité des produits et de leur expédition dans les ports, surveillerait l'importation et dresserait enfin le bilan général de toute l'économie du pays Au dehors, un Comptoir, sous l'administration d'un directeur général, serait établi à Hambourg. Des commissaires ou consuls, installés à Dantzig, Copenhague, Lubeck, Berlin, Amsterdam, Londres, Bordeaux, Cadix, Bilboa, Lisbonne, Livourne et Vienne, relèveraient de l'agence principale. Ainsi, cette institution assurerait à la Russie un grand avantage sur les autres nations et le Tsar, par l'intermédiaire ininterrompu de ses consuls, qui serviraient partout les mêmes intérêts, aurait la prépondérance sur tout le commerce international. De sorte que le trafic extérieur maintiendrait l'ac-

tivité économique du pays et celle-ci, à son tour, réagirait sur le négoce. D'où il résulte que le développement de l'économie générale serait continuel et raisonnable *. Luberas faisait de Pierre le Grand l'homme de l'univers, dont parle Voltaire, qui enrichit son pays, donne de son cabinet des ordres à Surate et au Caire et contribue au bonheur du monde.

Ces deux économistes ont eu des émules, chez lesquels il y a identité de principes et qui ont énoncé, à la même époque, des systèmes fragmentaires d'économie politique ou mis en relief des mesures partielles sur l'œuvre à accomplir.

L'Empereur s'intéressa sans doute à tous ces projets. Mais il n'avait pas besoin d'être instruit par ces mercantilistes pour devenir un partisan convaincu de leurs principes, puisque, comme nous l'avons dit, il avait déjà conçu, en ce sens, un système homogène et fait converger ses vues vers cet unique but. Seulement les convictions et les connaissances, en matière économique, qu'il avait peut-être déjà puisées dans ses relations avec les

* Les « Réflexions » de Luberas se trouvent dans le projet intitulé : *Oeconomia generalis Russiae* et dans un ouvrage, en allemand, sur les *Causes générales de la diminution et de l'augmentation du commerce d'un pays...* Elles ont été traduites en russe au milieu du siècle dernier (Archives du Conseil de l'Empire, 31 notes).

savants hollandais ou anglais et même de son pays, furent fortifiées par ces prosélytes et il paraît bien leur avoir emprunté certaines idées, ainsi que nous aurons l'occasion de le constater au cours de cette étude. Le plus grand maître qu'il ait suivi, le meilleur ouvrage qu'il ait consulté, c'est la vie de sa sa nation, c'est le besoin social.

CHAPITRE II

L'EMPEREUR OUVRIER

Toutes les réformes projetées par le monarque devaient faciliter le labeur et le progrès économiques du peuple. Mais au nouveau régime de production nationale, il manquait pour naître et se développer, une condition préalable que la Russie, dans l'état présent des choses, n'offrait pas. Il lui fallait l'étude des sciences et l'apprentissage des arts mécaniques, sans lesquels il n'y a point de progrès économique possible. Or, jusqu'ici, les maîtres-fabricants qui avaient été recrutés, à maintes reprises, dans différentes parties de l'Europe, pour former, en Moscovie, des élèves, n'y avaient guère réussi. Avides de fortune et de privilèges, ils avaient laissé les artisans russes, vis-à-vis des concurrents étrangers, dans le même état d'infériorité professionnelle qu'auparavant.

Après avoir constaté l'état rudimentaire de l'in-

dustrie russe et travaillé de ses mains, dans l'unique usine qui y existait alors, Pierre le Grand prit la résolution d'aller chercher lui-même, chez d'autres nations, les lumières qu'il croyait utiles à son vaste Empire. Le jeune Empereur se rendit donc, en mars 1697, en Hollande, le principal pays commerçant et industriel de ce temps, qui devait servir de modèle à ses Etats. Il s'y initia, en quatre mois et demi, aux merveilles des arts et métiers et de l'industrie et se familiarisa avec la vie des ouvriers de fabrique. Maniant la hache, la scie et le rabot, le marteau et la lime, la navette et le burin, l'Empereur-Ouvrier apprit à construire des vaisseaux, à forger, à tisser et à graver sur cuivre. Il visita toutes les institutions, qui pouvaient être utiles au renouvellement économique ou social de son pays, et suivit aussi les leçons des meilleurs maîtres en chirurgie, en anatomie, en géographie et en physique expérimentale. Dans cette tournée d'études et d'apprentissage manuel, il embaucha 640 ouvriers qu'il avait vus travailler dans différents ateliers, et les fit partir pour Moscou avec 260 caisses de matériel approprié aux besoins à venir. Il en rapporta aussi une machine à vapeur qui lui servait à des emplois modestes, mais surtout à arroser ses plates-bandes et ses parterres.

Les juifs ne le laissèrent pas quitter Amsterdam sans avoir cherché à en obtenir quelque avantage.

Ils lui firent demander l'autorisation d'entrer dans ses Etats, pour y établir des comptoirs et pour y exercer le négoce, et offraient en retour une somme équivalant à peu près à quatre millions de notre monnaie actuelle. Le tout-puissant bourgmestre, Nicolas Van Vitsen, avec lequel le Tsar était très lié, fut chargé de présenter cette proposition et de la faire aboutir. Il intercéda donc en faveur des Israélites. Après avoir écouté tranquillement toutes les raisons que faisait valoir le magistrat, le célèbre armateur, le grand homme de lettres et l'ami, on raconte que Pierre lui répondit simplement ceci : Vous connaissez, tout comme moi, la façon de penser de mes sujets et celle de vos protégés : il m'est impossible d'accéder à leur demande. Dites-leur de ma part que je leur suis fort obligé de cette offre et aussi combien j'ai compassion d'eux. D'ailleurs s'ils s'établissaient en Russie, quoiqu'ils aient la réputation de tromper toute l'Europe par leur commerce, je suis fondé à croire qu'ils y seraient surpassés par mes propres compatriotes, car il faut trois Juifs pour tromper un Russe.

Persistant à s'instruire, le souverain moscovite passa en Angleterre, en janvier 1698, afin de se perfectionner dans les mathématiques, l'astronomie, l'horlogerie, et d'approfondir également une méthode de travail qu'on lui disait moins routinière

que celle qu'il venait d'étudier chez les Hollandais. Il y acquit, en moins de trois mois, les connaissances nécessaires dans les arts mécaniques, à la construction des navires, et s'y munit de tous les moyens qui pouvaient le mener à son but : inspirer à ses sujets le goût de la navigation, parce que si l'argent est le nerf de la guerre, la marine est la condition du commerce et le trafic est la source inépuisable des richesses. Il acheta et expédia à Moscou un échantillon de tous les objets, qui lui paraissaient utiles et qui serviraient de modèles à la fabrication de ces mêmes choses dans ses futures manufactures depuis l'instrument le plus modeste jusqu'à un cercueil. Il y engagea plus de 300 artisans, ouvriers et contremaîtres, dont 60 spécialistes pour l'or, qui furent dirigés sur Arkhangel et disséminés de là sur tous les points du territoire où leurs services étaient nécessaires. Ainsi, les serruriers allèrent propager leur métier à Iaroslav, les tisserands à Vladimir, les tisseurs de toiles à voiles à Kostrama, les cloutiers au nord du gouvernement de Novgorod.

L'Empereur était sur le point de partir de Londres, lorsque Menchikov et Galavine lui présentèrent quelques marchands anglais qui désiraient établir un commerce de tabac en Russie. Ils offraient de verser 12.000 livres sterling, aussitôt après la signature du contrat, et six sols de droits

d'entrée pour chaque muid de cette marchandise. Mais le Tsar voulut régler cette entente avec le marquis de Carmarthen qui, mandé sur-le-champ, déclara que « ce commerce ne pouvait qu'être avantageux à Sa Majesté Tsarienne » *. Un des principaux intéressés, le marchand Gilbert Heathcote, fit valoir, de son côté, que le placement de cet article lui serait encore bien plus profitable si le Patriarche moscovite ne défendait pas à « ceux de sa communion » de fumer et de priser du tabac. A quoi Pierre répondit : « J'y mettrai ordre quand je serai de retour chez moi », et il accorda à cette compagnie de capitalistes le monopole de l'importation et du débit des tabacs dans son pays. L'opération n'était pas très heureuse pour les Anglais, parce qu'ils devaient y envoyer, tous les ans, contre la somme de 15.000 livres sterling, soit 48.000 roubles, une quantité considérable de ce stupéfiant et, pour récompenser les bons offices de Carmarthen à l'égard du Tsar, il était stipulé que le marquis toucherait cinq shellings par tonneau.

Pierre le Grand rentra dans sa patrie comme ingénieur, géographe, physicien, chirurgien, dentiste, architecte, dessinateur, papetier, charpentier, tisserand et forgeron. Il avait appris tout cela en

* Anonyme : *Histoire de Pierre Ier, surnommé le Grand*, 1742.

deux semestres. Cette rapide conquête de connaissances scientifiques et artistiques, c'est-à-dire de toute une civilisation inconnue de ses sujets, devait préparer sa nation à de nouveaux procédés de travail et opérer une véritable transformation de la vie économique en Moscovie. Il ne restait plus, par conséquent, qu'à mettre en pratique les théories acquises et la réforme serait complète, bien que le peuple russe y fut encore trop peu préparé.

CHAPITRE III

L'ÉCONOMIE MINIÈRE

Le besoin le plus urgent était de soustraire plus que jamais l'armée à la sujétion économique des villes de la Hanse, de la Hollande et de l'Angleterre. Car il importait à la sécurité de l'Etat que l'Empire ne dépendît pas de l'industrie étrangère pour l'armement et l'équipement de ses troupes. Dans cette intention, l'Empereur avait déjà fait établir, par un oukase de l'année 1697, des forges à Vierkhotour et à Tobolsk et, l'année suivante, il demandait au roi de Pologne de lui « céder quelques mineurs ». Il en vint quatorze qui découvrirent du fer dans les environs de Kazan et de Kalouga. Dès son retour de l'étranger, Pierre le Grand porta, encore plus qu'auparavant, son attention sur les industries extractives afin de se procurer les fusils, les canons et les munitions de guerre qui lui étaient nécessaires. Depuis lors, les

mines furent l'objet d'ardentes recherches, mais elles manquaient de bras. Il activa les fouilles en appelant des spécialistes du dehors qui mirent volontiers leurs forces et leurs talents au service du gouvernement. En retour, des privilèges leur assuraient l'abandon, par la Couronne, des mines ou minières moyennant le remboursement des frais d'installation. Ils exploitèrent aussitôt les mines de cuivre d'Olonetz ; puis, en 1701, on construisit, avec l'argent de l'Etat, les premières usines de fer de Néviansk et de Kamensk, dans l'Oural ; et trois ans après, les mines de plomb, contenant de l'or et de l'argent, de Nertchinsk furent exploitées.

En 1702, les usines de fer de Vierkhatour furent cédées à Nikita Demidov *, ancien forgeron ou

* Nikita Demidov (1657-1725), fils de Demid Grigorévitch Antoufiev, paysan de la Couronne et maréchal du village de Parchimo, dans le gouvernement de Toula. Le Tsar ayant, paraît-il, une réparation à faire à un pistolet, sortant de la célèbre fabrique Kuchenreiter, rencontra Nikita Demidovitch à l'atelier de l'Etat, à Toula, où son père était venu s'établir vers 1650. « Ah ! lui dit Pierre le Grand, si nous étions capables de fabriquer de pareilles armes ! — La belle affaire, répondit l'armurier. — Fais l'ouvrage d'abord, brigand, répartit l'Empereur en lui donnant un soufflet, et vante-toi après ! — Regarde bien avant tout, petit père, ce que tu as à voir, dit l'armurier. Ce pistolet que tu admires est de ma façon. Voici l'autre ». Le Tsar lui fit des excuses et s'invita à dîner chez l'artiste et pour payer les frais du repas, il lui fit une concession de terrain, près du chef-lieu, pour exploiter du minerai de fer. Tandis que Possochkov n'avait pas eu

armurier de la manufacture d'armes de Toula, à la condition qu'il rembourserait, à la Couronne dans l'espace de cinq années, le capital de fondation et payerait les matières qu'il y trouverait. L'aménagement de cette exploitation avait coûté au fisc 1.541 roubles et aux paysans de la contrée 10.347. Demidov peut passer, à juste titre, pour le vrai fondateur de l'industrie métallurgique de la Sibérie, à cette époque. Il y mit en valeur la première usine et exploita, avec son fils Hyacinthe, toute la région de l'Oural. Grâce à son activité et à son esprit d'entreprise une vingtaine d'établissements industriels furent fondés par lui, dès 1703, à Alexine, son district d'origine, à Chouralinsk, Vinorsk, Vierchnietagilsk, Nijniétagilsk, Doukhomsk. Il y avait encore d'autres usines de fer : celles de Lip, où se fondaient des canons, d'Alexandre Lvovitch Narychkine, dans les districts de Toula et de Kachir, de Borine, dans le district de Romanov, de Kouzmine, et une, dans celui de Maloiaroslav, appartenant à des étrangers, nommés Meller, négociants à Moscou.

Le Tsar commença son œuvre économique par

l'oreille de Pierre le Grand, quoique l'égalité fût de mode à cette époque, Antoufiev en obtint la richesse et la gloire : il fut anoblit, en 1707, sous le nom de Demidov; treize ans après, il recevait la noblesse héréditaire et quant à sa fortune, une expression en trahit l'importance. On disait dans le langage courant et on dit encore « riche comme Demidov ».

l'industrie extractive, parce que l'armement de ses troupes, dont elle était la source essentielle, conduisait directement à l'émancipation de la Russie et à la sécurité de l'Etat. C'est toujours, sans doute, en vue de ses besoins militaires qu'il poursuivit ses enquêtes et ses entreprises. Cependant, dès le début du siècle, il multiplia ses efforts pour assurer au pays et aux particuliers les éléments de richesse et de force qui devaient leur permettre d'atteindre une destinée meilleure. Son intérêt passionné pour un système — quoique encore indéterminé, mais reposant sur une conception semblable à celle du mercantilisme — dont les principes et la pratique allaient obliger la nation à vivre d'une vie économique autonome, le poussa à instituer une *Administration des Mines*. A partir du 2 novembre 1700, il exerça donc plus directement encore son autorité sur les richesses minières en décrétant que toute personne qui avait ou aurait connaissance de l'existence, en quelque lieu que ce fût, de minerais d'or, d'argent, de cuivre ou autres, devait en informer le Gouvernement, à charge de récompenses à qui se conformerait à cet ordre ou sous peine de punitions pour les récalcitrants.

Seize ans après, il publia un manifeste pour encourager l'initiative privée et engager le peuple à s'occuper de l'industrie métallurgique. Il établit d'importants privilèges pour la recherche des

métaux et l'exploitation des mines et organisa, dans la suite, des expéditions nombreuses du côté de la Perse et de la Sibérie. L'Empereur avait déjà fait passer dans cette dernière contrée Bluher, qui y découvrit un grand nombre de mines de cuivre et d'argent. Il offrit au Tsar de les exploiter et promit d'en tirer un bénéfice très considérable si, toutefois, on mettait à sa disposition un grand nombre d'ouvriers et une grosse somme d'argent. Le Sénat, sous l'influence de quelques-uns de ses membres qui voyaient dans cette opération un profit immédiat pour eux-mêmes, refusa l'argent et, sur son rapport, Pierre le Grand pria Bluher « d'attendre le retour de la paix, après quoi, il lui donnerait tout ce qui lui était nécessaire ».

On ne trouva pas ce que le souverain désirait spécialement, de l'or, mais on découvrit toujours d'autres métaux. Il révisa alors les mesures précédentes et étendit, en 1719, les avantages promis. Considérant que ses Etats étaient riches en trésors souterrains et que cette « belle branche d'industrie » avait été négligée jusqu'alors, il édicta une loi d'ensemble sur la matière et remplaça l'Administration des mines par le *Collège des mines*.

La nouvelle loi attribuait à l'Etat la propriété du tréfonds, par droit régalien ; mais reconnaissait à tous et à chacun la liberté de rechercher et d'explorer les plus importants gisements de minerai sur

toutes les terres. Celui qui en avait découvert devait en aviser le Collège des mines et lui envoyer des échantillons du métal; après quoi il obtenait le droit de l'exploiter sur un espace de 250 mètres carrés, à la condition de payer à l'Etat une contribution de 10 pour cent, représentant le taux de l'intérêt à cette époque. Toutefois, si l'entreprise ne couvrait pas ses frais, il était fait remise de cet impôt. Les propriétaires de terrains métallifères avaient cependant un droit de priorité. Mais s'ils tardaient à s'en prévaloir, ils ne recevaient des entrepreneurs qu'une redevance de 1/32 sur le revenu net de l'exploitation, ainsi qu'une indemnité pour l'installation des usines et le remboursement des matériaux utilisés en constructions et en combustible.

Le Collège des mines était autorisé à faire des avances de fonds et le souverain se réservait le droit de premier acheteur de l'or, de l'argent, du cuivre et du salpêtre extraits. Cette dernière substance ne pouvait être exportée sans l'autorisation administrative, tandis que la vente du fer, du plomb et de l'étain restait entièrement libre. Les propriétaires ou leurs ayants droit ne seraient jamais dépossédés de leurs mines, tant qu'ils auraient des ouvriers pour les faire valoir et qu'ils se conformeraient aux lois. Ceux qui dissimuleraient l'existence d'un gisement ou en empêche-

raient la mise en œuvre, seraient punis de mort *.

En cette même année, le général Hennine, directeur des mines d'Olonetz, parcourait l'Europe pour se mettre au courant des procédés et des machines employés dans l'industrie minière et pour engager des maîtres-ouvriers. Il n'avait officiellement mission que d'examiner tous les instruments « curieux et utiles et d'en prendre le modèle », mais au fond ce n'était que pour embaucher des spécialistes, capables d'exploiter les mines russes, que Pierre l'avait envoyé en Occident. Dès ce moment, un grand nombre de forges et d'usines, actionnées par l'eau, de laminoirs et de filières furent établis à Olonetz. Alors même qu'il n'y avait de fabriques de fer-blanc qu'en Angleterre et en Saxe, dit un auteur **, Pierre en installa une à Olonetz. Il fit construire aussi, à quatre lieues de Saint-Pétersbourg, un fourneau pour préparer l'alun qui avait été découvert aux environs de Kazan. Il ordonna que les mines de soufre natif, exploitées près de Samara, fussent mises en bon état. Et quand, en 1722, il organisa, à Ekathérine-

* Loi du 10 décembre 1719 : *Recueil des Lois*, 3464.

** Galitsine : *Mémoires*, 1862. Cet auteur ignore que, de longue date, la France fabriquait du fer-blanc. Sous le ministère de Colbert, par exemple, un contrat avait été passé, en 1668, avec Antoine Champion, pour l'installation d'une fabrique de ce métal à Beaumont, dans la forêt de Conches.

bourg, les usines pour l'exploitation du cuivre et la direction générale de l'industrie minière de la Sibérie, afin de multiplier et de propager le numéraire dans son Empire, son collaborateur Nikita Demidov fut préposé en qualité de Commissaire impérial de toutes ces entreprises métallurgiques. Mais, l'année suivante, le directeur des établissements d'Ekathérinebourg, Hennine, se plaignait à l'Empereur de ne pas pouvoir y fonder d'autres usines, parce qu'il manquait de main-d'œuvre ou de personnel capable et qu'en considération des grandes distances, il n'avait pas la possibilité de se trouver partout pour surveiller les installations et les travaux *.

La production des métaux des 32 mines que l'on comptait dans l'Empire vers 1720 (5 de cuivre, 1 d'argent, 26 de fer), et des usines, dont 36 fonderies dans le gouvernement de Kazan et 39 dans celui de Moscou, excéda de beaucoup, après la sixième année d'activité, la somme des capitaux engagés. Les établissements industriels d'Olonetz avaient pris une grande extension, ainsi que les exploitations relevant du fisc, dans la province de Toula. Les usines privées, appartenant à Demidov et à Batachev, surtout celles qui étaient situées aux sources de la Kama et sur les affluents de l'Ob,

* *Lettre de Hennine au Tsar*, 1723.

donnaient un rendement considérable. En 1718, on avait obtenu 6.641 pouds * de fonte, dont les 87 pour cent étaient le produit de l'entreprise privée, et la quantité tout entière de ce métal était utilisée pour les besoins de l'armée de terre et de mer. En 1722, les bénéfices des mines des montagnes, entre Kazan et Astrakhan, étaient déjà de 25 pour cent.

C'est apparemment dès le moment où le travail épargné égala le travail dépensé, que le Tsar renonça au projet qu'il avait formé d'affermer les mines de la Couronne à la Compagnie française du Mississipi. En compensation, il étendit les privilèges, précédemment octroyés, à tous les étrangers et même aux prisonniers suédois qui se trouvaient sur le territoire russe, sans distinction de nationalité, afin d'attirer des entrepreneurs et de bons ouvriers, qui lui paraissaient aussi précieux que l'or qu'il cherchait.

L'introduction, en Russie, de l'exploitation des métaux, d'après les procédés modernes et comme moyen d'enrichissement, fut le premier acte de la transformation économique opérée par le Tsar régénérateur. Tous ses efforts, sans cesse répétés, pour rechercher, encourager, contrôler et diriger les mines aboutirent à la découverte des matières que l'on peut considérer comme les agents les plus

* Poids de 16,38 kilogr.

actifs de la civilisation industrielle. D'autre part, cette investigation attentive et suivie rapprocha l'individu de la nature. Il collaborait avec elle à l'œuvre économique ; il l'exploitait, il l'observait et il appliquait ses connaissances acquises à des recherches pratiques : son activité était devenue plus féconde.

CHAPITRE IV

L'ÉCONOMIE MANUFACTURIÈRE

Cette spécialisation de l'extraction minière et cette transformation des richesses du sous-sol n'étaient nécessairement qu'une opération préalable, qu'une préface à la production générale et ne remplissaient qu'une partie du vaste programme économique que le souverain moscovite s'était proposé. Il se montra tout aussi diligent et empressé à rechercher et à employer tous les moyens pour naturaliser dans son pays l'industrie manufacturière et pour y créer le commerce international.

L'Empereur-ouvrier implanta donc la « grande industrie manufacturière » en Russie et n'épargna rien, afin de pourvoir à tout ce qui lui était indispensable. Car tous les établissements industriels fondés et administrés par les soins du gouvernement devaient, nous l'avons dit, servir de modèles aux fabriques similaires que le monarque désirait

voir établir par ses sujets. Ainsi, l'exemple lui apparaît de prime abord comme le seul mobile qui fût assez puissant pour aiguillonner l'entreprise privée. Dans la suite, son système se précisa et prit sa physionomie définitive. Mais ce ne fut que lorsque la réorganisation de l'armée et la création de la flotte lui laissèrent quelques loisirs, c'est-à-dire à partir de 1715, qu'il voua toute son attention, tous ses soins et tous ses efforts à l'industrie manufacturière et au commerce mondial.

Pierre le Grand fonda des établissements industriels aux frais du trésor, leur fit gratuitement des avances de fonds, les investit de faveurs et d'avantages, dota les manufactures de draps ou d'autres étoffes de laine, subventionna les fabriques de tissus, de toiles à voiles, d'armement, de fournitures militaires et d'autres branches de l'industrie : le tout destiné pour l'instant à seconder ses projets pour l'entretien d'une flotte sur la Baltique. Il vint en aide aux entreprises de « moulins à grains, à scie, à poudre », construits par des Hollandais aux environs de Pétersbourg, sur la rivière Karpovka, en 1710, ou sur l'Okhta, en 1715, ou près de Moscou, et à celles de salpêtre et de soufre, de cordes, de briques, d'ardoises. Il établit lui-même des moulins et des scieries vis-à-vis de Schlusselbourg, à Nasia, à Ichora et sur quelques petits affluents de la Néva. Il en installa aussi, avec des hangars pour

le salpêtre et le soufre, aux abords des deux capitales. La flotte exigeait la création de manufactures de toiles à voiles. Menchikov, Plavilchikov, Kvastlivy, Philatov en fondèrent, les deux premiers dans le district de Moscou, dès 1702, et le dernier à Maloiaroslav.

Il se préoccupa tout spécialement de l'approvisionnement des chaussures, dont le cuir ne fut plus traité au goudron, mais à l'huile de poisson ou au suif. Afin que cette fabrication ne se continuât pas d'après les anciens errements, il édicta des mesures sévères *, la confiscation des biens et les galères, contre le commerce du roussi, travaillé selon le vieux procédé et contre celui des souliers et des bottes confectionnés avec du cuir hors d'usage. Cette industrie était encore très primitive, au point de vue de l'art du tanneur et du peaussier, ainsi que par la qualité des produits. Aussi fit-il venir à Moscou des maîtres de Réval, chargés d'enseigner, dans une école spéciale, les *arts des cuirs et des peaux*, et de former un certain nombre d'ouvriers. Il fut ordonné, en même temps, à tous ceux qui s'occupaient de l'industrie des peaux, d'y envoyer, de toutes les villes de l'Empire, un apprenti qui se formerait, pendant deux années, à cette éducation professionnelle. On créa depuis de nouveaux types

* Oukase de l'année 1715.

de fabrication dans une manufacture d'Etat « pour la préparation des peaux d'élans et de rennes ». Il en existait une, à partir de 1714, dans le gouvernement d'Azov, une autre dans celui de Voronège ; il y en eut une nouvelle à Kazan, sous la direction de l'anglais Oumfri. Ioukov et Pétrov en établirent deux, l'un dans le district, l'autre dans le gouvernement de Moscou. L'on connaît, en outre, celles d'Issaiev et d'Istomine à Narva. En 1719, deux maîtres du dehors étaient commis pour instruire les sujets russes des provinces de Kiev et d'Azov, dans la fabrication du roussi. La même année, le Collège des Manufactures décida de faire cession de la fabrique de Pétersbourg à des particuliers.

Il avait été dirigé sur le port d'Arkhangel, en 1716, 135.467 pouds de roussi, dont 991 provenaient des Stroganov ; 12.057 des marchands de Saint-Pétersbourg ; 9.908 des principaux négociants ; 10.709 de la corporation de Kazan ; 11.173 de celle de Gorokhovetz ; 16.901 et 38.161 de Iaroslav. Mais Pierre le Grand interdit, sans aucune restriction, l'exportation des peaux de renne et d'élan jusqu'à ce que ses soldats fussent pourvus de chaussures. Il apprit même aux paysans des environs de sa nouvelle résidence à confectionner plus utilement leurs souliers avec de l'écorce, et cette chaussure tressée est restée en usage jusqu'à nos jours parmi le peuple.

Les tuileries et briqueteries de Tossna furent, par son ordre, transférées, en 1708, sur les bords de la Néva, plus près de Pétersbourg. Car leurs produits étaient destinés à la construction de la forteresse et des édifices de la ville qu'il élevait. La qualité des briques étant fort mauvaise, il fit venir de Hollande Van Ammers, pour prendre la direction des fours. Un édit de l'année 1712 fit réorganiser quelques établissements industriels, par exemple la fabrique d'armes de Toula, où le souverain construisit de nouveaux ateliers et perfectionna les instruments et les procédés. Elle devait fournir, annuellement, 15.000 fusils, 1.000 paires de pistolets et 1.209 lances qui revenaient au fisc à 30.000 roubles. L'usine de Pétrozavodsk fut également transformée. Celle qu'il avait établie à Pétrovsky, près d'Olonetz, fut réinstallée, en 1724, à Sestrabeck, en Ingrie, pour la rapprocher du siège de son gouvernement, c'est-à-dire pour veiller lui-même à son bon fonctionnement. Mille ouvriers y travaillaient. Sous le règne de son père, les forges de cette province avaient été affermées au Danois Rosenbousch. Celui-ci ne put pas satisfaire aux nouvelles conditions que lui imposait Pierre le Grand et, d'autre part, des intéressés de l'entourage du jeune Empereur prétendaient, à dessein, que l'exploitation des mines de cette contrée et la fonte des canons auraient un bien plus grand succès si

elles étaient confiées à un Russe. Ce fut naturellement Menchikov qui en obtint l'administration ou plutôt la possession avec celles de Chetvyne. L'ancien concessionnaire reçut, en conséquence, une indemnité et la Couronne reprit l'entreprise à son compte. Un hôtel d'armes fut aussi ouvert à Saint-Pétersbourg, en 1712, pour les services de la Cour et la défense de la forteresse. Le Tsar le pourvut d'ouvriers et d'artistes qui avaient travaillé jusqu'alors dans les ateliers de la vieille fabrique du château, à Moscou. Une quantité d'ouvrages de fer et d'armes de toute espèce sortaient de ces manufactures. Le travail y étant de qualité supérieure à celui des temps passés, la matière première à meilleur marché qu'ailleurs et la main-d'œuvre à plus vil prix qu'à l'étranger, on espérait, à l'avenir et peut-être même sans retard, fournir aux autres nations des armes et des objets ouvrés. Et dans ce but, des échantillons étaient déjà expédiés dans divers pays. L'Empereur lui-même faisait présent, à certains monarques, d'articles qu'il avait travaillés de sa main. Cette réclame pouvait être la genèse de l'expansion industrielle et si nous assistons déjà à une profonde transformation du travail, s'il devient plus cérébral, plus artistique, plus productif, c'est que le souverain avait le génie, le sentiment et le goût des arts.

L'éducation technique que Pierre le Grand orga-

nisait pour dispenser sa nation de l'achat au dehors, d'où l'on tirait à grands frais les choses les plus simples et les plus nécessaires, exerça aussi ses effets sur l'industrie des draps. Dans les premières années du siècle, on fit, après enquête consignée dans un mémoire, le calcul de toute l'étoffe nécessaire à l'habillement des troupes et l'on trouva qu'il y aurait un avantage considérable à la fabriquer dans le pays, au lieu de la payer très cher à l'Angleterre ou à la Hollande. Les négociants étrangers, dont les intérêts allaient être lésés, déclarèrent aussitôt que la laine indigène était beaucoup trop grossière pour l'utiliser à cette fin. Le gouvernement résolut tout de même de tenter un essai. Dans ce dessein, il fit venir de Hollande des fileurs, des tisserands, des tondeurs, des teinturiers et d'autres personnes du métier, ainsi que tout l'outillage indispensable pour monter une manufacture de ce genre. Dans l'intervalle et jusqu'à l'arrivée de la main-d'œuvre et du matériel, on construisit à Moscou un immense bâtiment carré en briques, où quelques centaines d'ouvriers pouvaient travailler. L'établissement fut placé sous la direction de Tchébychev et les maîtres spécialistes hollandais étaient chargés d'enseigner aux Russes la manière d'apprêter et de teindre les draps. Les frais d'installation et du personnel s'élevèrent, prétendait-on, à quelques centaines de mille roubles,

avant même que l'on eût fait une « aune » de drap. Et lorsque la fabrique fut en état de fonctionner, il se trouva que la laine de Moscou, « qui était fort courte et presque aussi rude que le poil de chien » *, était impropre à faire du fil pour le drap. On prit alors la résolution de commander en Hollande de la laine que l'on mélangerait avec celle du pays. Mais, tout compte fait, le prix de revient des étoffes qui sortaient de cette combinaison et qui n'étaient propres qu'à vêtir les soldats, excédait celui du drap importé directement de l'étranger.

Le Tsar voulait que sur cette question, comme sur toutes les autres, ses sujets fissent face aux difficultés, afin que, tôt ou tard, sa nation eût des chances de rattraper et de dépasser ses rivales. Il ordonna donc d'ouvrir des manufactures de drap qui, dans sa pensée, devaient être assez importantes, au bout de cinq ans, pour habiller l'armée tout entière. En outre, comme il n'employait lui-même que des étoffes du pays, il en rendit l'usage obligatoire pour la confection des livrées. Des draperies impériales furent créées à Kazan, sous la direction de Grouzintsev, à Pétersbourg, deux dans le gouvernement de Voronège et une dans celui d'Azov, avec 48 métiers. Les particuliers en fondèrent aussi : Voronine, Alexandrov et Fibick, à

* J. Perry : *Etat présent de la Russie*, 1718.

Moscou, Tchégoline, Sobolnikov et Prane, sur d'autres points du territoire. Pierre le Grand installa encore dans l'ancienne capitale, en l'année 1720, un établissement immense, la grande cour des draps, de laquelle dépendaient quatre moulins et 206 paysans. De sorte qu'elle put fournir annuellement à la Couronne 100.000 archines de drap pour l'armée, et 80.000 archines de croisé, sans compter les étoffes fines à l'usage des particuliers. Il y ajouta, le 10 mars de cette même année, une vaste manufacture de toiles, où l'on fit, paraît-il, d'aussi beaux tissus qu'en Hollande. Déjà, en 1714, la Couronne avait conféré au gouverneur de Moscou le privilège de fabriquer des nappes, des serviettes et de la toile. Quatre ans après, la liberté de vendre des tissus, ainsi que de les exporter par mer, était accordée *. C'est un étranger, Tamès, qui fut nommé, en 1720, directeur de la manufacture de toiles. Négociant hollandais, il était venu fonder à Moscou une fabrique de linge, dans laquelle tout le personnel était d'origine russe. Ses ateliers comprenaient 100 métiers, d'après les uns, 150, selon les autres, et l'on estime qu'ils occasionnaient une dépense mensuelle de 400 roubles **, soit une valeur actuelle de 9.640 francs ou de

* Oukase de 1718.

** *Journal de Berkholtz*, page du duc de Golstein.

115.680 par an. Tamès conduisait ses ouvriers du travail le plus simple jusqu'au travail le plus compliqué ou le plus difficile de sa profession, de manière à ce qu'ils fussent, dans un avenir prochain, tout aussi capables que leurs pairs des pays de l'Occident. On fabriquait là toutes sortes de toiles destinées à des usages divers, du coutil, du basin, de très belles nappes et serviettes, des mouchoirs de poche de couleur. Le progrès y fut tel, que l'Empereur — qui s'y connaissait et qui ne peut pas être accusé de partialité — trouva les marchandises de cette manufacture absolument semblables à celles de la grande concurrente, la Hollande. Par contre, les personnes qui usaient des toiles sorties de l'industrie domestique, se plaignaient du peu de soin que les artisans apportaient à leur fabrication, mais surtout de ce qu'elles n'avaient pas la largeur suffisante, comme dans les autres pays. Celles, par exemple, dont on se servait pour la confection des chemises ou des camisoles n'ayant que 55 centimètres, il en fallait quatre laizes. Les acheteurs étrangers faisaient la même observation, les Anglais spécialement, quoiqu'ils préférassent, pour approvisionner leurs colonies américaines, les toiles de provenance russe à celles de tout autre nation. Aussi le Tsar chercha-t-il à remédier à ce fâcheux état de choses.

En 1714, Milioutine créa, à ses propres frais, une

manufacture de soieries à Moscou et l'Arménien Saphar Vassiliev en installa une au Caucase, « à deux jours de distance du Térek ». Celle de Saint-Pétersbourg, fondée par la Couronne, fut en activité dès 1717. Deux fabriques de passements furent établies dans l'ancienne et la nouvelle capitales ; dans cette dernière par Kartchaguine. Un homme entreprenant, Tomiline, ouvrit une fabrique d'aiguilles dans le gouvernement de Riazan ; Tornitine une autre à Moscou. Le fisc avait « un moulin à papier » dans le district de cette dernière ville ; dans celui de Pétersbourg, Bagaret * en possédait un, auquel il avait ajouté la fabrication du carton. Le Tsar créa trois autres manufactures de papier, dont l'une à Douderov, aux portes de sa résidence, en 1714, et les deux suivantes dans la ville même et à Moscou. Un Français réussit à produire les fileries d'or et d'argent ; le marchand Milioutine en fonda une fabrique à Pétersbourg. Mais le monarque, en bon mercantiliste, exigea qu'il ne serait employé par année, dans ces manufactures, que 50 pouds ou 819 kilogrammes de métaux précieux, afin de n'en point diminuer la masse disponible dans ses Etats. A Moscou, les ateliers de broderie d'or du baron Stroganov

* Ce doit être Baguerel de Pressy, originaire de Chambéry, que l'on appelait en Russie *Bagarette*.

occupaient cent jeunes filles. Un autre, Mandriot, établit dans l'ancienne capitale un atelier de chapellerie et pour l'encourager il fut ordonné que le feutre serait converti en coiffures et que nul ne pourrait s'en procurer ailleurs que chez ce fabricant. Un troisième, Mombrion *, y ouvrit une fabrique de bas qui lui assurait également un monopole de fait. Une manufacture de ces mêmes objets existait aussi, à cette époque, dans le gouvernement de Voronège.

Une autre de très belles glaces fut créée à Saint-Pétersbourg, en 1719, par les soins d'un Français et avec l'aide du prince Menchikov, ainsi que celles de tapisseries de haute et de basse lisse et d'impression, sur le modèle des Gobelins, où travaillèrent exclusivement des ouvriers français ou italiens. L'Empereur, en donnant le capital de fondation, apprenait à ses sujets à faire grand et à chercher des objets nouveaux, qui pouvaient leur paraître superflus, mais qu'il jugeait de nature à élever le niveau des jouissances sociales et à constituer le progrès matériel du pays. Il manda de Paris, à cet effet, Camus, dont la méthode expéditive et délicate était universellement connue. Un rapport du mois de juillet 1719, adressé à « la Cour des manu-

* Certains auteurs l'appellent Manvrion et même Mamoron : c'est là une simple corruption du nom.

factures de Saint-Pétersbourg » relate les travaux qui ont été accomplis par « les maîtres des Gobelins français » : D. de Bourdin avait fait la personne de l'Empereur à cheval ; Béraguier, son buste ; Gaucher, *sainte Anicis* avec le diable ; Vacoque, des fleurs. Les pièces qui sortaient de là excitaient l'admiration de toute l'Europe. La manufacture perdit beaucoup à la mort de Camus; mais sous la direction de Bagret, on s'efforça d'améliorer les modèles qui y existaient déjà, dans le but de les exporter.

Pierre le Grand décréta des mesures d'encouragement en faveur des verreries et, en dépit de la loi, de la religion et des mœurs qui défendaient aux Russes de sortir de leur patrie, il envoya quelques-uns de ses sujets à l'étranger pour y faire l'apprentissage de l'art du verrier. Il fonda deux fabriques de cette industrie, près de Moscou et à lambourg, petite ville d'Ingrie, où il embaucha des ouvriers allemands. Menchikov, qui avait fortement contribué à la création de cette dernière, en fut dépossédé, ainsi que de la manufacture de glaces. Après sa disgrâce, elles furent confiées, en 1727, à l'anglais Elmsal qui les mit singulièrement en valeur au moyen d'habiles ouvriers de Potsdam.

Un étranger, Paul Testov, établit la première raffinerie de sucre à Pétersbourg et initia les indigènes à cette nouvelle industrie. La Couronne

exploitait une usine de cire et des ateliers de construction de barques dans la capitale. Volkov fabriquait des galiotes à Moscou et Kobiliakov y faisait « des cheveux ». Il y en eut un grand nombre d'autres encore : plusieurs établissements pour l'industrie textile, dont un de lin dirigé par un Hollandais ; on fabriqua du vitriol, des cristaux, des parquets et de la mosaïque en bois ; on fonda de nouveaux ateliers où l'on réparait les vieilles armes et où l'on en fabriquait de nouvelles. Enfin, l'Impératrice commanditait deux manufactures, l'une de tulle, l'autre d'amidon à Ekathérinehov.

CHAPITRE V

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE

Cette somme énorme d'efforts dépensés pour créer et favoriser l'éclosion de l'industrie manufacturière naissante, depuis la fabrication des toiles et des draps communs jusqu'à celle des objets de luxe et des articles de mode, atteste bien que Pierre le Grand croyait fermement à l'avenir industriel et aux brillantes destinées de son pays.

Il avait ainsi doté la nation de tous les arts mécaniques qui lui étaient indispensables pour approprier les matières premières aux divers besoins de la vie, et contribué à remettre en valeur les forces productives du peuple alors comprimées et inexploitées. Des hommes influents à la Cour et des spéculateurs étrangers secondèrent les vues du Tsar. Nous verrons d'ailleurs que des sociétés se mirent aussi à l'œuvre.

A mesure que s'ouvraient de nouvelles manufac-

tures, l'Empereur publiait une Ordonnance, en expliquait la teneur, indiquait le motif de chacune de ses décisions et montrait toujours en quoi ce qui allait être surpassait ce qui était. Il élevait aussitôt une barrière protectrice de l'industrie nationale, en grevant de droits d'entrée les articles similaires de la concurrence étrangère, ou même en en prohibant l'importation. Il suffit de citer, par exemple, qu'il était interdit d'introduire à Moscou des bas étrangers et qu'il n'était permis de vendre que ceux de la fabrique Mombrion * ; qu'il était défendu d'importer en Russie du sucre du dehors, ou des couleurs que l'on avait découvertes et que l'on commençait à préparer dans l'Empire ; que la liberté de faire entrer dans le pays les calmandes, les serges et les toiles ordinaires était réduite à quelques cas particuliers, mais qu'en revanche le fil, le lin et le chanvre n'étaient assujettis qu'à des droits très modérés pour en favoriser l'exportation ; que l'on ne devait se servir dans les collèges et chancelleries que du papier de fabrication russe **. Le souverain dut renoncer toutefois à la défense ou aux taxes d'importation pour les draps destinés à habiller ses troupes, parce que les manufactures indigènes,

* Oukase de l'année 1718.
** Oukase de 1723.

malgré ses libéralités et ses ordres, n'étaient pas en état de satisfaire aux commandes du gouvernement.

Il savait fort bien que pour assurer l'essor de l'ndustrie nationale et se rendre maître des marchés extérieurs, il ne suffit pas de protéger les divers produits nationaux contre la concurrence des objets manufacturés du dehors. Pierre le Grand lui procura donc le stimulant des faveurs et des privilèges de diverse nature. Les industriels furent libérés de tout service civil ou militaire, ainsi que de l'obligation de loger les soldats. Ils étaient exemptés * de toutes taxes de ville, auxquelles ils pouvaient être astreints en qualité de bourgeois, des droits de douane sur le matériel importé dans le pays et nécessaire à leur fabrique, usine ou exploitation quelconque. Mais les transactions ne pouvaient se faire qu'en Russie, de manière à attirer et à retenir les métaux précieux. Les industriels n'étaient justiciables d'aucune autre autorité que du collège des manufactures et mines et du Sénat. On leur faisait des prêts sans intérêt ; on leur allouait même des subventions non remboursables. La Couronne leur accordait aussi la quantité de terres dont ils avaient besoin. Elle attachait ou cédait des serfs aux établissements industriels et continuait à y faire travailler les indigents.

* Oukase de 1721.

Il était interdit aux gouverneurs et intendants des provinces d'entraver en quoi que ce soit les initiatives qui pouvaient contribuer au développement et aux progrès des manufactures. Ainsi pour ne citer que quelques cas, le raffineur de sucre Paul Testov obtint, en 1721, l'exemption des droits de douane pendant trois années. L'année suivante, les fabricants d'aiguilles, domiciliés depuis quatre ou cinq ans en Russie, eurent le privilège de vendre leur marchandise sur tout le territoire, sans payer de taxes. Le fondateur de la manufacture de toile et de linge de table à Iaroslav reçut 1.200 paysans de la Couronne, à la condition de se borner à la fabrication linière et de pourvoir à l'entretien et aux besoins des travailleurs. A Perm, 25.000 serfs furent incorporés dans neuf usines et le fabricant Tamès disposa, pour monter ses manufactures de toiles, du village de Cokhma, dans le district de Chouisky, comprenant 641 ménages.

Comme au début de son œuvre économique, Pierre Ier avait utilisé tous les éléments de la population qui se trouvaient disponibles, c'est-à-dire les criminels punis, il rendit dès lors les châtiments des malfaiteurs encore plus avantageux à la nation. Les condamnés et les oisifs furent envoyés dans les fabriques. En 1699 il prescrivit, en ce sens, au gouverneur de Tioumen, la première ville russe en Sibérie, d'enchaîner deux par deux, aux

pieds et au cou, et de remettre aux briqueteries, les brigands, les filous et les ivrognes. Les prisonniers, condamnés pour vol, étaient également transférés dans les usines. Les fainéants des deux sexes qui croupissaient dans la paresse et qui étaient inutiles ou dangereux furent employés dès 1703. Quinze ans après, on fit la chasse aux mendiants de Moscou. Les fondateurs de fabriques d'aiguilles de plusieurs gouvernements eurent le droit d'astreindre à leurs travaux les enfants de cette catégorie et de les y retenir jusqu'à leur majorité. Les ateliers de toile d'André Tourtchaninov furent pourvus, par une ordonnance du 10 février 1719, de fileuses, femmes et filles, qui avaient commis un délit et qui se trouvaient incarcérées à Moscou. Cette disposition fut étendue, en 1721, en faveur de la même fabrique, à toutes les femmes coupables que le Collège des manufactures condamnait aux travaux à temps ou à perpétuité. Les vicieuses étaient placées dans les fabriques de draps et de toiles à voiles. Le magistrat général édicta, par un règlement, que des filatures devaient être établies pour faire travailler les femmes furieuses. Enfin, les manufactures occupèrent également les prostituées mineures, les enfants des soldats et des asiles, les militaires et les libérés du service. Les pupilles de l'assistance publique, et tout spécialement les enfants trouvés, devaient

être élevés « dans les métiers et dans les fabriques » *.

Une loi du 18 janvier 1721 permit aux entrepreneurs roturiers d'obtenir le droit — qui jusqu'alors avait été le privilège exclusif des propriétaires nobles — d'acheter des villages avec leurs habitants. Seulement, ceux-ci relevaient non pas de l'acquéreur, mais de l'établissement industriel qu'il exploitait, en sorte que l'aliénation du personnel, en dehors de la fabrique ou de l'usine, était absolument interdite. En revanche, l'acquisition de terres assurait au nouveau possesseur les titres et les prérogatives de la noblesse. Les industriels, de leur côté, s'obligeaient à fournir annuellement à l'Etat une certaine quantité de leurs produits, à un prix déterminé d'avance et fort modéré. Des faveurs spéciales étaient accordées également aux sociétés ou compagnies. Nous les signalerons en temps et lieu.

Mais si le souverain déférait tant de faveurs aux chefs d'industrie, nationaux ou étrangers indistinctement, il imposait aussi aux manufactures et aux usines, établies ou perfectionnées sous son règne, une réglementation et des devoirs qui étaient la contre-partie des privilèges concédés. Il leur prescrivit, en effet, les procédés techniques,

* Ordonnance de 1724.

l'emploi de certaines matières premières ou l'obligation de ne produire que des types déterminés. Ainsi, pour les toiles provenant de l'industrie domestique, il ordonna, en 1715, de les fabriquer d'une plus grande largeur, afin d'en faciliter l'exportation. Mais les artisans campagnards n'en continuèrent pas moins à les tisser, pour quelque usage que ce fût, selon les anciennes mesures. Le Tsar sévit sévèrement contre les récalcitrants. Il leur accorda cependant un délai d'une année pour satisfaire à cette obligation, à défaut de quoi ils seraient frappés d'une forte amende. Malgré tout, les tisserands ne modifièrent point leur outillage. Alors, il prohiba tout simplement, en 1723, l'exportation de leur marchandise, pour les obliger à lui donner la dimension réglementaire. Il fixa, d'autorité, la forme, la quantité, la qualité, le prix des produits manufacturés et la valeur commerciale des denrées nécessaires. Bien plus, l'Empereur allait donner ses ordres lui-même aux directeurs des fabriques, dont il était le premier intendant, de façon à ne rien abandonner à la fantaisie des entrepreneurs, au concours fortuit des circonstances et même à l'évolution naturelle des choses, sous l'impulsion de l'initiative privée. De cette manière, tout était prévu, calculé et arrêté d'avance.

*
* *

Il eut l'idée, en 1718, de soumettre l'industrie à une étroite surveillance administrative, à une sorte de police des fabriques, et il institua, dans cette intention, le Collège des manufactures, pour lequel un règlement spécial fut publié en date du 3 décembre 1723. Ce Conseil devait surveiller les entreprises de l'industrie et les exciter, imprimer une direction supérieure à leurs intérêts et exercer son autorité avec des pouvoirs très étendus. Il était chargé, en outre, de connaître des affaires de l'industrie manufacturière et de se prononcer sur tous les litiges concernant les fabricants, d'encourager ceux-ci et même de les forcer à fonder de nouvelles entreprises, enfin de leur prêter son appui matériel et moral, par des avis, des privilèges et des avances de fonds.

Le président et les autres membres du collège étaient chargés d'inspecter les établissements industriels deux ou trois fois par an, et ces visites périodiques avaient pour but de « vérifier si le succès répondait aux promesses de l'entrepreneur ». Celui-ci était obligé, en effet, de présenter annuellement une épreuve ou un échantillon des objets fabriqués dans sa manufacture ; après quoi, le Conseil répartissait entre ses membres les tournées de contrôle et en fixait l'ordre. Mais la principale attribution de cette institution était la création de fabriques

dont le but était d'empêcher les matières premières, d'être exportées avant d'avoir été transformées ou apprêtées. Or, il était enjoint au Collège de délivrer sur-le-champ un privilège à toute personne, assez riche pour fonder une manufacture, et de ne contraindre les particuliers à consacrer de grosses sommes à leurs entreprises que dès l'instant où l'on était sûr de la réussite. On devait éviter, d'une part, la tendance au monopole de fait et, de l'autre, la trop grande concurrence, afin que les industries pussent, dans ces deux cas, se développer librement et suffisamment pour satisfaire aux besoins de la nation et à la demande du dehors.

Le Règlement du 3 décembre 1723, combiné avec les dispositions de la Loi organique et des Ordonnances de la même année, se rapporte à cette création de nouvelles fabriques et au perfectionnement des anciennes, à l'ordre intérieur des établissements industriels, aux inventions et découvertes, aux prérogatives attachées à la profession de manufacturier, dont nous avons déjà parlé, et aux apprentis. Les deux Collèges des manufactures et du commerce reçurent l'ordre de travailler de concert au progrès des fabriques, de régler le trafic de telle manière que les marchandises étrangères n'envahissent pas le pays au détriment de l'industrie nationale, et de veiller attentivement à ce

que les choses nécessaires à la production ne fissent jamais défaut *.

Cette nouvelle vie économique, propagée par ces Collèges, devait secouer l'inertie, qui assignait à chaque être un destin inéluctable, communiquer l'esprit d'entreprise et accroître l'énergie productive jusqu'à ce que tout indigène se mît au niveau des exigences nouvelles et du milieu dans lequel il devait vivre désormais. Tous les efforts tentés auparavant ayant été vains, il s'agissait de seconder derechef les industriels dans l'acquisition des matières premières et des machines indispensables, et de les protéger en toute circonstance. Au reste, si ce double secours matériel et moral n'était pas suffisant pour donner le branle, on prendrait des mesures et des dispositions pour obliger les opiniâtres et les paresseux à contribuer, malgré eux, au bien commun de l'Etat **. Les apprêteurs de cuirs, par exemple, seront astreints, dit la Loi, à tanner un certain nombre de peaux de rennes, et les foulons à fabriquer une quantité déterminée de chapeaux. Que s'ils n'apportent pas, avec les produits de leurs fabriques, ceux qu'on leur fixera en plus, la vente des premiers leur sera interdite. Un établissement industriel menaçait-il de décliner ?

* Loi de 1723, art. 1er.
** Loi de 1723, art 2.

En présence de cette situation, à laquelle il était urgent de prévenir le péril, le Collège des manufactures était tenu d'intervenir, sans délai, pour rechercher les causes de cette décadence et y porter remède par tous les moyens en son pouvoir. Il devait encore soutenir les entreprises qui prospéraient, par des prêts, autant que les circonstances l'exigeaient *.

Les nations concurrentes ne souhaitaient guère la grandeur économique de la Russie, car c'eût été de leur part, selon les opinions encore accréditées à cette époque, se désirer du mal à elles-mêmes. Elles voyaient donc, avec dépit, progresser les institutions de Pierre le Grand et cherchaient en conséquence à les contrarier. Aussi, l'Empereur recommanda-t-il aux Collèges des manufactures et du commerce de prendre garde de donner prise à la critique, de faire observer sévèrement la discipline ou le bon ordre à l'intérieur des fabriques et de contribuer avec soin à l'affermissement de celles-ci par toutes les prescriptions utiles à cet effet. Si un maître n'entend pas la partie pour laquelle il s'est engagé, on doit le renvoyer sans éclat ; s'il est au contraire intelligent, on aura à son égard la considération et les prévenances qu'il

* Ordonnances confirmées par le Règlement du 3 décembre 1723.

mérite. A l'expiration du terme convenu entre les parties, s'il veut prolonger le contrat, on s'empressera de le renouveler. Dans le cas contraire, on le citera devant le Collège pour savoir si c'est de son propre mouvement qu'il quitte l'établissement. Sur sa réponse affirmative, on le laissera aller sans difficulté. Mais, s'il se plaint de quelque injustice ou s'il témoigne un mécontement quelconque, le Conseil intentera les poursuites les plus rigoureuses pour lui donner satisfaction, le conserva en l'occupant ailleurs, afin qu'il n'aille pas manifester ses griefs chez les étrangers et décourager par là ceux qui voudraient venir en Russie *. Par contre, les ouvriers qui ne travaillent pas au gré de leurs patrons ou qui résilient leur engagement, en les quittant avant l'échéance du terme, subissent, aux termes de la loi, la peine appliquée, dans l'espèce, aux vagabonds. Des instructions spéciales seront données pour toutes les fabriques importantes, afin que les propriétaires et leurs travailleurs sachent à quoi s'en tenir et que les travaux se fassent en conformité des règlements **.

Pour faciliter l'expansion industrielle, il importait de stimuler l'esprit d'invention et de création,

* Loi de 1723, art. 3.
** Règlement du 3 décembre 1723.

mais il fallait également que la découverte fût connue et encouragée. De là, la disposition suivante : celui qui fera une innovation utile à l'Etat et la présentera au Collège, jouira du tiers ou du quart des bénéfices de son invention *. Dans la teinturerie, en particulier, il est nécessaire d'expérimenter les plantes indigènes et d'en acclimater le plus possible d'exotiques, et quant aux matières premières en général que l'on tire du dehors, il faut en découvrir et en produire de pareilles sur toute l'étendue de l'Empire.

Pour exciter l'émulation chez ses sujets, Pierre le Grand avait concédé, à l'origine, des droits et des privilèges, réservés exclusivement, à la profession de manufacturier. Il renouvela ces anciennes prérogatives en faveur des nouvelles fabriques qu'il voulait encourager, mais il assujettit « aux impôts communs » toutes celles qui existaient alors et qui prospéraient depuis plusieurs années. C'était justice. Il stipula, toutefois, une réserve au profit des ouvriers-compagnons qui s'étaient fait inscrire comme tels, bien qu'ils n'eussent aucune part aux bénéfices : ceux-là, est-il dit, jouiront de l'exonération des contributions, accordée aux propriétaires de manufactures **. Les produits qui sortaient

* Loi de 1723, art. 4.

** Ordonnances confirmées par le Règlement du 3 décembre 1723.

de ces dernières étaient exempts des droits de vente et d'exportation, pendant quelques années, à compter de la fondation de chaque fabrique.

Le Tsar considérait l'apprentissage comme la clé de voûte de l'organisation industrielle. Il décida, en conséquence, que des apprentis de nationalité russe seraient « entretenus dans toutes les fabriques et manufactures » de l'Empire, et il réglementa le contrat de leur éducation professionnelle. Théodore Saltykov lui avait conseillé de fixer la durée de l'apprentissage à « sept années, comme en Angleterre » et de faire subir, au bout de ce temps, un examen de stage aux bénéficiaires de cette instruction. L'épreuve, une fois validée, à la mairie et en présence de contremaîtres, serait sanctionnée par un certificat, délivré contre paiement d'un droit *. L'Oukase du 27 avril 1722, sur les corporations de métiers, réalisa cette proposition. Les entrepreneurs étaient obligés de veiller scrupuleusement à l'éducation professionnelle des apprentis dont ils avaient la charge. Ceux-ci, de leur côté, étaient tenus de rester dans la fabrique ou la manufacture jusqu'à l'expiration du terme légal, c'est-à-dire pendant sept ans. En cas de départ inopiné, nul ne pouvait recevoir ou tenir caché un fugitif, sous peine d'une amende de cent roubles

* Saltykov : *Mémoire* cité *suprà*.

par année et durant tout le temps qu'on lui aurait donné asile. Le Sénat devait procéder à des enquêtes, prendre connaissance des manufactures et présenter annuellement deux rapports à l'Empereur *.

* * *

Bon gré mal gré, tout le monde était engagé à faire partie intégrante de la nouvelle organisation économique, et à mettre en valeur les forces productives nationales. D'autant plus que la Couronne entendait rompre définitivement, à cette époque, avec le système du monopole qui, d'ailleurs, n'avait été introduit que temporairement dans le pays. Il a été dit plus haut que, dans la pensée du Monarque, les établissements modèles n'étaient que d'une façon exceptionnelle au compte du Trésor public. Désormais, l'Etat eut en vue deux choses : premièrement libérer le fisc des dépenses occasionnées par la création de manufactures ; secondement décider ou contraindre les Russes à s'occuper d'entreprises industrielles. Un manifeste, joint au règlement du Collège des manufactures, en faisait la déclaration et appelait, en conséquence, les particuliers à se substituer au gouvernement pour exploiter, à des

* Ordonnance de 1724.

conditions avantageuses, les établissements industriels de toute nature créés par lui.

L'initiative privée resta toujours insuffisante, car le pays manquait à la fois d'entrepreneurs capables et de l'outillage nécessaire, et l'inertie était encore trop répandue parmi un peuple, dont les préjugés avaient même insensibilisé son apathie. Les prêts consentis par l'Etat n'étaient, en outre, ni assez fréquents ni assez forts pour permettre aux bénéficiaires d'entreprendre avec succès aucun genre d'industrie productive. De sorte que, sans la possession en propre d'un capital, antérieurement accumulé et destiné à servir d'instrument de production, il était impossible de réaliser les vœux ou d'exécuter les ordres du Tsar. La preuve en est qu'il n'y a de place, dans la société industrielle d'alors, que pour les étrangers et les capitalistes. Les premiers avaient déjà été invités, par un manifeste de l'année 1701, répandu en Allemagne, à venir chercher en Russie une rémunération honnête et des récompenses.

Une autre déclaration du 16 avril 1702, publiée en Occident, garantissait aux entrepreneurs et ouvriers, qui se rendraient en Moscovie, la pleine liberté de leur culte. Le collège des manufactures et des mines était chargé de faire savoir, dans les pays étrangers, qu'il était permis à tous et à chacun d'entrer dans l'Empire des Tsars, et d'y installer

des fabriques avec la certitude de jouir de privilèges divers. On leur garantissait, en effet, les avantages suivants : *a)* la liberté de quitter le territoire russe avec tous leurs biens quand ils le désireraient ; *b)* l'exemption de tous droits de vente sur les produits manufacturés ; *c)* le droit d'importer du dehors les matières et les instruments dont ils auraient besoin, sans payer aucune taxe de douane ; *d)* le logement gratuit à leur arrivée et pendant un certain nombre d'années ; *e)* le privilège d'être exempts d'impôts et du logement des troupes en marche, comme aussi de ne ressortir d'aucun autre tribunal que du Collège des manufactures ; *f)* de la part du trésor impérial, des avances de fonds durant quelques années, pour faciliter l'établissement des fabriques. Dans l'incertitude ou par prudence, les intéressés pouvaient, avant de se mettre en route, écrire au Collège des manufactures pour lui faire des propositions et attendre sa réponse.

Quant aux capitalistes, ils appartenaient à la classe des marchands qui s'étaient enrichis, à une époque antérieure, par leur activité ou leur bonne fortune. Pour les nobles, les préjugés, les dispositions morales et les habitudes économiques surtout les empêchaient, en général, d'entrer dans la voie nouvelle qui s'ouvrait. Il se trouva cependant, parmi eux, des gens avisés qui s'adonnèrent aux entreprises industrielles, en vue d'augmenter

leurs ressources, et qui se confondirent avec les fabricants de profession. Mais de cette dernière catégorie, en dehors de parvenus comme le baron Chafirov et le Prince Menchikov, on ne connaît guère que le baron Stroganov, le grand amiral Apraxime et le conseiller privé Tolstoï.

Au reste, le montant de la richesse publique était trop peu élevé et par suite le prix de l'argent trop exagéré pour que l'on pût façonner, en fait, l'industrie manufacturière sur le plan tracé par Pierre le Grand. Citons quelques exemples. L'établissement d'une soierie revenait à plus de deux millions de francs. Il en est une qui avait occasionné 88.000 roubles de frais. Celle de soie et d'étoffes d'or et d'argent de toute sorte, installée par Chafirov, à Pétersbourg, coûta à son fondateur 57.830 roubles et il dut former, en 1717, une société en participation, au capital de 23.000 roubles, pour mettre en activité sa manufacture. Les fabricants de toiles, Tamès et Gontcharov, engagèrent dans leurs entreprises respectives, l'un 46.700 roubles, l'autre, 142.000. La fabrique d'aiguilles de Tomiline et Rumine * exigea une mise de fonds de 33.000 roubles. Ces gros capitalistes fournissaient donc à leurs ouvriers les sommes qui leur étaient indispensables pour produire.

* En russe, *Rioumin*.

Mais, étant donné la situation précaire de la masse et par conséquent la faible demande des articles destinés à la consommation, l'emploi de ces capitaux imposait un sacrifice immédiat, dont la rémunération était ajournée et toujours aléatoire. Aussi, la production manufacturière ne se multipliait-elle que par ordre impérial et elle ne pouvait de même se soutenir que par les commandes de la Couronne. Dans ces conditions, les riches qui possédaient le capital ne s'en dessaisissaient qu'à un prix maximum, vu le petit nombre des prêteurs, et les autres dérobaient leur fortune à la circulation.

Le souverain moscovite s'aperçut bien vite que si tout le capital n'était pas employé, la production resterait stérile. Or, il voulut s'assurer le concours de cette richesse préexistante et lui donner un emploi productif. Il décréta que tous les industriels devaient déclarer leur fortune aux agents du fisc et que la thésaurisation était interdite à tous ses sujets, sous peine de confiscation des sommes cachées au profit du délateur pour un tiers et du gouvernement pour le reste. Mais, ce fut en vain. L'on continua, comme toujours, à soustraire le pécule à la circulation et à faire de fausses déclarations de fortune. On connaît, par exemple, des gens très riches qui avaient accusé un revenu de 2.000 à 3.000 roubles et qui possédaient, en

réalité, d'après une enquête de l'époque, un capital qui équivaudrait aujourd'hui à 700.000 roubles.

*
* *

N'ayant pas réussi à généraliser les services économiques qu'il attendait des individus isolés, Pierre Ier revint alors à son ancienne idée qui avait tant effrayé, à la fin du siècle passé, les pays d'Europe avec lesquels il trafiquait : celle d'appliquer à l'industrie nationale un mode d'entreprise par association. Effectivement, une ordonnance de l'an 1724 recommande, pour fournir aux manufacturiers des capitaux en quantité suffisante, l'organisation de Compagnies, constituées sous la forme de sociétés par actions et caractérisées par des parts de propriété de même nature que celles de la Compagnie des Indes Orientales. Et, comme la forme nouvelle d'association qui se faisait jour ne serait pas en faveur dans le corps des marchands, les fondateurs devaient agir avec circonspection, de manière à attirer, peu à peu, des souscripteurs.

Aux yeux des capitalistes russes, une tentative de ce genre n'était point sans danger, eu égard à la mise en œuvre de l'outillage, du personnel et du capital considérable qu'elle nécessitait. Or, quelque familière que leur fût, depuis fort longtemps, l'association des personnes ou des capitaux, ils ne

voyaient dans celle que l'édit signalait à l'attention des intéressés qu'une affaire suspecte, aussi redoutable pour eux que l'est pour nous une *société léonine*.

De ce côté, la routine et les préjugés réduisirent à rien, ou à presque rien, l'action du gouvernement. Il n'y eut que très peu d'entreprises individuelles qui se transformèrent en sociétés. On peut, toutefois, en citer quelques-unes dont l'objet, l'apport social et les privilèges sont connus : les manufactures de toiles d'André Tourtchaninov et Cie, de Tourka et Cie, de Tamès et Cie ; les fabriques de toiles à voiles de Kvatlivy et Cie, à Orel et dans le district de Riazan ; les soieries de Soukhanov et Cie, à Kazan et à Astrakhan, d'Apraxine, Chafirov et Pierre Tolstoï ; l'usine de sucre de Testov et Cie ; celle d'aiguilles de Tomiline et Rumine ; les tanneries de Tchégoline et Cie, du magistrat Issaiev et Cie, à Pétersbourg ; la draperie d'Alexandrov et Cie.

Pour le tissage des toiles, le capital de fondation de Tamès et consorts resta sans augmentation. On leur accordait, en 1720, un privilège pendant trente ans, à la condition d'augmenter, si possible, le nombre des métiers jusqu'à cinq cents, de fabriquer des marchandises équivalentes à celles de l'étranger et de tenir la manufacture en bon état. Ils devaient, de plus, engager — par des contrats

librement débattus — des maîtres du dehors, en choisir aussi dans le pays, parmi les affranchis, ainsi que des apprentis et des ouvriers, leur assurer un juste salaire, garder les uns sept ans comme apprentis, les autres trois ans comme contremaîtres, et leur délivrer un certificat de fin de stage. Les sociétaires étaient libérés de tout service et autres obligations civiles ou militaires, et justiciables seulement — hormis les causes criminelles — par devant la juridiction du Collège des manufactures. Les associés Apraxine, Chafirov et Tolstoï bénéficièrent d'un privilège de cinquante années, sans payer de droits sur la vente de leurs soieries, et reçurent à Saint-Pétersbourg des maisons et des logements pour leurs ouvriers. La toilerie impériale fut cédée, en 1711, à Tourka et C^ie^, avec un droit de fabrication, durant trente ans, et la jouissance du territoire de Kokhma, appartenant à l'évêque de Souzdal. La Couronne avança à des négociants en draps une somme de 30.000 roubles, pour trois années et sans intérêts à partir de 1720, et fournit les matériaux ou les instruments nécessaires et les bâtiments qui avaient servi jusqu'alors à la manufacture impériale Le capital, sur lequel la Compagnie prélevait un bénéfice de 10 pour cent, était remboursable en fournitures de draps, étamines et autres étoffes de laine, à l'usage de l'armée. Cette société était encore exempte, pendant cinq

ans, de toute taxe sur les ventes faites à des marchands détaillants. Les cinq négociants les « plus distingués de Moscou », qui avaient entrepris, en l'année 1721, sur un ordre exprès du Tsar, la fabrication de la soie dans l'ancienne manufacture de Saint-Pétersbourg, en établirent une seconde dans leur propre ville et furent autorisés à l'installer dans les vastes bâtiments du vieil hôtel des Ambassadeurs. Pour la préparation des cuirs, Tchégoline et C^ie^ reçurent du Trésor public, en 1720, une subvention de 20.000 roubles. Les fabricants d'aiguilles Tomiline et Rumine eurent un privilège de trente ans, mais avec défense d'exporter leurs produits.

* * *

Ce ne fut pas seulement le système des contrats, portant octroi de privilèges, que le souverain développa ; il se servit également des prohibitions comme d'un instrument de direction économique. Outre celles que nous avons déjà mentionnées, il prit, à une époque où les conflits belliqueux troublaient ses Etats presque sans relâche, une mesure énergique afin de diminuer le luxe et de laisser à l'industrie nationale le temps de se débrouiller. A la fin de l'année 1717, en effet, il fit interdire l'importation des tissus précieux, tant que la guerre sévirait, et l'emploi d'étoffes d'or et d'argent,

Il sanctionna cette défense en ordonnant de porter des vêtements usagés, de n'en pas confectionner de nouveaux sous peine d'une forte amende, et de n'employer que des étoffes de soie de Chine, de Perse, de Sibérie et des manufactures nationales. C'est qu'à ce moment-là, Pierre le Grand se sentait plus que jamais comptable de la félicité de son peuple : il avait conscience du devoir catégorique de ne pas laisser détourner vers la satisfaction d'un besoin superflu une grosse part de l'actif disponible qui était nécessaire à l'existence de l'Empire. Quant au développement de l'industrie nationale, l'interdiction d'importer des soiries, autres que celles indiquées, fut renouvelée en faveur de la Compagnie Apraxine, Chafirov et Tolstoï et, avec autorisation, au profit des négociants hollandais Tamès et Borst. Il ne devait être permis à personne, au bout de deux années, c'est-à-dire à partir de 1721, d'introduire en Russie des étoffes de soie étrangère et, dans l'intervalle, il ne pourrait pas y en entrer pour une somme supérieure à 100.000 roubles. La liberté d'exporter la grosse toile fut octroyée, en 1720, mais la toile étroite devait rester dans le pays. Enfin, les Suédois faits prisonniers pouvaient constituer des sociétés d'entreprise ou entrer dans celles qui existaient, et établir des fabriques, afin que d'une façon ou de l'autre ils fussent non pas à charge, mais utiles à l'Etat.

Nous ne savons rien des éléments essentiels du contrat, des conditions de la constitution de ces Compagnies, de leur fonctionnement ni de leurs organes. Il faut bien pourtant qu'il y ait eu quelqu'un pour les diriger, pour les administrer, pour les représenter et ce quelqu'un ne pouvait être qu'un mandataire ou un fondé de pouvoir, responsable apparemment envers la société ou envers ses créanciers. D'ailleurs, si l'acte d'organisation de la Compagnie des Indes orientales, dont Pierre le Grand avait certainement étudié les rouages, devait servir d'exemple sur un point, il est bien permis de supposer que plusieurs de ses dispositions servirent de modèle aux clauses du contrat intervenu entre les associés russes.

Il fallut cependant que les capitalistes créassent, de gré ou de force, des sociétés industrielles. Le Tsar les y obligea ; mais il accorda, en même temps, comme nous l'avons vu pour des cas particuliers, des subventions proportionnées à l'importance qu'il attachait aux diverses branches de l'industrie manufacturière ; ainsi à la fabrication de la soie, 45.672 roubles ; à d'autres 30.000, 15.000 et ainsi de suite. En outre, il chargea la caisse de l'Etat de la surveillance des Compagnies, du contrôle de leur situation financière, actif et passif, de la vérification de leurs actes de gestion et de la rentrée des intérêts qu'elles devaient au fisc. De

plus, aucune modification ne pouvait être apportée à l'organisation ou au fonctionnement des sociétés sans l'assentiment de l'autorité compétente. On ne négligea aucun des menus détails dont dépendait l'issue heureuse de cette grande affaire. Et pourtant il arriva que tout réussit d'une manière surprenante, mais contraire aux intérêts de l'Etat. L'assistance pécuniaire accordée grossissait les dépenses du Trésor sans aucune compensation et les entrepreneurs, qui s'étaient substitués à la Couronne pour l'exploitation des fabriques, négligeaient de s'acquitter de leurs redevances.

CHAPITRE VI

L'ÉCONOMIE RURALE

La révolution manufacturière accomplie par le monarque moscovite n'aurait fait éprouver à tout autre que lui que des désillusions. Le grand homme ne s'en émut point, et pour centraliser encore plus étroitement entre ses mains la direction économique de son pays, il suivit une politique à peu près pareille à l'égard de l'économie rurale.

Sans doute, Pierre le Grand était industrialiste avant tout. Mais comme il y a harmonie entre les diverses branches de la production, l'épanouissement de l'industrie manufacturière ne pouvait être maintenu et se perpétuer que par l'action indirecte de l'industrie agricole. Or, il conçut fort bien qu'il n'y a pas de progrès industriel durable ni même possible sans un développement parallèle de l'économie rurale. Seulement, il ne sembla

s'intéresser à celle-ci qu'autant qu'elle pouvait satisfaire aux besoins des manufactures. Ce qui revient à dire que l'agriculture fut, sinon sacrifiée, du moins fortement négligée. Assurément, il était bien moins facile de modifier le régime agricole que celui de l'industrie. L'attachement aux vieilles idées, aux habitudes invétérées, aux usages et aux procédés plusieurs fois séculaires, la paresse d'esprit et de corps pesaient plus lourdement sur les cultivateurs que sur les artisans. Le Tsar tenta néanmoins d'inaugurer une ère nouvelle pour l'économie rurale.

De retour de son voyage à l'étranger, dit un auteur très compétent en la matière, il s'efforça de vérifier, par des lois et des encouragements, cette branche si importante de l'activité nationale. Il tenta de faire employer, pour les semailles, de meilleures espèces de graines. Il voulut qu'on donnât de l'engrais aux champs, qu'on perfectionnât les instruments, qu'on s'occupât de cultures nouvelles inconnues jusqu'alors dans le pays, qu'on améliorât la race des animaux domestiques, et que la grande masse des paysans fut rendue à la charrue *. Il essaya donc d'appliquer à la Russie ce qu'il avait vu, de 1697 à 1698, de la technique agricole occidentale.

* Storch : *Der Bauernstand in Russland.*

Et ce ne fut pas seulement en stimulant, mais encore en frappant, qu'il introduisit ses réformes rurales, sans s'inquiéter de l'aptitude du peuple à subir cette nouvelle transformation. Ainsi, une loi ordonna que le blé ne serait plus coupé à la serpe, mais à la faucille. Et il montrait, outil en main, comment on devait s'y prendre. Cet ordre était sanctionné par des peines si rigoureuses qu'elles auraient dû enlever, à ses propres paysans, toute velléité de retour à la méthode qu'ils avaient héritée de leurs aïeux. L'Empereur choisissait les semences des céréales qu'il croyait les plus convenables à la nourriture de l'homme et du bétail. Pour défricher des terres, à l'intérieur du pays, et apprendre ce travail aux habitants de certaines contrées, il y fit conduire « sur des traîneaux, six mille personnes de Narva et de Dorpat », après quoi il fut permis à plusieurs d'entre elles d'aller à Pétersbourg ou de regagner leur patrie. Il enseigna à ses sujets à cultiver la pomme de terre, à fabriquer du beurre et fit venir de Hollande des femmes pour baratter le lait. Il appela aussi de ce même pays, des gens dont les métiers étaient étrangers à ses sujets, des vanniers, des brasseurs, des chasseurs de rats et d'autres pour hacher la paille. Il se fit envoyer aussi un vaisseau, chargé de chats hollandais et d'une belle orangerie, qui

tomba malheureusement entre les mains des corsaires suédois *.

Pierre le Grand donna, dès 1706, de l'extension à l'élevage des moutons dans les gouvernements de Kharkov, de Poltava, d'Ekathérinoslav, afin d'en retirer la quantité de laine qui devait alimenter les manufactures de draps. Il fit venir de Pologne, de Saxe et de Silésie de nombreux troupeaux et des bergers habiles pour obtenir de meilleures laines. En 1716, le capitaine Norov fut envoyé à l'étranger pour y engager des éleveurs de moutons et des drapiers. Un peu plus tard, le Tsar écrivait en marge d'un rapport : « Il faut expédier à Roumiantsov, en Ukraine, l'ordre d'échanger les bœufs qu'il pourra tirer de sa province contre des brebis et des moutons, et d'envoyer quelqu'un à l'étranger pour y apprendre les soins à donner à cette sorte d'animaux, comment on les tond et comment on en apprête la laine ». Il arriva vingt tondeurs de Silésie qui se rendirent à Kazan pour instruire les Russes dans leur art de couper la laine et d'élever les brebis. On améliora l'espèce ovine, celle de la race Kirghize, au Sud, très abondante en suif et celle connue sous le nom de race Romanov, dans le gouvernement de Iaroslav, dont la laine servait à fabriquer des draps grossiers et des feutres.

* Galitsine : *Op. cité.*

Dans son ardeur à créer des manufactures de draps, l'Empereur avait soulevé, on s'en souvient, une question des laines. Le Collège avait demandé à Bagret, directeur de la tapisserie de haute lisse de Saint-Pétersbourg, s'il pouvait employer, pour les Gobelins, des laines indigènes, et on lui présenta des échantillons de toutes celles qui existaient. Bagret déclara que l'article de Kiev était utilisable pour l'apprentissage des élèves, mais que s'il était plus soigneusement filé, il pourrait fort bien servir aux contremaîtres. Les échantillons, qui avaient été soumis à l'examen de la Cour des manufactures et provenant également de Kiev, furent trouvés inférieurs à ceux de Iaroslav. Le Tsar Pierre imagina, sinon une solution, du moins un expédient adroit : d'après lui, toute la laine qui ne convenait pas à la fabrication des étoffes ou des tapis devait être utilisée à la confection de coiffures pour les matelots. Quant à la quantité, il y avait dans les bergeries de la Couronne, au gouvernement d'Azov, 10.080 moutons et seulement trois éleveurs de Silésie et le district de Iaroslav, au dire du marchand Kaminsky, ne disposait que de 52 pouds, 28 livres de laine.

Le souverain fit sélectionner de nouvelles races d'animaux domestiques et acclimater, dans le gouvernement d'Arkhangel, riche en gras pâturages, des vaches de Suffolk et des taureaux importés du

Tyrol. Il encouragea les habitants de la Petite Russie à entretenir des troupeaux plus nombreux et envoya de jeunes Russes en Silésie pour y apprendre les procédés de l'élevage et acheter du bétail. Au cours d'un voyage à Voronège et à Azov, il ordonna d'établir un haras dans les steppes de Kharkov. Il voulait se soustraire à l'exploitation des Tartares de Crimée, marchands de chevaux. En 1712, un oukase adressé au Sénat créait des haras dans les gouvernements de Kazan, d'Azov et de Kiev. On devait acheter, pour la reproduction, des juments et des poulains, soit en Silésie, soit en Prusse. Pendant ce temps, il expédiait des chevaux d'Esthonie et de Finlande vers les parages de Perm.

Il introduisit la vigne dans le pays des Cosaques du Don et développa la culture des cépages persans et hongrois, aux environs de Derbent. Et ceci, non pas pour en tirer du vin d'abord, mais du vinaigre destiné à remplacer celui qu'on importait de l'étranger. Il y croissait des raisins rouges et blancs, très gros et fort bons, ainsi que des pastèques, que l'on transportait, en grande quantité, à Moscou. Cette nouvelle exploitation pouvait devenir très lucrative, si des viticulteurs voulaient bien s'en occuper. Dans ce but, le Tsar pria en 1706 un marchand anglais, établi à Moscou, Henry Stiles, de mander de son pays une douzaine de personnes,

sachant planter la vigne et faire du vin, pour les établir à Astrakhan. Le père de Stiles répondit de Londres qu'il s'était adressé à ses correspondants, en Espagne et au Portugal, mais qu'il n'y avait personne qui voulût se rendre dans une ville où sévissaient des révoltes, à moins que l'on assurât auparavant une forte garantie contre les dangers à courir et des avantages très considérables. Le projet de Pierre le Grand n'aboutit pas.

Tantôt il conseillait, tantôt il ordonnait de prendre soin de certaines plantes textiles, telles que le jute, le lin et le chanvre, et de s'occuper des arbres qui nourrissent le ver à soie. A l'égard des premières qui étaient très demandées et en passe de devenir, un jour, la branche principale du commerce, il enjoignit à ses sujets, en 1715, d'en étendre la culture dans toutes les provinces de l'Empire et réglementa, en même temps, les soins à leur donner. C'était, à la fois, mettre en valeur des terrains inoccupés, qui s'étendaient sur de vastes superficies et très propres à cette culture, et encourager le peuple à une production pour laquelle aucun pays ne pût rivaliser avec le sien.

Nous avons vu que le tabac était importé en Russie par la Compagnie anglaise, dite du Marquis de Carmarthen, et que cette Société en eut le monopole. Mais, comme ses opérations n'étaient pas du tout lucratives, elle en cessa le commerce en

l'année 1705, et Menchikov se substitua à elle pour une somme de 200.000 roubles, au profit du fisc. Le peuple avait fait, au début du siècle, un si grand abus de ce stupéfiant que le patriarche défendit, de nouveau, l'usage de cette « chose souillée et profane ». Le Tsar pensa, au contraire, qu'on pouvait user de cette « chose impure » sans pécher et la fit cultiver dans le sud, vers 1717. Quelques années après, le 7 avril 1723, le gouvernement déclara que le trafic et la vente de cette denrée étaient désormais, entièrement libres et il la frappa d'un droit. Cependant, le Sénat, craignant que la manufacture impériale d'Akhtyrka, dans l'Ukraine, ne fît de mauvaises affaires, garda cette fabrique à son compte.

Pierre le Grand fut enfin forestier et nul plus que lui ne comprit toute l'utilité des forêts. Il en réglementa l'exploitation, la police et la conservation et s'acharna surtout à empêcher le déboisement. Défense fut faite de couper le bois de construction, et cette prohibition alla même jusqu'à interdire d'enterrer les morts dans des cercueils en chêne. Il saisit ceux que les menuisiers avaient déjà fabriqués, les fit vendre par les monastères, au profit de l'Etat, quatre fois plus cher qu'ils ne coûtaient et ne permit pas d'en fabriquer d'autres de ce même bois. Un oukase du 9 février 1720 décrète, contre le moindre manquement, des peines

qui peuvent nous paraître aujourd'hui disproportionnées et humiliantes, mais que le Tsar jugeait nécessaires : sur les bords de la Néva et du golfe de Finlande, à une petite distance de Saint-Pétersbourg, des piloris étaient dressés, de cinq verstes en cinq verstes, en vue d'y accrocher les dépradateurs. Dans la capitale même, un dixième des délinquants qui avaient abattu des arbres furent pendus et les autres corrigés à coups de verges.

* * *

Mais à quelque heureuse fin que tendissent l'énergie, l'habileté et la bonne volonté de Pierre le Grand pour faire échec à l'inertie, aux mauvaises dispositions de ses sujets et à leur peu de souci de la probité, ses conseils, ses leçons et ses mesures n'en restèrent pas moins sans effet appréciable. Les progrès ne se manifestèrent en effet ni par l'amélioration des méthodes de culture, ni par la grande extension donnée à la production des plantes textiles ou des céréales, pas plus que par l'outillage agricole. L'élevage et l'amélioration des diverses races du bétail ne reçurent pas la vive impulsion que désirait le monarque. Il voulait que de tous les côtés on fît des efforts pour créer des fermes, perfectionner les instruments aratoires, étendre et augmenter la productivité du sol,

accroître le bétail et en sélectionner les espèces, avec tout l'intérêt que comporte ce genre de travail. L'agriculture resta malgré lui ce qu'elle fut toujours et continua à pourvoir seulement à tous les besoins du cultivateur, du propriétaire foncier et à ceux de leur famille. D'ailleurs comme l'importance économique de la nation est fondée sur une activité industrielle et commerciale indispensable, qui exige toute l'attention du gouvernement, l'économie rurale — quelque estimée qu'elle fût — passa au second plan. Ici encore, les facteurs qui concoururent à ce manque de prospérité furent le défaut d'énergie, d'intérêt, d'esprit d'entreprise, de capital et d'engouement pour les réformes proposées ou imposées. Le mauvais état des routes ou même l'absence de voies de communication et de débouchés quelque peu étendus rendaient aussi, sinon impossible, du moins très difficile et fort onéreuse, la productivité rurale. D'ailleurs, il s'agissait avant tout de satisfaire à des besoins immédiats. Ainsi le gouvernement faisait élever le mouton pour sa laine seule, produit qui nous paraît secondaire aujourd'hui, mais qui était capital à cette époque.

Pour toutes ces raisons, l'agriculture resta restreinte et pratiquée comme moyen de subsistance pour les familles plutôt que comme source de richesse publique. Le seul résultat efficace du

mouvement régénérateur de la vie économique que le souverain tirait du néant fut, ici encore, la mise en valeur des forces productives nationales pour l'industrie agricole à venir.

CHAPITRE VII

L'ÉCONOMIE COMMERCIALE

Toutes les entreprises tentées dans le pays, devaient assurer la grandeur économique de l'Empire et faciliter la production et la consommation intérieures. Il restait, pour parachever l'œuvre d'après les principes mercantilistes de son auteur, à étendre le champ d'exportation des produits au dehors. Or, le rapprochement de la Russie vers l'Occident était beaucoup trop faible et trop lent, au gré du monarque. Moscou lui paraissait inféodée à l'excès aux idées réactionnaires et cléricales et avait, en outre, le grave inconvénient d'être trop éloignée de l'Europe. D'ailleurs le dédain que le Tsar avait conçu pour cette ville était si grand qu'il alla même jusqu'à interdire que l'on y réparât les maisons ou que l'on y en bâtit de nouvelles et ne rapporta cette défense qu'au bout de vingt années.

Ces raisons l'engagèrent donc à fonder une nouvelle capitale, que l'on vit surgir tout d'un coup, en 1703, après cinq mois de travaux, et qu'il baptisa d'un nom étranger : la ville de Pierre. Dans ce moment même, il fit notifier, par ses ambassadeurs près des cours étrangères, la fondation de sa nouvelle résidence et priait, en même temps, les autorités de chaque pays de répandre cet avis, parmi les trafiquants, en leur assurant que les navires qui aborderaient à ce port seraient protégés par l'Etat russe. Il comptait que les deux nations qui lui paraissait tout particulièrement intéressées à cette création, l'Angleterre et la Hollande, fréquenteraient sa ville d'elles-mêmes et sans préliminaires. Mais le souverain désirait surtout y attirer des vaisseaux méditerranéens, et il envoya, dans cette intention, le comte Matvéiev à Paris, en 1706, pour signer un traité avec Louis XIV, qui n'y consentit point. Six ans après, son consul à Gênes, le comte Caretti *, fut chargé de conclure un arrangement avec cette ville, dans lequel il était stipulé que les trois premiers bâtiments de la Méditerranée, qui arriveraient à Pétersbourg, seraient exempts de tous droits. Menchikov, gouverneur de la nouvelle capitale, traita avec Dantzig, Lubeck,

* Ou Capponi, auquel Pierre le Grand fit don de cinq tableaux de l'art russe du XIIe siècle, conservés au Vatican.

Brême et Hambourg et les favorisa d'une réduction égale à la moitié de la taxe à laquelle étaient assujettis les navires des autres ports d'Europe.

Pétersbourg était à peine fondé, qu'un vaisseau hollandais, chargé de vin, d'eau-de-vie, de sel et autres marchandises, y vint trafiquer. Le capitaine fut admis à la table de Pierre le Grand et reçut un don de 500 ducats avec l'assurance que le deuxième bâtiment qui aborderait au port en toucherait 300, le troisième 150, et l'équipage une gratification en proportion. On distribua aussi 30 dixthalers à chaque matelot et on acheta toute la cargaison. Ce même capitaine revint à plusieurs reprises et appela son vaisseau « Ville de Saint-Pétersbourg ». Des franchises spéciales et une nouvelle somme de 100 roubles lui furent accordées *. Dès lors, la position de la ville et ses relations avec l'Occident lui donnèrent une importance de premier ordre. Bientôt, le port d'Arkhangel perdit de son prestige économique, tandis que la capitale et les principaux centres annexes du littoral de la Baltique en gagnèrent. Par exemple, alors qu'en 1703, 113 navires marchands arrivaient à Arkhangel et un seul à Pétersbourg, onze ans plus tard, 16 entraient dans le nouveau port ; l'année suivante, 53 ; cinq ans après, 75 ; en 1722, 119 et vers la fin du règne de

* *Gazette de Moscou* du 15 décembre 1703.

Pierre le Grand, en 1724, des 453 vaisseaux à destination de la Russie, 180 abordèrent à la jeune capitale.

Il ne s'était pas écoulé une décade d'années que déjà le port était fréquenté régulièrement. Au commencement du siècle, l'exportation des marchandises n'atteignait que 1 million 1/3 de roubles et l'importation 150.000 environ ; en 1725, la première, qui était passée à 2 millions 2/3 de roubles, se liquidait par un solde créditeur de 1 million sur la valeur totale de la seconde. De 1710 à 1718, les sorties de marchandises par Arkhangel avaient haussé de 1 million de roubles et les entrées de 458.000. Cette dernière année, Saint-Pétersbourg exporta pour 2.685.902 roubles de produits et en importa pour 218.049. Enfin, en 1726, l'exportation par l'ancien port de la mer Blanche ne donna plus que 185.387 roubles et l'importation 35.836 contre un chiffre d'affaires de 3.953.120 roubles, pour le nouveau port de la Néva (2.403.423 en sorties et 1.549.697 en entrées de marchandises). Les droits d'importation payés à la douane d'Arkhangel sont plus explicites encore. En 1721, les trafiquants étrangers en acquittèrent pour la somme de 139.421 rixthalers et, en 1724, pour 21.713 seulement, soit une diminution de 117.708 rixthalers ou 58.854 roubles. Les autres ports de la Baltique reçurent également un plus grand nombre de vaisseaux

marchands : Narva, 115 en 1724 et 170 en 1725; Riga, 303 et 386 dans ces mêmes années; Réval subit une déchéance, mais Vibourg passe de 28 navires à 72 *. Malgré tout, la construction de Pétersbourg avait porté un coup décisif au commerce de ces provinces en général, et de la Suède en particulier.

Ainsi l'effort accompli, pendant une quinzaine d'années, par le fondateur de la nouvelle ville impériale apparaît définitif. Mais il faut voir comment et par quels moyens il atteignit si rapidement le but de cette politique économique qu'on regarde comme un « coup de génie ».

*
* *

Pour multiplier les échanges, Pierre Ier voulait faire de Pétersbourg le centre des communications entre la Russie et l'Europe — en particulier avec

* Soloviev : *Histoire de la Russie.* Les données de cet auteur pour les ports de Pétersbourg et d'Arkhangel sont les suivantes : le premier aurait eu, en 1724, 240 navires et 10.723 roubles de taxes; en 1725, 242 vaisseaux marchands et une augmentation de 6.959 roubles de droits; le second serait tombé de 22 à 4 navires et de 1.122 à 217 roubles de taxes, de l'une à l'autre de ces deux années. D'après un document officiel du Ministère des Finances, les recettes des douanes auraient été, en 1724, de 175.417 roubles à Pétersbourg et de 967 à Arkhangel.

la Hollande et l'Angleterre — et le débouché commun de toutes les productions de l'intérieur du pays. Or, pour réaliser cette double fin, toutes ses mesures devaient tendre à ruiner le port d'Arkhangel, où se rencontraient les marchands indigènes et les étrangers ; où se trouvaient également les dépôts et les magasins de marchandises exotiques et nationales. Il s'agissait de transplanter les uns et les autres dans sa nouvelle résidence. A la vérité, la difficulté était si grande et si désagréable au public qu'elle ne commença à être surmontée qu'au bout de sept ans. Qu'était Pétersbourg à cette époque ? Le capitaine et les hommes de l'équipage de la galiote hollandaise chargée de marchandises, qui avait pénétré dans le port de la Néva, en novembre 1703, n'y avaient trouvé, au milieu des eaux croupissantes et d'une sombre verdure, quoique l'automne de cette année-là fût exceptionnellement beau, que quelques pauvres cabanes de pêcheurs ou des huttes de paysans abandonnées, une forteresse, une église et des maisonnettes en construction. Quelques années plus tard, il y avait un temple protestant, un bazar, une auberge d'une grande réputation, celle des *Quatre Frégates*, et d'autres demeures. Mais le souvenir de ce qu'en avaient raconté les visiteurs de la première heure s'était si fortement gravé dans l'esprit des négociants d'Arkhangel, qu'ils ne pouvaient se résoudre à émigrer

dans ce lieu inhospitalier, où il était très difficile d'aborder sans risquer des pertes de toute espèce, la vie, le temps et l'argent, et où la bourbe des marais repoussait, par ses exhalaisons meurtrières, les habitants qui y étaient appelés par les ordres du Tsar.

Les Européens, établis dans le port de la mer Blanche, furent les premiers à opposer des objections au dessein du monarque. D'abord — outre les considérations judicieuses que nous venons de dire — il faisait cher vivre à Pétersbourg. Tout ce qui servait à l'entretien de l'existence y était d'un prix quatre fois plus élevé qu'à Arkhangel. Ensuite, les frais de transport des marchandises dirigées sur la capitale, occasionnaient de deux à dix fois plus de dépenses que si elles étaient expédiées au port du nord. Car de Moscou, de Iaroslav et de Vologda à Arkhangel le poud coûtait respectivement de 9 à 10, de 5 à 6 et de 3 à 4 kopeks, tandis que de chacun de ces centres jusqu'à Pétersbourg, et pour le même poids, il fallait payer 18 ou 20 ou 30 kopeks. Enfin, la main-d'œuvre était ici à un prix beaucoup plus élevé que là-bas. Pourtant, le vrai mobile qui inspirait les trafiquants occidentaux de la mer Blanche ne se trouvait dans aucun de ces arguments, si bien motivés qu'ils fussent, mais uniquement dans la crainte qu'ils avaient de voir diminuer leurs gains particuliers. Car à Arkhangel, tenant les

marchands russes dans leur dépendance, ils enlevaient directement la plus grande partie des produits nationaux à vil prix et s'enrichissaient aux dépens des indigènes. Il y avait des chances, au contraire, pour qu'il n'en fût plus ainsi dans la nouvelle ville impériale, où les habitants pourraient, selon toute apparence, se passer de ces précieux intermédiaires.

C'est là justement ce que voulait Pierre le Grand puisqu'il croyait, à tort ou à raison, que si le commerce se faisait sous ses yeux il serait plus avantageux à la nation. Il l'attira donc à Pétersbourg par une série d'édits. En 1710, il est interdit d'exporter le chanvre, le lin, le blé et les cuirs par Arkhangel et d'y importer des marchandises de soie. Trois ans après, il est défendu d'introduire dans le port de la mer Blanche et à Vologda les produits qui devaient être transportés dans la capitale : ainsi la filasse, le naphte et ceux relevant du fisc, le caviar, la colle, la potasse, la résine et l'huile de foie de morue. L'année suivante, l'Empereur se ravise cependant, sur les instances des Etats Généraux de Hollande, et atténue cet ordre trop absolu. Défense est faite, en même temps, de faire passer les marchandises russes ailleurs que par les ports de Riga, d'Arkhangel et de Pétersbourg. En 1717, les principaux marchands de la ville du nord sont obligés de se fixer dans la nouvelle capitale et il est décrété

aussi que le chanvre, c'est-à-dire le produit le plus demandé, y serait vendu et acheté, à l'exclusion de toutes les autres villes, et que le tiers seulement des autres marchandises pouvait transiter par Arkhangel. Finalement, en 1718, une nouvelle faveur est accordée : les deux-tiers des produits seront acheminés vers le nouveau port et le reste sur l'ancien et sur Riga ; seulement à Pétersbourg ils jouiront de la franchise des douanes intérieures. Un règlement général fut publié, en janvier 1724, pour les vaisseaux marchands de toute nationalité et, en même temps, le port de la Néva fut déclaré libre pour tous pays.

C'est ainsi que le Tsar procédait pour remplir rigoureusement le plan économique qu'il s'était tracé. De tels actes disent assez comment et au prix de quels efforts il obtint le transfert du commerce dans sa nouvelle ville impériale. Le but visé fut atteint dans une large mesure. Mais ce n'était pas assez d'avoir fondé un port pour déplacer le trafic ou y faire passer une certaine quantité de marchandises. Il fallait encore et surtout prendre toutes les dispositions propres à faciliter, à accroître et à protéger le négoce du pays et étendre aussi les rappports internationaux.

* * *

En fondant le port de Pétersbourg, le souverain

s'était efforcé de faire prendre rang à son peuple parmi les puissances maritimes et commerçantes de l'Europe. Mais il ne perdit pas de vue, un seul instant, ses relations économiques avec le sud-est. Dans sa pensée, l'Asie devait être le centre commercial le plus actif du trafic russe. D'ailleurs, il ne faisait que suivre, en cela, la voie tracée par ses pères, qui avaient cherché, eux aussi, à obtenir le transit, par la Moscovie, des marchandises asiatiques. Mais Pierre le Grand visait surtout à nouer des relations d'affaires avec l'Inde par Khiva et Boukhara. Il n'eut pas le temps de réaliser ce projet. Il le légua à ses successeurs en leur recommandant, paraît-il, de se pénétrer de cette vérité, que le commerce des Indes est le trafic du monde et que celui qui peut en disposer exclusivement est le vrai souverain de l'Europe.

Pour rendre plus facile le commerce si avantageux du Levant, le Tsar jeta les bases d'un système de communications fluviales. D'autre part, le port de la Néva n'était qu'un entrepôt détestable où les objets de la production tant industrielle qu'agricole arrivaient péniblement, s'entassaient et se dépréciaient, faute d'acheteurs. Il s'agissait donc de remédier à ces inconvénients en facilitant les communications entre la nouvelle capitale et l'intérieur du pays, c'est-à-dire en joignant la Baltique à la mer Blanche et à la Caspienne. Les trois

grands ports de Pétersbourg, d'Arkhangel et d'Astrakhan seraient ainsi reliés et faciliteraient entre eux la circulation la plus active. Et comme on lui représentait les difficultés d'une telle entreprise, le grand homme répondit fièrement : « Ce qui a été possible aux Romains, aux Chinois, à Louis XIV, en Languedoc, à l'électeur Frédérich-Guillaume, pour joindre la Sprée à l'Oder, et qui fut exécuté par eux, ne sera jamais insurmontable pour les Russes » *.

Un premier système de canalisation devait réunir la Volga à la Néva, par le lac de Ladoga. Il resta à l'état de projet, vu que ce passage, hérissé d'écueils, faisait perdre chaque année à la Russie un grand nombre de bâtiments. Un second projet rattachait directement ses deux fleuves sans faire un grand détour par le Ladoga, constamment sujet aux tempêtes et trop souvent impraticable. Celui-ci fut achevé en 1732. Enfin, les cours d'eau intermédiaires allaient être utilisés. Un projet de canalisation de la Tsna et de la Chlina, présenté par le meunier Michel Serdioukov, permettait de communiquer depuis la résidence impériale jusqu'en Perse. Ce fut là le point de départ de la branche principale de communication entre la Néva et la Volga, dont les travaux commencèrent en 1718.

* Galitsine, ouv. cit.

Les navires entreraient du premier de ces fleuves dans le lac Ladoga. De là, ils pourraient remonter le Volkhov, entrer dans l'Ilmen et pénétrer dans la Msta, dont la source n'est pas éloignée de la Tvertsa, qui se perd elle-même dans la Volga, qui conduit à la mer Caspienne. Ainsi, pour joindre cette dernière à la Baltique, il ne s'agissait que de creuser un canal qui réunit la Msta à la Tvertsa. Le grand canal de Cronstadt, où se carènent et se radoubent les vaisseaux, fut aussi commencé en 1721.

Pour ce qui est de la flotte, Alexis Mikhaélovitch avait déjà, le premier depuis les Varègues et leurs flottilles, fait construire des bâtiments qui formaient une petite escadre sur la Volga. Son fils augmenta le nombre de ces navires et fonda, en 1697, le premier chantier régulier à Voronège. L'année suivante, la Russie reçut à Arkhangel, où ne se trouvait, depuis 1694, qu'un seul navire moscovite, son premier vaisseau de ligne, auquel l'Empereur-ouvrier avait travaillé de ses mains à Saardam. Pendant son règne, le Tsar en fit construire 112, en acheta une vingtaine à la Hollande et à l'Angleterre, et en prit un assez grand nombre aux Suédois.

Avec la cité européenne de Saint-Pétersbourg, comme avec les voies de communication et l'installation de nouveaux chantiers de construction navale,

des entreprises inconnues jusqu'alors ouvrirent à la Russie des perspectives que nul ne pouvait soupçonner. Les opérations de main-d'œuvre du commerce se divisèrent en plusieurs métiers pour le chargement et le déchargement des vaisseaux, comme pour le dédouanement et l'assortiment des marchandises. Des travailleurs affluèrent de diverses régions et apportèrent avec eux leurs traditions de travail en commun, c'est-à-dire l'esprit d'association qui leur est naturel. Des artèles du même genre que celles qui existaient alors aux Pays-Bas se constituèrent et se mirent, en premier lieu, au service exclusif d'un seul négociant ; puis, peu à peu, elles englobèrent tout le commerce pétersbourgeois. Des travaux industriels de toute espèce exigeaient également un grand nombre d'ouvriers expérimentés : des Hollandais et quelques Allemands avaient été amenés au port de la Néva à la suite de l'Empereur lui-même, et, par ses ordres, on en fit venir d'autres encore, des artisans, des armuriers, des fondeurs, parmi les plus industrieux de France et d'Angleterre.

Les voyages du souverain à l'étranger, nous l'avons vu, avaient été entrepris en vue d'importer tous les arts pratiques et utiles dans sa patrie et d'y attirer des fabricants et des commerçants. Ceci, non pas seulement pour augmenter la production matérielle, mais surtout pour enseigner aux natio-

naux les procédés des arts mécaniques et du négoce qui leur étaient inconnus. Or, comme ce fut après son retour de France, en 1717, que Pierre le Grand procura le plus d'avantages à ses sujets, cette date fait époque dans l'histoire du développement économique de la Russie.

* * *

A l'avènement de Pierre Ier, de multiples entraves paralysaient le développement du commerce. Le Tsar était toujours le seul grand négociant de l'Empire. Par conséquent le trafic était considéré comme une ressource ordinaire et normale de la Couronne. L'Empereur achetait ou échangeait à sa convenance, vendait ses propres produits sans concurrence et fixait le prix de ceux qu'il voulait acquérir. Voici comment les choses se passaient. En premier lieu, les marchandises indigènes étant enlevées d'avance, par le fisc, et le prix en étant déterminé, dans la suite, à un taux excessif, on défendait aux négociants moscovites de vendre ces produits jusqu'à ce que la Couronne eût liquidé son stock. Les conséquences de cette manière de procéder étaient pernicieuses : elles haussaient la valeur d'échange des denrées et détruisaient le commerce. Dans ces conditions, il arrivait que des transactions anticipées ne pouvaient plus être

conclues. Bien plus, on grevait les produits de nouveaux impôts, sans aucun avertissement préalable. On les frappait même d'une taxe, après que les commissionnaires s'étaient engagés à livrer des marchandises à leurs commettants et lorsque ceux-ci avaient déjà expédié leurs navires à destination de la Russie pour charger les commandes. De deux choses l'une : ou bien les courtiers devaient exécuter leurs achats aux conditions onéreuses qui leur étaient faites, ou bien renvoyer les vaisseaux sans cargaison. En second lieu, quand la Couronne voulait se procurer certaines marchandises du dehors, elle faisait publier, dès leur entrée dans le port, l'interdiction, à tous marchands moscovites, d'en acheter avant que le fisc fût pourvu de toute la quantité qui lui était nécessaire. Or, il en résultait souvent que les trafiquants étrangers étaient contraints de céder leurs fournitures aux prix que fixaient les commissionnaires du Tsar. Dans les deux cas, les négociants du pays ne savaient jamais ni quels objets il serait utile de faire fabriquer ou de se procurer, ni quel prix ils pourraient en donner, ni même s'il leur serait possible de les revendre avec profit. Cet état de choses aboutissait même à ceci, que la Cour de Russie était privée parfois d'articles ordinaires dont elle avait un besoin pressant. Ainsi, au début de leur règne, les deux frères Romanov, Ivan et Pierre,

durent assurer, par lettres-patentes, une forte récompense au capitaine d'un navire français, pour se fournir de papier fin, de vin et d'autres produits de France.

Avec un tel système, il était impossible de faire naître l'activité économique de la nation. Mais le jeune souverain se hâta d'adopter une politique toute différente de celle que ses prédécesseurs avaient suivie. C'était d'ailleurs une situation qui ne pouvait plus durer. Il rompit donc avec une méthode qui sacrifiait l'intérêt général à l'avantage personnel d'un seul. Ce fut désormais sur ce principe que se régla son administration, bien que les exigences de la vie nationale ne lui permissent pas toujours de l'appliquer sans réserve. D'abord, étant adversaire résolu des monopoles, il ne se réserva le trafic exclusif que de quelques articles dont la Couronne ne pouvait se passer. Puis les circonstances l'obligèrent, tour à tour, à en retrancher ou à en ajouter d'autres, jusqu'au jour où, comme nous le verrons tout à l'heure, ils furent presque tous abolis.

* * *

Le dédain pour le commerce qui avait toujours été considéré comme une marque de noblesse et qui était encore, à cette époque, le trait caractéristique de l'économie russe s'étendait à toutes les

classes sociales. On se plaignait beaucoup des mauvais effets du régime que devait subir la classe des marchands. De tout temps, le gouvernement moscovite avait enlevé aux bourgs des provinces leurs plus riches trafiquants, au fur et à mesure qu'il en apparaissait, pour les enregimenter dans l'une ou l'autre des trois corporations de la capitale : 1° celle des marchands de draps, désignation d'ailleurs purement nominale ; 2° celle des principaux trafiquants et 3° celle des négociants en gros ou marchands d'élite. Ces capitalistes étaient chargés du « service de confiance », c'est-à-dire des opérations commerciales et financières du fisc. Ils s'exposaient, de ce fait, à des risques ou à de graves responsabilités pécuniaires. Quant aux marchands qui n'étaient pas déplacés, ils restaient naturellement attachés à leur classe de contribuables et à leur bourg, et il leur était interdit d'en sortir. Mais ils avaient, en compensation, le privilège exclusif d'y exercer le commerce et l'industrie.

Toutefois, dans les faubourgs appartenant à des couvents ou à des particuliers, vivaient de petits trafiquants et artisans qui se trouvaient ainsi à la limite des centres commerciaux et industriels. Ils profitaient des avantages de ces derniers sans participer à leurs charges. Il fut donc résolu ou de les abolir dans un certain délai ou de les réunir à leur ville. Ainsi, dans les trois premières années

qui suivirent la promulgation des lois que codifia le Tsar Alexis-Mikhaélovitch, au milieu du XVIIe siècle, 10.000 ménages, comprenant 21.000 âmes, furent incorporés aux bourgs. Ceux-ci devinrent des colonies commerciales et industrielles formant une corporation dont l'accès était fermé et qui fut soumise à un impôt spécial. Or, comme la partie la plus riche de la population du bourg supportait tout le poids des charges, elle fut bien obligée de développer l'activité productive de la communauté pour se libérer. Ceci l'amena, par la force des choses, à accaparer à la fois la vie économique et les fonctions administratives de la classe rurale. Il se forma de la sorte une espèce d'oligarchie, dont le pouvoir était aux mains d'un petit nombre d'entrepreneurs privilégiés, et il en résulta des différends qui faisaient vivre les habitants d'un même bourg, les uns à côté des autres, dans une perpétuelle hostilité. Ces conflits, qui mettaient en péril et rendaient odieuse l'organisation économique, se manifestèrent toutes les fois qu'il s'agissait de la répartition des impôts, entre les contribuables, et se répétèrent, d'une époque à l'autre, de bourg en bourg et de ville en ville.

Pierre le Grand imagina d'établir un régime qui fût conforme aux intérêts de toutes les classes sans jamais en opprimer aucune, afin que la ville russe devînt un centre de commerce et d'industrie, de

civilisation et de confort. Il institua pour cette tâche des magistratures, des mairies et des assemblées collégiales, formées de représentants élus par les bourgs. Il décréta, en 1722, une nouvelle répartition des habitants de ces bourgades en deux catégories. D'un côté, les banquiers, les marchands établis à demeure et les ambulants, les médecins, les pharmaciens, les infirmiers, les capitaines de navires marchands, les orfèvres, les fabricants d'images saintes et les peintres. De l'autre, les petits commerçants, les aubergistes et tous les artisans. Les individus qui ne faisaient pas partie de l'une ou l'autre de ces classes étaient réputés « gens vils », quoiqu'ils relevassent de l'administration des magistrats. Cette classification ne dura pas longtemps. Les artisans formèrent bientôt des corporations à part, qui, à la vérité, s'établirent difficilement, et le reste de la population se divisa en trois ordres comme naguère. Le premier, qui comprenait les riches entrepreneurs, était peu nombreux et disparaissait presque devant les deux autres, dont le dernier se composait de la masse des prolétaires.

Le réformateur ne s'en tint pas à cette distinction administrative. Voyant dans les métiers la source permanente de la prospérité nationale et la condition de ses progrès, il essaya de leur inspirer l'esprit corporatif. Il créa, à cet effet, par l'édit du

19 janvier 1722, une magistrature urbaine, protectrice des intérêts de la classe laborieuse, et pareille à celle qu'il avait pu observer en Hollande ou ailleurs. Il était prescrit au magistrat-président, auquel cet oukase fut adressé, que « si l'affaire n'était pas organisée dans un délai de cinq à six mois, il serait condamné aux travaux forcés avec son collègue Issaiev ». Un auteur * raconte qu'en avril 1722, Demitri Soloviev reçut l'ordre d'élaborer le projet des *Tsecks* et de le présenter au Sénat. Ce zélé collaborateur du Tsar promit de le rédiger pour « le lendemain matin » ! Le plan définitif de la magistrature, composée d'un président, de deux bourgmestres et de quatre conseillers, ne fut achevé qu'à la fin de l'année 1724. Cette institution établissait, en somme, l'indépendance du tiers-état. Une autre affranchit la classe des marchands et des industriels de l'oppression que faisaient peser sur elle les grands de l'Empire. Et par là, le Tsar revenait à la conclusion de ce réquisitoire que les protagonistes de la campagne en faveur de l'émancipation de cette classe avaient déjà dressé au cours du XVII^e^ siècle. La notion très claire qu'il eut de l'excellence de cette mesure, pour encourager les négociants à trafiquer et les amener à une meilleure situation, lui fit instituer les organes

* Soloviev : *Histoire de la Russie.*

nécessaires à la conduite et à l'instruction des affaires d'intérêt économique. Par suite, les dispositions adoptées tendront toutes vers la même fin : créer sans cesse de nouvelles branches d'industrie et de commerce, et préserver leur fonctionnement des atteintes qu'elles pourraient subir, du fait des intérêts privés en conflit avec le bien général de l'Empire.

* * *

Ici comme ailleurs, Pierre le Grand adopta le principe de l'union des forces et de l'association des capitaux. Il institua donc des Compagnies commerciales, et cela au grand mécontentement de l'Europe, de la Hollande en particulier. Le chargé d'affaires de ce pays, Van der Gould, essaya par tous les moyens possibles d'en empêcher l'organisation. Les marchands russes, de leur côté, ignoraient complètement les conditions de leur fonctionnement. Et cependant, ces sociétés avaient été déjà recommandées, dans la seconde moitié du siècle précédent, par le chancelier Ordine-Nachtchokine *, qui en avait fondé, en même temps que

* Le boïard Ordine-Nachtchokine se distingua sous le règne de Michel-Fédorovitch, à partir de l'an 1642. En 1650, il apaisa une révolte à Pskov ; huit ans après, il traitait avec le duc de Courlande au sujet de la conclusion d'un pacte et dirigeait, en qualité de chancelier de l'Empire, le Ministère

les postes, en Pologne et en Courlande. Elles l'avaient été aussi par l'économiste Georges Krijanitch, qui y voyait le salut contre la concurrence étrangère. Tout comme eux, le Tsar ne pouvait pas admettre que ses sujets fissent le commerce d'une autre manière que ceux des Etats de l'Occident.

Il n'y réussit guère. Aux termes des dispositions de l'oukase du 2 mars 1711, le Sénat voulut donner à ferme le commerce avec la Chine, à une Société payant 260.000 roubles par an. Les capitalistes, entre autres A. Philatiev de Moscou, Mathieu Grégoriev et Elie Issaiev, présentèrent une déclaration dans laquelle ils affirmaient : *a*) qu'il n'était possible de constituer une Compagnie qu'avec un capital d'un million et demi de roubles (13.500.000 fr.); *b*) qu'une si forte somme ne pouvait être trouvée qu'à la longue; *c*) qu'il fallait grouper beaucoup de marchands; *d*) que vu le grand nombre des sociétaires et la durée du trafic, on ne pourrait jamais, pour tous ces motifs, arriver à une entente. Toutefois, si ce commerce restait libre, avec le simple paiement des droits ordinaires, il ne manquerait pas de personnes pour l'entreprendre.

des Affaires étrangères et les autres Bureaux. Dès 1665, étant gouverneur de Pskov, il tenta de fonder l'autonomie de cette ville. Il avait aussi fait construire, sur les ordres du Tsar Alexis-Mikhaélovitch plusieurs bâtiments de guerre destinés à la conquête de Riga.

Celles-ci y verraient le moyen de « refaire fortune » ; le fisc en toucherait une grosse somme et les contribuables seraient à même de se libérer de leurs redevances. Une Compagnie fut tout de même créée en 1721 ; mais les difficultés qui surgirent alors entre Russes et Chinois en arrêtèrent l'essor. Une autre, outillée de tout ce qu'il fallait pour atteindre son but, trafiqua, en 1723, avec l'Espagne ; mais elle se borna à un envoi de navires, avec un chargement de bois de construction et de céréales. Deux ans après, on fit partir de Réval trois frégates à destination de ce même pays et autant en France. La cargaison se composait de fer, de chanvre et d'autres produits, qui furent vendus avec bénéfice et remplacés, pour le retour, par un approvisionnement de sel, d'huile d'olive et de différentes marchandises.

Les Anglais, à la vue de cette rivalité, éprouvèrent un grand dépit et firent immédiatement tout leur possible pour ruiner l'entreprise de la nouvelle et dangereuse concurrente. C'était pourtant bien vainement, puisque la Russie, ne possédant qu'un ou deux vaisseaux marchands, était obligée de se servir de bâtiments de guerre de cinquième ou sixième rang, qui absorbaient tout le gain et qui lui étaient d'ailleurs constamment indispensables pour la défense de son territoire. L'affaire n'eut pas de succès. Mais il paraît du moins que

toutes les fois — trop rares sans doute — qu'un navire russe quittait sa patrie, le Tsar en était transporté de joie.

Il eut déjà cette douce satisfaction en 1716, lorsqu'il tenta le premier essai de ce genre, en expédiant, à ses frais, des marchandises nationales, à Venise, sur le seul bâtiment russe, qui eût mouillé jusqu'alors dans les eaux de la Méditerranée. Et la preuve qu'il ne doutait pas du tout de l'heureux résultat de cette entreprise, c'est qu'il donna l'ordre à Jean Tcherbatov d'aller de Hollande à Cadix, en « simple voyageur », mais, en réalité, pour prendre les renseignements les plus exacts sur toute la partie du commerce espagnol qui pouvait intéresser la Russie. L'envoyé du maître avait mission, en effet, d'y faire : 1° la connaissance des marchands indigènes, à l'exclusion de tous les autres et, 2° d'y étudier en secret toutes les affaires commerciales et de s'entendre avec ces mêmes négociants sur les relations entre les deux nations, en vue d'un trafic ultérieur *.

* Deux manuscrits, à la Biblioth. Imp. pub. de St-Pétersbourg, l'un intitulé en russe : *Science du Commerce russe*, Madrid, 1er sept. 1724, l'autre traduit en français, sous le titre : *Observations sur le Commerce des pays qui sont voisins à l'Empire de Russie*, à Madrid le 5 mars 1725 (anc. manuscrit de la Biblioth. d'Arkhangel), attribués au Prince S. D. Galitsine, ministre à Madrid de 1723 à 1724, ont été écrits ou copiés par le Prince Jean Tcherbatov.

Quelle fut donc la cause de l'insuccès des Compagnies commerciales ? Evidemment, comme toujours, les motifs que nous connaissons ajoutés à la crainte qu'inspiraient ces entreprises compliquées, c'est-à-dire l'ignorance des opérations nouvelles qu'ordonnait le souverain et que multipliait le commerce international. Pendant ce temps, les étrangers cherchaient à profiter de l'incurie des Moscovites. La Compagnie du Mississipi, entre autres, fit proposer à Pierre le Grand, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France, de Campredon, de lui accorder la pêche des baleines et des cabillauds à Kola, en Laponie russe. Cette concession eut fait affluer des sommes considérables dans l'Empire, ce dont on avait besoin précisément, mais au moment où Campredon crut réussir, l'Empereur lui fit savoir qu'il lui « fallait du temps pour répondre » ! C'est que le monarque préférait laisser ce commerce à ses propres sujets, quoiqu'ils ne se décidassent pas à former des Compagnies.

Ne comprenant pas l'importance de cette innovation pour la prospérité commerciale de leur pays, les marchands russes firent prévaloir la force de la routine et continuèrent, comme jadis, à trafiquer pour le compte d'autrui. Ils exerçaient leur profession par entreprise de fournitures, en ce sens qu'ils promettaient de fournir ce qu'ils n'avaient pas encore acheté. Voici d'ailleurs quelle était

leur manière de procéder. A l'approche de l'hiver, ils se rendaient dans les ports pour y passer, avec les facteurs des étrangers, des contrats de vente de produits qu'ils s'engageaient à livrer l'été suivant. Ils les achetaient à l'intérieur avec les sommes avancées par leurs commettants. En retour de ces avances, ils faisaient sur le prix de leurs marchandises un rabais de huit à dix pour cent. Pour le commerce d'importation, les négociants russes commandaient aux commissionnaires étrangers les articles dont on avait besoin dans l'Empire. Or, comme ils ne les acquittaient que dans un délai de six, de douze et même de dix-huit mois, les prix étaient naturellement majorés en proportion de chacun de ces termes. Ce double crédit à l'importation et à l'exportation ne s'éteignit même pas avec l'accumulation du capital national. Il se perpétua, au contraire, soit par la méthode routinière des marchands indigènes, soit à cause de l'avantage qu'y trouvèrent toujours les négociants européens.

Le Trésor impérial étant court d'argent, l'Empereur résolut d'augmenter la vente des produits nationaux au dehors et de diminuer l'achat des marchandises exotiques. A ces fins, il ordonna au Sénat, en juillet 1712, d'améliorer le commerce. Mais il fut réduit à imposer à tous les trafiquants, domiciliés depuis trois ans à Saint-Pétersbourg,

le paiement des droits de douane sur toutes les fournitures qu'ils avaient importées, et, en ce cas, ils ne pouvaient se libérer qu'en écus de Hollande, à raison de cinquante kopeks l'écu, quoique leur valeur fût d'un rouble. Il fallut payer, sous peine d'être exécuté. Plusieurs récalcitrants furent mis aux arrêts ; les autres profitèrent de l'occasion pour réclamer la réalisation des promesses qu'on leur avait faites, lorsqu'on les appela pour faire prospérer le commerce de la nouvelle capitale.

Nous avons dit, précédemment, que Pierre le Grand admit le monopole d'Etat dans certains cas. Peu à peu, cependant, il redevint acheteur en gros et vendeur en détail au point d'absorber la totalité du marché intérieur et extérieur. C'est encore que la nécessité le forçait à remplir le rôle de négociant, non pour le commerce en lui-même, ni pour spéculer, ni pour faire concurrence ; mais pour procurer un appui au corps des marchands et au peuple. Il s'adjugea l'exploitation de la pêche, en 1704, parce que la guerre, qui sévissait les deux années précédentes, avait interrompu les travaux des Artèles qui s'en occupaient. Il afferma les poissonneries d'Arkhangel, l'huile de foie de morue, les peaux de loutre et se réserva le commerce exclusif de la laine des bergeries de l'Ukraine. Il s'empara, en 1705, de la vente du sel et du tabac. Deux ans après, il s'arrogea ce privilège

pour toute une série de produits d'exportation.

Il arrivait que ses sujets, ne connaissant ni la vertu, ni la valeur de certaines choses, les vendaient à vil prix. Ce fut le cas, par exemple, pour la rhubarbe qu'ils cédaient à dix kopeks la livre. Un marchand de Hambourg offrit 30.000 roubles au Tsar pour qu'il lui permît, à lui seul, d'en tirer de ses Etats toute la quantité qu'il voudrait. L'affaire fut conclue. Le monopoleur hambourgeois revendait cette plante médicinale en Hollande à huit écus la livre, c'est-à-dire 80 fois plus cher que le marchand moscovite. Mais dès que l'Empereur apprit, par un de ses sujets établi là-bas, que cette racine était un objet de lucre dans ce pays, il y en expédia, pour son propre compte, à un prix beaucoup plus raisonnable.

*
* *

Bientôt, pourtant, ses idées économiques fondamentales reprirent le dessus. On lui faisait d'ailleurs, à cette époque, l'apologie de la libre concurrence que l'Etat considérait comme funeste et que les Grands de l'Empire restreignaient par tous les moyens. Le Tsar, considérant la question sous toutes ses faces, en voyait le bon et le mauvais côtés. Un auteur anonyme *, dans un mémoire

* Cet auteur est probablement Sava Ragouzinsky ou de

intitulé : *Articles pour augmenter les ressources du fisc d'Etat, en vue des besoins de la guerre contemporaine*, préconisait la liberté économique. « Il doit être permis à tout homme, dit-il, d'exercer des métiers et de faire des opérations sur toutes les marchandises, en acquittant les droits nécessaires ». Il entendait par là limiter le nombre des produits que s'était attribuée la Couronne, en constituer quelques-uns en monopole privé et simplifier les impôts sur le négoce. Mais, comme ce rapporteur était lui-même trafiquant, ses propositions ne paraissent nullement désintéressées. A cela ou à tout autre avis sur la question, Pierre le Grand répondit : « La nation ne pourra jamais être bien menée que par la plus grande rigueur, et à force d'être châtiée pour chaque faute. J'en ai fait l'expérience : mes gouverneurs de provinces ont assez bien rempli leurs fonctions, tant que le Vice-Tsar Romoda-

Raguse, qui fut agent secret à Constantinople et qui passa en Russie en l'année 1703 pour y trafiquer. Il avait avec l'anglais Goudfello, fermier en tabacs, des comptoirs à Arkhangel et à Moscou. La Couronne l'avait chargé de commissionner les marchandises du fisc au dehors et de lui procurer des écus et du cuivre. Tolstoï, ambassadeur en Turquie, l'avait recommandé à la Cour comme « un homme capable et connaissant un grand nombre de choses secrètes ». Ragouzinsky était très avare ; il avait un neveu à Paris, auquel il ne donnait pas un sou et même K. Zotov, qui étudiait l'art naval dans cette ville, avait écrit à ce sujet à l'Empereur pour se plaindre de la parcimonie de l'oncle.

novsky les a censurés. Mais lorsque j'ai cru changer ces âmes viles et rampantes, en leur prêchant la vertu, j'en ai été dupe. Il m'a fallu en venir à arquebuser l'un, à faire pendre l'autre, et à rosser jusqu'au sang le troisième. Ainsi, je connais très bien le faible de ma nation et ceux qui l'entretiennent. La première fois que je donnai le monopole du tabac à un de mes sujets, le patriarche qui vivait alors, outré qu'un Russe prit à ferme une herbe aussi maudite, dont il me donnait annuellement 12.000 roubles, l'excommunia, lui, sa femme, ses enfants et petits-enfants, et le maudit publiquement avec toute sa postérité. *La nation russe n'est donc pas susceptible de liberté, parce qu'elle a trop longtemps gémi sous le despotisme, et qu'elle n'a ni sentiments, ni honneur, ni vertu.* Si dans l'Eglise et au milieu de la prière, un de mes sujets trouvait le moment de voler son prochain, il le ferait en face de l'autel » *.

Quoi qu'il en soit, le 2 mars 1711, le Tsar proposa au Sénat d'accorder à chacun la liberté de

* Galitsine, *op.* cité, *suprà,* fait observer à propos de cette ineptie encore niaisement répétée en Russie comme ailleurs, que le meilleur moyen de rendre un pays majeur et apte à la liberté, c'est la pratique même des institutions libres; vouloir la lui refuser jusqu'à ce qu'il sache parfaitement s'en servir, c'est prétendre qu'il ne faudrait pas entrer dans l'eau avant de savoir nager.

faire le commerce, en payant une taxe proportionnelle. La Haute Assemblée, pour faire obstacle à cette mesure libérale, s'était empressée de former une compagnie privilégiée, réelle ou fictive, à laquelle elle offrit le commerce avec la Chine. Mais par ce fait, elle s'attira les réprimandes de l'Empereur. Le 13 avril, le Sénat fit procéder à une enquête auprès des marchands, pour savoir s'ils ne voyaient ni inconvénients ni offense, pour leur commerce, à ce que la loi accordât à tous et à chacun la liberté de trafiquer toutes marchandises, en acquittant les droits requis.

Les monopoleurs étaient, depuis longtemps, l'objet des attaques de la classe commerçante et, avec elle, Possochkov avait déclaré que le fisc, ses fermiers et ses privilégiés étaient « les plus grands ennemis des marchands russes ». Tous réclamaient l'abolition du trafic de la Couronne; car, à cause des monopoles d'Etat, des milliers de personnes souffraient et mouraient. Nous le constaterons, pour prendre un seul exemple, à propos du sel. Courbatov * disait que sous le règne des prédécesseurs de Pierre Ier, il y en avait assez, dans le pays, pour la consommation intérieure et pour l'exportation. Maintenant, ajoutait-il, il y en a très peu

* Economiste, ancien inspecteur de l'Hôtel de Ville, puis gouverneur d'Arkhangel, où il fut relégué.

dans presque toutes les villes et même à Moscou, et non seulement on ne le vend plus qu'à la livre, mais il faut en importer. La perte est énorme pour le fisc. Les entrepreneurs ne veulent plus extraire de sel, parce que la Couronne ne leur paie pas les arriérés ou encore parce que la vente ne couvre pas les frais d'exploitation. Cet économiste ne s'occupe que de l'intérêt des marchands et il a laissé dans l'ombre les souffrances des consommateurs.

Quelques personnes avaient accaparé à ferme les meilleures exploitations du pays. Menchikov ajouta, en 1704, à ses autres privilèges, le monopole des pêcheries et de tous les produits de la mer, à Arkhangel. Un négociant de Vologda eut, à la même époque, le privilège exclusif de l'exportation de la graine de lin. Peu après, le monopole du commerce du cavier fut affermé pour la somme de 100.000 roubles par an ; celui de la rhubarbe pour 80.000. Une colonie de trafiquants grecs s'était établie à Néjine, dans le gouvernement de Tchernigov, et avait le droit de faire le commerce entre la Russie et les principautés danubiennes, ce qui constituait pour elle un monopole de fait.

Ainsi, après avoir été lui-même, d'après ses droits régaliens, acheteur en gros et vendeur en détail, Pierre le Grand avait affermé la plupart des exploitations de l'Empire. Il avait tout essayé, et jamais il ne faisait bien au gré de ses sujets. Il alla

même jusqu'à donner à ceux-ci le goût du vin, non pas parce que celui qui n'aime pas cette boisson ne connaît pas la joie, mais pour se débarrasser de la provision de Tokay, qu'il avait fait transporter sur des chariots jusqu'à Moscou. Il fit, encore en 1714, une excellente opération en échangeant, avec la Hongrie, des produits de Sibérie contre la récolte des vendanges et en liquidant le solde en argent comptant. Mais ces revenus n'étaient pas assez réguliers. Il chercha même, nonobstant les sages avis des négociants, à vendre ses marchandises plus cher et fit, en fait, cet essai avec l'Espagne et la France.

Malgré tout, on constatait chaque jour les mauvais effets du régime économique en vigueur. De là les efforts tentés pour démontrer au gouvernement tout le profit qu'il aurait à introduire, dans l'Empire, le système de la liberté du commerce. Ce fut une protestation platonique qui dura deux ans ; mais la controverse, restant limitée aux arguments des vieux principes économiques de l'Etat, on continua à favoriser les intérêts des uns au détriment des intérêts des autres. Cependant, ce mouvement d'idées devaient amener logiquement la Russie à une politique économique plus systématique dans les principes et plus méthodique dans l'application de ceux-ci.

On peut donc dire qu'à partir de 1714, le gouver-

nement russe devient mercantiliste à la manière occidentale et qu'il lui était possible de constituer, dès lors, une science économique. C'est, en effet, dès cette époque qu'il favorisa les intérêts de l'entreprise privée, protégea l'industrie nationale et autorisa les particuliers à fonder des fabriques. Sans doute, des établissements de cette catégorie avaient été créés auparavant, mais ils n'existaient que dans l'intérêt de l'Etat, qui cherchait en vain à réaliser la chimère de la prospérité exclusive. Il y eut désormais, solidarité entre l'intérêt social et l'intérêt individuel : chacun put concourir au bien commun, tout en ne cherchant que son propre avantage.

En effet, un édit impérial de l'année 1717 proclama d'abord la liberté du commerce du blé ; puis un autre, en date du 8 avril 1719, déclarait que la Couronne « ayant pitié du corps des marchands » supprimait tous les monopoles, à l'exception de celui de la potasse et de la résine. Les particuliers jouiraient de la libre concurrence en payant seulement un droit supplémentaire *. Environ trois mois et demi après la promulgation de cette charte, l'Empereur changea d'avis pour ce qui concerne la fabrication de l'eau-de-vie et s'en attribua le privilège. On fit saisir tous les alambics qui exis-

* Documents du Sénat.

taient en grande quantité « par tout le pays et dans tous les villages ». Cette restriction faisait échec au principe de la liberté du commerce et de l'industrie. L'oukase du 3 décembre 1723, modifiant la loi organique du 28 juillet 1719, accorda une concession en ce sens que, dans les parties de l'empire mal situées pour l'importation, il était permis de préparer cette boisson spiritueuse, pourvu qu'elle fût destinée à la consommation du fabricant et à celle de sa famille ou qu'elle fût vendue à la Couronne. La réserve prévue par cette disposition créait ainsi, comme autrefois, une nouvelle catégorie de producteurs d'alcools. Ce sont les *bouilleurs de cru*.

Le Tsar s'occupa lui-même, en 1720, de la franchise de droits à accorder désormais aux Ambassadeurs et aux ministres des Cours étrangères, résidant à Saint-Pétersbourg, et limita la quantité des articles qu'ils pouvaient y importer.

A la même époque, les marchands russes, qui faisaient acheminer des produits de l'intérieur vers la capitale, se plaignaient des vexations et des gênes auxquelles ils étaient soumis. Bien qu'il n'y eût encore que cinq douanes, en 1714, à Arkhangel, à Pétersbourg, à Astrakhan et à Kiev, il existait, en fait, dans toutes les villes, des bureaux où les trafiquants étaient obligés de faire inscrire leurs achats et leurs ventes. Cela donnait lieu à des retards et à des conflits avec l'administration.

Aussi, le souverain abrogea-t-il toutes les formalités de ces visites et exempta-t-il les négociants de tous droits sur les marchandises en transit.

Les capitaines et les maîtres de navires accusaient aussi les autorités d'indolence, toutes les fois qu'ils avaient recours à elles. Pierre le Grand enjoignit aussitôt à tous les Collèges et Cours de justice : *a)* de surseoir à n'importe quelle autre affaire, quand un maître de vaisseau marchand, soit russe, soit étranger, présenterait quelque requête ou demanderait quelque faveur ; et *b)* d'expédier immédiatement l'affaire qui le concernait, afin que son départ ne fût point retardé, que les Européens ne fussent pas alarmés, ni les indigènes ruinés. Si cet ordre n'était pas ponctuellement observé, les contrevenants seraient condamnés à payer la valeur du navire et de sa cargaison. De plus, lorsque les maîtres n'obtiendraient pas justice en première instance, ou que le débat de leur revendication éprouverait le plus petit délai, il leur serait loisible de s'adresser le même jour au procureur-général du Sénat, et de lui porter leurs plaintes. Pour le cas où ce magistrat ne se trouverait pas en ce moment sur les lieux, ils requerraient les offices du procureur du département, ou, en l'absence de ce dernier, ceux de son substitut, qui serait tenu, en la circonstance, de leur accorder prompte justice.

Pour satisfaire aux deux grands principes fon-

damentaux de sa politique économique, c'est-à-dire pour attirer et retenir, d'une part, le numéraire dans ses Etats et pour développer, de l'autre, les forces productives de la nation, il donna les ordres suivants : le Collège de commerce vendra aux étrangers les produits nationaux en argent comptant — autant que possible — au lieu de les « troquer comme cela s'est pratiqué jusqu'à l'heure actuelle » ;

Il établira un commerce immédiat et direct avec la France, l'Espagne et le Portugal, et leur expédiera les marchandises du pays sur des navires russes ;

Il mettra à profit les voies ouvertes par les conquêtes et les cessions de territoires faites en Perse à la Russie, afin d'étendre le commerce de ce côté-là et d'en faire venir la soie à Pétersbourg ;

Il constituera des Compagnies, tant pour la pêche de la baleine, que pour le trafic en différents pays, spécialement en Espagne ;

Il fera instruire des jeunes gens en Europe, qui reviendront répandre partout les lumières sur leur patrie ;

Enfin, si quelque membre du Collège de commerce invente un nouveau moyen « d'ajouter à la richesse de l'Etat, sans surcharger le peuple », il lui sera attribué tous les ans le tiers ou le quart du bénéfice qu'il aura procuré à l'Empire *.

* Ordonnance de l'année 1723.

L'idée générale qui domine toute la politique économique, à la fin du règne de Pierre le Grand, se résume toujours dans ces deux principes : augmenter la masse des échanges — vendre au dehors plus qu'on n'y achète. L'excédent des créances sur les dettes, des exportations sur les importations, fera abonder le numéraire, et c'est là l'essentiel.

Cette dualité de conception de la richesse est le fondement de son système industriel et commercial. Le réformateur russe fut donc protectionniste et comme tel, il interdit l'exportation de certaines matières premières — la laine surtout — et greva les autres de taxes élevées, presque prohibitives.

Les droits de douane qu'il fit tarifer en 1723, devant servir à écarter la concurrence étrangère et à développer l'industrie nationale, perdirent leur caractère fiscal pour devenir des tarifs protecteurs. Ces droits à percevoir s'appliquaient à toutes les marchandises étrangères de même nature que celles qui se fabriquaient dans le pays, à l'exception des draps. Or dans l'évaluation des quantités importées ou exportées, la balance générale des comptes, des créances et des dettes ne doit pas être égale, sinon l'entrée des produits est interdite. Le Tsar régla sur ce principe l'intervention de l'Etat, en vue de placer la production nationale dans des conditions égales à celles de ses rivales étrangères,

en édictant ce tarif douanier nettement protectionniste, qui parut en 1724 et qui fixait les droits à payer en rixthalers ou en monnaie russe. Mais il détruisit du même coup l'union commerciale que l'Empire avait contractée jusqu'alors avec d'autres nations. Quoi qu'il en soit, le tarif appliqué en janvier 1724 est tout à fait remarquable en ce sens qu'il marque la formation définitive du système protectionniste tel qu'on le concevait sous l'empire de l'idée mercantiliste.

CONCLUSION

On vient de voir par quelle série d'actions et de changements continus, Pierre le Grand achemina la Russie vers l'activité économique et par quels moyens il fit passer le travail de l'organisation domestique à la forme manufacturière. A quelque point de vue que l'on considère cette œuvre, elle se différencie nettement de celle de la période précédente.

Dans l'ordre politique, le Tsar n'est plus, comme ses pères, le chef d'une race et d'une maison. Il est l'Empereur d'une nation. Dans l'ordre militaire, il crée la marine et une armée régulière et disciplinée qui feront respecter ses Etats. Dans l'ordre administratif, les vieux rouages épars sont remplacés par un organisme universalisé de concentration bureaucratique. Dans l'ordre économique enfin, il s'est efforcé le plus qu'il a pu d'assurer l'équilibre, en réglementant et en imposant aux producteurs des obligations précises. Cet interventionisme s'est manifesté sous les formes les plus diverses de manière à arracher le pays aux étrein-

tes du passé, à lui garantir le maximum de production et d'échange, à lui assurer, en un mot, la vie des nations civilisées.

Le souverain comptait sur ces prodigieux changements pour annihiler les risques auxquels son Empire était de toutes parts exposé. Mais, quelque différence qu'il y ait entre la nouvelle existence qu'il prétend imposer à son peuple, et une tradition dix fois séculaire, d'une époque à l'autre les choses et les hommes se ressemblent. La nation conserve sa vieille structure et reste soumise à des mœurs plus impérieuses que tous les édits du Tsar. La population ne passe pas de son incurable paresse et de son invincible routine à l'activité et à la volonté. L'une et l'autre ont des besoins trop médiocres pour qu'elles entrent en rapports étroits et fréquents avec les Etats et les gens de l'Occident. Elles montrent même une indifférence rebutante pour les réformes les plus simples et les plus faciles, pour les commodités de la vie publique et privée que le monarque veut leur procurer.

La transformation méthodique des idées, des services administratifs, de l'état des personnes et de l'organisation du travail est à peine sensible; et cela pour deux raisons. D'abord, parce que les changements étaient suspects à tous les propriétaires, qui profitaient des vices fondamentaux du régime politique, économique et social de l'Empire.

Ensuite, parce que la société ne reposait que sur le servage, sur le mépris de l'individualité humaine et sur une hiérarchie sociale compliquée. Les nobles appréhendaient de ne plus voir leurs droits garantis ni leurs besoins individuels satisfaits. Leurs craintes se justifiaient par la dispersion de la classe servile, qui constituait la principale forme de leur capital et qui menaçait de s'effondrer. Or, leur résistance opiniâtre ne visait qu'à la conservation de leurs privilèges héréditaires et ainsi, le contraste entre le passé et le présent ne révèle nulle part de solution de continuité.

En conséquence, il faut voir dans l'œuvre économique de Pierre le Grand non pas le résultat d'une transition entre un régime qui finit et un régime qui s'ébauche, mais la juxtaposition de l'un à côté de l'autre. Car l'état économique dans lequel se trouvait la Russie, à l'avènement du grand réformateur, n'a pas disparu. L'activité économique continue à se concentrer dans le domaine familial, où tout se fabriquait et se consommait et qui produisait assez pour l'usage et trop peu pour l'échange.

Avec Pierre le Grand, l'Empire des Tsars devient aussi et peu à peu le théâtre d'une économie nouvelle, qui correspond à un autre système industriel, commercial et rural : au régime du marché national et mondial. Alors la production tend à se

faire capitaliste. Elle crée deux catégories de personnes, celles qui possèdent les instruments de travail, les patrons, et celles qui rendent le capital productif, les ouvriers. C'est donc le souverain qui a séparé les producteurs en ces deux groupes distincts. Or, au point de vue économique et social, il y avait dans cette dissociation toute une révolution qui donna lieu à une série de réactions.

La spécialisation et l'intégration de l'industrie nationale centralisée, telle que l'entendait le monarque moscovite, exigeaient d'abord une concentration financière pour les frais d'établissement et d'aménagement des usines et manufactures. Une fois installées, il fallait encore les faire fonctionner, au moyen du capital de roulement auquel venait s'ajouter les frais de vente. Au début, ce fut la Couronne qui procura le capital de production ; puis on passa au capital collectif d'association, et l'évolution des capitaux en resta là. Ensuite, la constitution matérielle et organique des établissements industriels impliquait une concentration technique, c'est-à-dire une augmentation dans le nombre et la puissance des moyens de production, la coordination et la subordination des différents ateliers qui font subir à la matière à transformer des opérations qui s'enchaînent et se suivent. Enfin, l'industrie nationale comportait une concentration locale des fabriques et du personnel

employé. La manufacture ou l'usine s'est installée au milieu des villes ou à leurs abords, dans les bourgs ou en des lieux déserts, où, faute de communications faciles, les conditions de la nature, de la production et des besoins lui étaient favorables. Autour d'elle se sont groupés d'autres bâtiments annexes.

Le plus souvent, les ouvriers se trouvaient déjà concentrés dans les endroits, où l'entreprise naissante prenait possession du sol. Car l'industrie n'avait pas la vertu, à cette époque, de tirer à elle la population des campagnes ; elle n'a pas été « une créatrice d'hommes ». Il était même très difficile de recruter le personnel nécessaire, quoique les entrepreneurs eussent le droit « d'engager des travailleurs nationaux et étrangers en leur payant un juste salaire ». Voici pourquoi. D'une part, les serfs n'avaient pas la liberté de se déplacer et les hommes libres, d'autre part, n'étaient nullement disposés à un genre de travail qui exigeait un apprentissage et qui les contraignait à passer leur vie en commun dans des ateliers. Ils préféraient à la discipline militaire des fabriques, l'indépendance dans leur famille, où le labeur avait l'allure d'un plaisir. Ils aimaient mieux continuer leur mode de production individuel, patriarcal, ou même le travail loué et caractérisé par une variété de talents, que d'être réduits à une seule parcelle

des nombreuses opérations nécessaires à la fabrication entière et complète d'un objet quelconque. Il y avait là aussi, pour eux, une question de dignité personnelle : le travail dans les manufactures agglomérées ne pouvait être estimé, parce qu'il semblait réservé aux criminels.

Et s'il n'y était pas en honneur, c'est qu'en effet, les trois cents établissements industriels *, créés par l'Etat ou par des particuliers, avaient bien le caractère d'institutions de correction, dans lesquelles une discipline sévère maintenait l'ouvrier dans la servitude officielle. Nous avons vu, en effet, que pour pourvoir les fabriques qui réclamaient des travailleurs, Pierre le Grand avait estimé plus expédient d'utiliser d'abord, à l'exemple de ses

* Les auteurs ne sont guère d'accord sur le nombre des fabriques, manufactures et usines, créées sous le règne de Pierre le Grand. Les chiffres constatés diffèrent tellement qu'il est difficile de les concilier. D'après I. Kirillov, le plus ancien statisticien russe, il y aurait eu 100 fabriques privées et 42 usines de fer et de cuivre en activité. Sur un total de 213 manufactures et usines enregistrées, à la mort du Tsar, dont 38 à Pétersbourg, 39 à Moscou, 70 dans les villes de la région de la Volga, sur l'Oko, à Iaroslav, à Toula, à Schulsselbourg, à Iambourg, 71 étaient fictives. Reden en indique 17, pour l'année 1717 ; Soloviev, 233 à la fin du règne ; Schérer, 100, dont quelques-unes faisaient subsister, en 1725, jusqu'à 3.000 personnes. Le professeur V. Sviatlovsky en a compté 300 ; c'est à ce dernier chiffre que nous nous arrêtons, après avoir refait le calcul.

prédécesseurs, l'effectif des condamnés, voleurs, brigands, vagabonds, et de les river au labeur forcé des entreprises industrielles. Ces contingents ne lui manquaient pas, et pourtant ils étaient insuffisants, puisque, lorsqu'il transmit les exploitations de la Couronne aux particuliers, il fit aussi cession de villages entiers qui tous, en y ajoutant les désœuvrés et les mendiants, léguaient leur servitude à leur postérité.

Le souverain moscovite favorisa ainsi non seulement l'expansion du régime servile, mais créa une nouvelle catégorie d'esclaves, les serfs des fabriques, qui connurent un sort bien plus rigoureux que celui des paysans, attachés à la glèbe. Car, dans les fabriques et usines, les rapports entre patrons et ouvriers prirent un aspect tout différent de celui qui prévalait dans les travaux des champs. Le serf n'y était plus le collaborateur de son maître ; il ne vivait plus avec lui et de sa vie patriarcale, mais il y était toujours sous les yeux des gardes-chiourmes et sous les ordres d'un contremaître qui tous lui faisaient subir la destinée la plus dure et la plus lamentable.

On comprend que dans ces conditions les hommes libres ne furent guère disposés à supporter le traitement assigné aux criminels. On s'explique aussi par cela même que, quelque péril qu'offrît la fuite, ces infortunés aient cherché à tromper la

vigilance de la police des fabriques et qu'ils aient, à maintes reprises, gagné le large. Il est clair également que ces effroyables bagnes devaient mettre aux prises ouvriers et patrons et que pour essayer de briser ses fers, la population servile recourait aux séditions et aux soulèvements. Mais comme les effectifs révoltés manquaient de cohésion et de moyens de défensive, ils ne résistaient que mollement à la défaite et furent toujours écrasés. Quoi qu'il en soit, ces mutineries, qui affectaient l'aspect de véritables grèves, marquent le point de départ du conflit du Travail et du Capital.

Cela revient à dire que le milieu social d'alors n'était pas du tout propice à la production en grand, que ses débuts, en l'espèce, furent médiocres et qu'il ne participa que pour une faible part au courant économique du monde civilisé. La métallurgie, par exemple, était absorbée en entier par les besoins de l'armée de terre et de mer. Les manufactures de draps n'arrivèrent pas à fabriquer en quantité suffisante les étoffes nécessaires à l'habillement de la troupe. Celles de toiles à voiles qui avaient produit, en 1705, une marchandise tout aussi bonne que celle de Hollande, se trouvaient six ans après dans un état lamentable. De 1715 à 1716, elles furent sur le point de faire faillite, et le stock qui avait été expédié à Pétersbourg était complètement pourri. Les fabriques d'objets de

première nécessité et de luxe restèrent en retard, bien qu'elles fussent protégées contre la concurrence étrangère. Les soieries, fondées par la Compagnie Apraxine, Chafirov et Pierre Tolstoï, n'avaient pas réussi. En janvier 1719, les associés présentèrent au gouvernement une supplique dans laquelle ils déclaraient que, malgré tous leurs efforts, ils ne parvenaient pas à fournir des étoffes de soie à tout l'Empire et qu'ils avaient déjà un déficit dépassant 40.000 roubles. Ils demandaient, par suite, que la mesure prise pour exclure l'entrée des marchandises similaires de l'Europe fût rapportée et qu'on les autorisât à importer, à leur gré, telle ou telle étoffe de soie, qu'ils ne pouvaient pas fabriquer en assez grande quantité pour satisfaire à la demande. Mais la situation de leur manufacture ne fit qu'empirer, car les consorts prièrent le Collège compétent en la matière de s'occuper de cette entreprise et de la céder aux marchands qu'ils désignaient, contre le remboursement du capital de fondation. En revanche, la production des toiles, qui remontait à une époque lointaine et pour laquelle les artisans expérimentés ne manquaient pas, et celle des tissus de coton donnaient de bons résultats.

Les autres effets de cette industrie nationale sur la consommation ne paraissent guère plus favorables ni par la qualité ou la quantité, ni par le prix

des produits. La qualité de ceux-ci était inférieure à celle des articles que créait l'industrie domestique, au point de vue de la solidité et de l'art. Le vieux travail familial fabriquait des draps et livrait des vêtements durables et presque inusables ; il faisait des meubles qui se transmettaient de génération en génération ; il élaborait patiemment des ustensiles ou des armes dont la durée et la résistance ne se mesuraient pas. La grande industrie prodiguait, au contraire, des objets mal exécutés, en général, et qui ne faisaient pas un long usage et cela parce que le producteur en grand ou plutôt son intendant n'était guère exigeant sur le choix des matières premières, et que ses ouvriers ne savaient pas ou presque pas leur métier.

Ce défaut d'éducation technique se retrouvait nécessairement dans la beauté des produits. Tandis que la famille mettait en quelque sorte son honneur à donner une certaine empreinte artistique aux articles qu'elle façonnait et qu'elle léguait à sa postérité, les patrons, eux, manquaient de goût et n'avaient nullement le souci de la perfection et du fini. Et si les objets qu'ils faisaient fabriquer étaient mal dégrossis, c'est encore parce qu'ils ne furent pas plus intéressés eux-mêmes à leur élégance que leurs travailleurs ne l'étaient à leur donner une valeur quelconque.

Le contre-coup de cette mauvaise fabrication se

faisait sentir sur le prix et sur la quantité des produits sur le marché. La demande étant très faible, soit qu'il n'y eût pas encore assez d'acheteurs ou que les articles créés ne répondissent pas aux besoins ordinaires de la masse des consommateurs, soit que le moyen de les acquérir leur manquât ou qu'ils ne fussent pas à leur portée, le prix des objets manufacturés était relativement très élevé. Donc il y eut surproduction ou plutôt sous-consommation, surtout des choses qui n'étaient pas absolument indispensables, tels que les chapeaux, les bas ou les dentelles. Et cela était dû à la médiocre organisation de la production industrielle, à ce que les fabricants ne connaissaient pas les conditions du marché et la capacité d'écoulement des débouchés.

Pierre le Grand considérait cette crise comme étant un mal inhérent à la grande industrie naissante, et c'est pour équilibrer la production et la consommation qu'il se fit informer, par ses correspondants à l'étranger, sur le moyen de se défaire, en Europe, de marchandises dont le placement était difficile dans son propre pays. Et, en même temps, il continuait à inonder le marché intérieur et à aviver l'ardeur à produire, en prenant toujours de nouvelles mesures contre l'inertie ou la routine de ses sujets.

En ce sens, il a aggravé l'état des industries qui

s'ébauchaient et porté atteinte, à la fois, au mode de production campagnard et au régime des métiers de l'industrie urbaine. La petite industrie a pâti de ses innovations et en fut même, sur certains points, complètement ruinée. Le pays restait donc, en somme, tributaire de l'étranger. Il n'offrait sur les marchés du dehors, comme toujours, que des produits bruts qu'il vendait à vil prix, et en tirait des objets manufacturés qu'il payait beaucoup plus cher que jadis.

D'un autre côté, la plupart des habitants adultes de l'Empire, qui étaient accaparés pour la guerre ou pour les travaux publics, devaient abandonner, par intervalles, leurs métiers ou leurs champs. Guerroyant ou construisant sans cesse, ils demeuraient improductifs et perdaient la dextérité du travail manuel ou le goût des occupations rurales.

Ces dernières subirent plus fortement que l'activité manufacturière, la répercussion des événements politiques ou militaires. Nous avons vu, en effet, que les systèmes ou les méthodes d'exploitation du sol perpétuaient les formes traditionnelles d'un passé que les préjugés et les superstitions ne laissaient pas modifier ou remplacer. Cet héritage était religieusement enraciné dans l'esprit populaire et, comme les besoins étaient très limités en nombre et en capacité, les masses, malgré l'effort tenté par le Tsar pour transformer leurs pratiques,

n'en négligèrent pas moins toute amélioration dans les procédés agricoles. Aussi la pression des circonstances et le legs des errements d'autrefois furent-ils néfastes aux manifestations du progrès qui devaient les faire disparaître.

D'ailleurs, les circonstances économiques et sociales, si mauvaises qu'elles fussent, ne rendaient pas la vie des champs si intenable, si difficile à l'habitant de la campagne, et ne l'ont pas contraint à abandonner sa terre pour aller se fixer définitivement dans les centres industriels.

Le bilan de l'œuvre économique accomplie par Pierre le Grand nous montre que les faits sont plus puissants que les théories, que les usages sont plus forts que la mode et que les réformes tentées s'appropriaient assez peu au genre de vie du peuple russe, à ses richesses, à ses mœurs, à ses conditions d'existence et à son esprit national. C'est donc que l'évolution économique dépendait de certains éléments que l'homme ou la loi ne peut changer soudainement et qui le gouvernent malgré lui.

Cependant, si ces mêmes éléments sont les maîtres et s'ils étouffent toute initiative, les efforts du grand réformateur ne se ramènent pas moins à l'intérêt supérieur de sa patrie. Conquérant et civisateur, il ne sort jamais du monde réel dans lequel il vit, il le voit tel qu'il est et alors il le veut tel

qu'il doit être. Par cela même, il s'est complu dans des considérations économiques et politiques, où la conjecture a trop de place En heurtant les préjugés et en déroutant les vieilles habitudes, il soulevait et amoncelait autour de lui tant d'obstacles que ce monde réel, qu'il voulait dompter, faillit faire sombrer toute son entreprise. Le réformateur social ne séduisait pas, l'économiste inquiétait, le législateur déconcertait, le souverain impatientait. Mais si son œuvre n'a pas croulé, c'est que l'optimisme du grand homme en était l'âme et la condition même.

Pierre le Grand savait son peuple intelligent, dirigeable et perfectible. Il lui donnait l'impulsion et l'incitait à l'effort ; il lui montrait, par son propre exemple, que le travail n'est pas seulement l'affaire des petites gens. Il croyait, en outre, qu'une fois créé, cet élément fondamental de toute activité retremperait le pays tout entier dans une conception commune de ses intérêts et de ses besoins, et renouvellerait aussi le sentiment de la solidarité sociale. Il espérait, enfin, que son Empire obtiendrait par là un dévouement égal de tous les sujets moscovites à la chose publique.

Malgré tout, le Tsar fit accomplir à la nation, en un quart de siècle, des progrès incessants et vigoureux. Et pourtant, dans cette phase d'évolution où les conditions politiques, économiques et sociales

ont conduit la Russie, l'œuvre de Pierre le Grand n'était encore qu'ébauchée. Elle restait ouverte sur l'avenir et elle ne devait pas périr.

VU :
EDOUARD DOLLÉANS.

VU :
Pour le Doyen en congé,
L'Assesseur,
E. GAUDEMET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Dijon,
E. BOIRAC.

Pernet 12

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	1-40
Chapitre premier. — Programme et projets économiques	41-56
Chapitre II. — L'Empereur ouvrier	57-62
Chapitre III. — L'économie minière	63-72
Chapitre IV. — L'économie manufacturière	73-86
Chapitre V. — La politique économique appliquée.	87-112
Chapitre VI. — L'économie rurale	113-123
Chapitre VII. — L'économie commerciale	124-162
Conclusion	163-177
Table des matières	179

LAVAL. — IMPRIMERIE L. BARNÉOUD ET Cie.